



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 7 MAI 1938.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7TH MAY, 1938.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE
OFFICIELLE DE QUÉBEC".

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC
OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessus:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Québec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Québec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second

publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7, par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement.

2149—18—8—0

publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7, per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

2150—18—8—0

Lettres Patentes

Letters Patent

"Canada Marble & Lime Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Napoléon Lagacé, carrier, du village de l'Abord à Plouffe, Héléodore Langevin, commerçant, de la cité de Montréal, Joseph-Antoine Guy, notaire, de la paroisse de St-Martin, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaire comme carrier et marchands de pierre, de granit, de marbre, de sable, de chaux, de ciment, de minerai et matériaux de construction de toutes sortes et manufacturer tous et chacun des produits ci-dessus, les acheter, les vendre et les préparer pour le commerce et leurs divers usages;

Posséder, acquérir, louer, opérer, maintenir et exploiter des carrières de pierre, de granit, de marbre, de sable ainsi que des manufactures, usines, entrepôts pour la préparation et l'entreposage des produits et sous-produits fabriqués avec les matériaux provenant de telles carrières;

Faire affaire comme manufacturier et commerçant de brique, de tuiles, de tuyaux, de poterie, de pierre artificielle, de verre, de terra-cotta, de chaux, d'engrais chimique, ainsi que de leurs sous-produits et de tous autres matériaux utilisés dans leur préparation et posséder, opérer, maintenir et exploiter des usines, manufactures, machineries, outillages, entrepôts et établissements de commerce aux fins ci-dessus;

Acquérir, louer, posséder, maintenir, exploiter, développer, vendre, échanger des intérêts et des droits dans des propriétés minières, faire l'extraction des minéraux et métaux, les affiner et les préparer pour le commerce et leurs divers usages;

Acheter, acquérir, posséder et opérer l'entreprise, la clientèle et l'achalandage actuellement opérés par les incorporateurs dans la paroisse de l'Annonciation, comté de Labelle, province de Québec, ainsi que tout l'actif et le passif de ladite

"Canada Marble & Lime Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1938, incorporating: Napoleon Lagacé, quarryman, of the village of l'Abord à Plouffe, Héléodore Langevin, trader, of the city of Montreal, Joseph Antoine Guy, notary, of the parish of St-Martin, all of the district of Montreal for the following purposes:

To carry on business as quarrymen and dealers in stone, granite, marble, sand, lime, cement, ores and building materials of all kinds and to manufacture all or any of the foregoing products, to buy, sell and prepare the same for trade and their various uses;

To own, acquire, lease, operate, maintain and operate stone, granite and marble quarries, sand pits as well as factories, plants, warehouses for the preparation and storing of the products and by-products manufactured with the materials derived from such quarries;

To carry on business as manufacturers of and dealers in brick, tile, pipes, pottery, artificial stone, glass, terra-cotta, lime, chemical fertilizer, as well as their by-products and all other materials used in their preparation and to own, exploit, maintain and operate plants, factories, machinery, equipment, warehouses and business establishments for the foregoing purposes;

To acquire, lease, own, maintain, operate, develop, sell, exchange interests and rights in mining properties, to extract minerals and metals, refine and prepare the same for market and for their various uses;

To purchase, acquire, own and operate the undertaking, goodwill and custom actually carried on by the petitioners in the parish of l'Annonciation, county of Labelle, Province of Quebec, as well as all the assets and liabilities

entreprise et payer telles acquisitions en tout ou en partie avec des actions entièrement ou partiellement libérées du capital social de la compagnie;

D'exercer toutes autres opérations qui peuvent lui sembler susceptibles d'être exercées convenablement à l'égard de ses opérations ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur de ses biens ou de ses droits ou à les rendre profitables;

D'acheter ou autrement acquérir et entreprendre la totalité ou une partie de l'actif, des opérations, biens, privilèges, contrats, droits, obligations et passif de toute autre compagnie ou d'une société, firme ou personne exerçant des opérations que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens appropriés aux fins de la compagnie;

De demander, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, droits de brevets, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et intérêts de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser une invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, pouvant paraître susceptible d'être utilisé pour quelque une des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et d'utiliser, exercer, mettre en valeur ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis, ou d'accorder des permis à cet égard;

De se fusionner ou conclure des conventions pour le partage des profits, la réunion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute autre compagnie ou une société, firme ou personne exerçant ou entreprenant, ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou des opérations que la compagnie est autorisée à exercer ou à entreprendre, ou une industrie ou des opérations susceptibles d'être conduites de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et de prêter des fonds à cette compagnie, société, firme ou personne, de garantir des contrats ou autrement l'aider, et de prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute pareille compagnie, et de les vendre ou détenir ou autrement en disposer;

De prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, débentures ou autres titres d'une autre compagnie dont les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et de les vendre ou autrement en disposer;

De conclure des arrangements avec tout gouvernement ou toutes autorités, municipales, locales ou autres, qui peuvent sembler propres aux fins de la compagnie, ou à l'une quelconque de ces fins, et d'obtenir de ces gouvernement ou autorités des droits, privilèges et concessions que la compagnie peut juger opportun d'obtenir, et d'exécuter, exercer et observer ces conventions, droits, privilèges et concessions;

D'établir et maintenir ou d'aider à établir et à maintenir des associations, institutions, caisses, fiducies et commodités de nature à profiter aux employés ou aux anciens employés de la compagnie ou de ses prédécesseurs en affaires, ou les individus à charge ou parents de ces personnes, et d'accorder des pensions et allocations et d'effectuer des paiements d'assurance, et de souscrire ou garantir des fonds pour fins de cha-

of the said enterprise and to pay for such acquisitions in whole or in part with fully or partly paid shares of the capital stock of the company;

To carry on all other operations which may seem capable of being conveniently carried on in connection with its operations or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable its properties or rights;

To purchase or otherwise acquire and undertake the whole or any part of the assets, operations, properties, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or of any partnership, firm or person carrying on operations which the company is authorized to carry on, or possessed of properties suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire patents of invention, patent rights, copyrights, trade marks, formulae, licenses, concessions and interests of the same nature, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company, and to use, exercise, turn to account or render profitable the properties, rights or information so acquired, or to grant licenses in respect thereof;

To amalgamate or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such company, society, firm or person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares, debentures or other stock in any other company having objects in whole or in part similar to those of the company or carrying on an industry capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To enter into arrangements with any government or any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from such government or authorities any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institution, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or its predecessors in business or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent

rité ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

De lancer une compagnie ou des compagnies dans le but d'acquérir ou prendre à sa charge la totalité ou partie des biens et engagements de la compagnie, ou pour toute autre fin qui peut paraître directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

D'acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner tous biens réels et personnels et tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de son entreprise, et en particulier les terrains, bâtiments, servitudes, machines, le matériel d'exploitation et le fonds de commerce;

De vendre ou aliéner en totalité ou en partie l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie peut juger convenable, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

De prendre les moyens qui peuvent paraître à propos pour faire connaître les produits de la compagnie, et en particulier par voie de publicité dans les journaux, par circulaires, par la publication de livres et de périodiques;

De vendre, améliorer, administrer, mettre en valeur, échanger, louer, aliéner ou faire valoir la totalité ou partie des biens et droits de la compagnie, ou d'en disposer autrement;

D'émettre ou de répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital social de la compagnie en paiement total ou partiel de biens réels ou personnels achetés ou autrement acquis par la compagnie ou de tous services rendus à la compagnie;

D'établir des agences et des succursales;

De prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat, ou pour tout solde payé du prix d'achat, d'une partie quelconque des biens de la compagnie, de quelque espèce que ce soit, qu'elle a vendus, ou tous deniers dus à la compagnie par des acheteurs et autres, et de vendre ou autrement aliéner lesdits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

De réaliser la totalité ou une partie des objets de la compagnie et de faire tout ou partie des choses susdites à titre de commettant, d'agent, d'entrepreneur ou autrement, et soit seule, soit conjointement avec d'autres;

D'accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Canada Marble & Lime Co. Ltd.", avec un capital total de cent cinquante mille dollars (\$150,000.00), divisé en quinze cents (1500) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à l'Abord à Plouffe, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2151-o

Sous-secrétaire de la Province.

objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any part of the assets and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire and otherwise acquire and hold, sell or otherwise dispose of any real and personal property and any rights or privileges which the company may deem necessary or suitable for the purposes of its undertaking, and in particular any lands, buildings, servitudes, machines, plant and stock in trade;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account all or any part of the property or rights of the company;

To issue and allot fully or partly paid shares of the capital stock or the company in whole or part payment for any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or for any services rendered to the company;

To establish agencies and branches;

To take or hold mortgages, hypothecs, privileges and charges to secure the payment of the purchase price or for any unpaid balance of the purchase price of any part whatsoever of the properties of the company, of any nature whatsoever, sold by it, or any monies due to the company from purchasers and others, and to sell or otherwise dispose of the said mortgages, hypothecs, privileges and charges;

To carry out all or any part of the objects of the company and to do all or part of the aforesaid things as principal, agent, contractor or otherwise, and either alone or in conjunction with others.

To accomplish all other things which are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "Canada Marble & Lime Co. Ltd.", with a total capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at l'Abord à Plouffe, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2152

Under Secretary of the Province.

"Club de Récréation St-Michel Incorporé"
"St. Michel Recreation Club Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres

"Club de Récréation St-Michel Incorporé"
"St. Michel Recreation Club Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with Article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the

2151

patentes en date du vingt-huitième jour de mars 1938, constituant en corporation sans capital-actions: Emile Godin, et René Godin, marchands, Aimé Godin, agent, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Promouvoir des entretiens sociaux et la bonne amitié entre ses membres; procurer des divertissements sociaux et autres amusements et récréations; exploiter des salles de billards et de pool, allées de quilles; fournir à ses membres tous les privilèges, avantages, commodités et accommodations dans un club; acquérir, louer, maintenir et administrer les établissements convenables pour les fins d'un club et pour l'accommodation des membres et leurs amis, et acquérir ou louer l'ameublement et tous les accessoires nécessaires ou conveables pour iceux; procurer le logement, la nourriture et les rafraichissements aux membres et à leurs amis; obtenir pour le club un permis pour la vente de la bière, du vin et autres boissons alcooliques dont la vente est présentement ou pourra être dans l'avenir permise par les lois de cette province; exercer tous les pouvoirs, adopter des règlements non contraires à la loi qui peuvent être exercés par une corporation constituée sous l'empire de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, pour l'administration des affaires de la corporation;

Aux fins ci-dessus, la corporation aura succession perpétuelle et exercera les pouvoirs, droits et privilèges appartenant aux corporations ordinaires et pourra:

- a) Avoir un sceau et le modifier à volonté;
- b) *Ester en justice*;
- c) Accepter, acquérir, posséder par tous les moyens reconnus par la loi des droits de biens mobiliers et immobiliers pour une somme n'excédant pas \$24,000.00;
- d) Faire des emprunts de deniers sur les garanties de la corporation;
- e) Généralement, faire telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Club de Récréation St-Michel Incorporé.—St. Michel Recreation Club Incorporated".

La valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir est limité à vingt-quatre mille dollars (\$24,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, au numéro 5168 Boulevard St-Laurérent.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour de mars 1938.

JEAN BRUCHESI,

2153-o

Sous-secrétaire de la Province.

twenty eighth day of March, 1938, to incorporate as a corporation without share-capital: Emile Godin and René Godin, merchants, Aimé Godin, agent, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To promote social intercourse and good fellowship amongst its members; to provide social entertainments and other amusements and recreations; to operate billiard and pool rooms, bowling alleys; to afford its members all the usual privileges, advantages, conveniences, and accommodation of a club; to acquire, lease, maintain and manage premises suitable for the purposes of a club and for the accommodation of the members and their friends, and to acquire or lease furniture and all accessories necessary or suitable therefor; to provide lodging, food and refreshments for the members and their friends; to secure for the club a license for the sale of beer, wine and other alcoholic beverages the sale of which is now or may in the future be permitted by the laws of this Province; to exercise all the powers, adopt any by-laws not contrary to law which may be exercised by a corporation incorporated under Part III of the Quebec Companies' Act, for the management of the affairs of the corporation;

For the aforesaid purposes, the corporation shall have perpetual succession and to exercise the powers, rights and privileges appertaining to ordinary corporations and may:

- a) Have a seal and modify it at will;
- b) *Ester en justice*;
- c) Accept, acquire, own by all means recognized by law the rights to movable and immovable properties for an amount not exceeding \$24,000.00
- d) Borrow money on the securities of the corporation;
- e) Generally, do all other things which are incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects, under the name of "Club de Récréation St-Michel Incorporé.—St. Michel Recreation Club Incorporated".

The amount to which the value of the immovable properties which the corporation may possess or hold is to be limited, is twenty four thousand dollars (\$24,000.00).

The head office of the corporation will be at Montreal, at No. 5168 St. Lawrence Boulevard.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of March, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2154

Under Secretary of the Province.

"Copyright Protection Bureau, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Louvigny de Montigny, employé civil, domicilié et résidant à Ottawa, Victor Morin, notaire, Paul-Emile Seany, agent, Bernard Valiquette, éditeur et Jean-Marie Nadeau, avocat, tous quatre domiciliés et résidants à Montréal, district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acquérir et continuer effectivement et graduellement les opérations ci-devant conduites par *Louvigny de Montigny*, de la cite d'*Ottawa*, ou pour sa firme "*Copyright Protection Society*" dont la raison sociale a été déposée et enregistree au greffe de la Cour supérieure du district de

"Copyright Protection Bureau, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1938, incorporating: Louvigny de Montigny, civil employee, domiciled and residing at Ottawa, Victor Morin, notary, Paul-Emile Seany, agent, Bernard Valiquette, editor, and Jean-Marie Nadeau, advocate, all four domiciled and residing at Montreal, district of Montreal, for the following purposes:

1. To acquire and continue, effectively and gradually, the operations heretofore carried on by *Louvigny de Montigny*, of the city of *Ottawa*, or for his firm "*Copyright Protection Society*" whereof the firm name was deposited and registered in the office of the Superior Court of the

Montréal le neuf août mil neuf cent trente-deux, et dont la vente doit être faite à la présente compagnie;

2. Représenter à toutes fins que de droit et à titre de mandataire, agent ou représentant, certaines associations d'auteurs ou d'éditeurs étrangers, et notamment: *La Société des Gens de Lettres (de France)*, *La Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques (de France)*, *La Chambre Syndicale des Editeurs de Musique (de France)*, *le Syndicat de la Propriété Artistique (de France)*, *The Incorporated Society of Authors, Playwrights & Composers (de Londres)*, *La Société des Auteurs Belges (de Bruxelles)*; ainsi que certaines associations ou agences organisées ou en voie d'organisation, et même des auteurs et des éditeurs particuliers en leurs noms personnels;

3. Contrôler pour le compte des auteurs, sociétés ou ayants-droit intéressés, la représentation, l'exécution ou la reproduction d'œuvres littéraires, musicales, dramatiques et artistiques ressortissant aux sociétés, agences ou particuliers qui ont déjà confié leur représentation canadienne audit *Louigny de Montigny* ou qui la confieront à l'avenir soit à lui, soit au Bureau qui sera constitué par lesdites Lettres patentes;

4. Réclamer et percevoir les droits et redevances afférant aux auteurs, compositeurs ou éditeurs de ces œuvres, ou aux Sociétés ou Agences auxquelles ils ressortissent respectivement;

5. Poursuivre en justice les contrefacteurs des œuvres susdites;

6. Généralement exercer toutes affaires du genre de celles qui sont indiquées ci-dessus ou qui s'y rapportent de quelque façon que ce soit;

7. Recevoir des souscriptions, contributions et autres valeurs, œuvres ou productions, et en disposer;

8. Percevoir des honoraires d'inscription, des commissions ou autres rémunérations pour services;

9. Conclure des conventions avec des banques ou autres institutions financières relativement aux opérations de la Compagnie;

10. Acquérir des biens meubles et immeubles, valeurs et droits mobiliers et immobiliers, droits d'auteur, brevets, marques de commerce et autres biens de même nature; les vendre, engager, hypothéquer, aliéner ou autrement en disposer;

11. Rémunérer les services et payer les achats au moyen d'actions ou obligations de la Compagnie;

12. Conclure des contrats et conventions couvrant la reproduction, exécution ou représentation des ouvrages dont la surveillance ou le contrôle sera confié à la Compagnie;

13. Conclure des conventions relativement au partage de bénéfices, à la fusion d'intérêts, à l'achat et vente d'actions et d'obligations, de droits et de propriétés littéraires, artistiques, dramatiques, musicales et autres, avec toutes compagnies ou personnes poursuivant des buts similaires à ceux de la Compagnie ou même différents, et les acquitter au moyen d'actions, obligations ou autres valeurs de la Compagnie ou de toutes autres qui lui appartiendront, et accepter toutes valeurs en paiement;

14. Emprunter les sommes d'argent requises pour les affaires de la Compagnie suivant la décision de son Conseil d'administration aux taux et conditions qu'il décidera par règlements généraux ou particuliers, et donner toutes garanties pour leur remboursement par voie de gage, hypothèque ou nantissement de valeurs sur les biens de la compagnie;

15. Adopter des règlements et imposer des

district of Montreal, on the ninth of August, nineteen hundred and thirty two, and the sale whereof shall be made to the present company;

2. To represent, for all lawful purposes and as mandatory, agent or representative, certain foreign associations of authors or editors, and notably: *La Société des Gens de Lettres, (of France)*, *La Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques (of France)*, *La Chambre Syndicale des Editeurs de Musique (of France)* *Le Syndicat de la Propriété Artistique, (of France)*, *The Incorporated Society of Authors, Playwrights & Composers, (of London)*, *La Société des Auteurs Belges (of Brussels)*; and also certain associations or agencies, whether organized or about to be organized, and even individual authors and editors in their personal name;

3. To control on behalf of authors, societies or interested assigns, the representation, execution or reproduction of literary, musical, dramatic and artistic works under the control of societies, agencies or individuals who have already entrusted the Canadian reproduction thereof to the said *Louigny de Montigny*, or who may, in future, entrust the same either to him or to the Bureau incorporated by the present letters patent;

4. To claim and collect the dues and fees appertaining to the authors, composers or editors of these works, or to the societies or agencies which control same respectively;

5. To sue before the courts of justice any counterfeiters of the aforesaid works;

6. Generally, to carry on any business of the same kind as those hereinabove mentioned or in any way connected therewith;

7. To receive subscriptions, contributions and otherwise securities, works or productions and to dispose of the same;

8. To collect inscription fees, commissions or other remuneration for services;

9. To enter into agreements with banks or other financial institutions respecting the operations of the company;

10. To acquire any moveable and immoveable property, securities, and moveable and immoveable rights, copyrights, patents, trademarks and other assets of the same kind; sell, mortgage, hypothecate, alienate or otherwise dispose of the same;

11. To remunerate services and pay for purchases with shares or bonds of the company;

12. To enter into contracts and agreements covering the reproduction, execution or representation of the works, the supervision or control whereof may be entrusted to the company;

13. To enter into agreements for the sharing of profits, union of interests, purchase and sale of stocks and bonds, literary, artistic, dramatic, musical and other rights and ownerships with any companies or persons pursuing purposes similar to those of the company or, even, different therefrom, and to pay therefor with shares, bonds or other securities of the company or with any others belonging to the company and to accept in payment any such securities;

14. To borrow the sums of money required for the company's business according to the decision of its Board of Directors, at such rates and on such conditions as may be determined by general or special by-laws, and to give all guarantee for the reimbursement thereof by way of mortgage, hypothec or pledge of securities upon the property of the company;

15. To adopt by-laws and impose restrictions

restrictions pour la disposition des actions de la Compagnie suivant telles conditions qui seront stipulées par elle, pourvu que l'inscription en soit faite sur les certificats de telles actions, sous le nom de "Copyright Protection Bureau Inc.", avec un capital total de trente-cinq mille dollars (\$35,000.00), divisé en trois mille cinq cents (3,500) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2155—o

Sous-secrétaire de la Province.

respecting the disposal of the shares of the company according to such conditions as may be stipulated by the same, provided that inscription thereof be made upon the certificates of such shares, under the name of "Copyright Protection Bureau Inc.", with a total capital stock of thirty five thousand dollars (\$35,000.00), divided into three thousand five hundred (3,500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2156-

Under Secretary of the Province.

"Corporation des Automobilistes et des Chauffeurs d'Amérique". — "Corporation of Automobilists and Chauffeurs of America".

* Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Lucille Blais et Simonne Bastien, toutes deux sténographes et filles majeures et usant de leurs droits, et Roland Pinard, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter, louer, vendre, prendre à bail, exploiter ou autrement faire le trafic et le commerce d'effets, articles et marchandises nécessaires ou incidentes à l'exploitation; la réparation, l'aménagement d'automobiles, motocyclettes ou véhicules-moteurs d'aucune et de toutes sortes, fabrication et description;

2. Bâti, aménager, maintenir et exploiter des édifices, magasins et garages pour l'emmagasinage, le soin et la garde pour fins de louage d'automobiles, motocyclettes ou véhicules-moteurs de toutes sortes, nature et description;

3. Manufacturer, acheter, vendre, louer, prendre à bail, exploiter ou autrement faire le trafic et le commerce d'automobiles, motocyclettes ou véhicules-moteurs d'aucune et de toutes sortes, fabrication et description, moteurs, engins, voitures et moyens de transport de toutes sortes;

4. Acheter, vendre, réparer, modifier et faire le commerce d'appareils, machineries, matériels et outils de toutes sortes qui seront susceptibles d'être utilisés pour les fins de toute industrie mentionnée dans les présentes, ou qui peuvent être requis par les clients de toute telle industrie;

5. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

6. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

7. Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopéra-

"Corporation des Automobilistes et des Chauffeurs d'Amérique". — "Corporation of Automobilists and Chauffeurs of America".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty first day of April, 1938, incorporating: Lucille Blais and Simonne Bastien, both stenographers and spinsters of age and in use of their rights, and Roland Pinard, advocate, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, purchase, lease, sell, take on lease, exploit or otherwise trade and deal in goods, articles and merchandise required for or incidental to the exploitation, repair and equipment of automobiles, motorcycles or motor vehicles of any kind, manufacture or description;

2. To build, equip, maintain and operate buildings, stores and garages for the storing, care and keeping for hire of automobiles, motorcycles or motor vehicles of any sort, kind and description;

3. To manufacture, purchase, sell, lease, take on lease, operate or otherwise trade and deal in automobiles, motorcycles or motor-vehicles of all or any kinds, manufacture and description, motors, engines, carriages and means of transportation of every kind;

4. To purchase, sell, repair, alter and deal in apparatus, machinery, materials and tools of every kind, capable of being used for the purposes of any of the industries herein mentioned or which may be required by the customers of any such industry;

5. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the present company;

6. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

7. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint

tion, ou risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou transaction que la compagnie est autorisée d'exploiter ou d'exercer ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaire ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

11. Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

12. Faire, tirer, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Faire des arrangements avec les clients de la compagnie aux fins de les protéger, les aider, les assister par concessions, escomptes, avances d'argent et autrement dans l'achat, l'acquisition, les réparations et la confection des choses et effets dont le commerce fait un ou plusieurs des objets de la compagnie, comme aussi aux fins de transporter leurs voitures, automobiles ou camions, au cas d'accident ou d'avaries, et recevoir des dits clients, comme considération de tels arrangements un versement annuel pour un montant à être fixé par la compagnie;

15. Acquérir, détenir, vendre, céder ou louer les immeubles, terrains et bâtiments nécessaires aux fins de la compagnie;

16. Payer pour aucune des propriétés, services et usages ci-dessus mentionnés en numéraire ou au moyen d'actions acquittées et non appelables de la compagnie;

17. Emettre des actions acquittées du capital actions de la compagnie en paiement total ou partiel de biens meubles ou immeubles, droits d'actions ou privilèges acquis de la compagnie;

18. Vendre l'actif ou toute partie de l'actif de la compagnie aux conditions et pour la considération que la compagnie décidera, et recevoir en paiement des actions acquittées, des débetures ou autres valeurs, d'autres compagnies ayant un commerce entièrement ou en partie semblable à celui de la compagnie.

Faire telles autres choses nécessaires et se rapportant à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Corporation des Automobilistes et des Chauffeurs d'Amérique"—

adventure, reciprocal concessions, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and other having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such company;

12. To make, draw, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To enter into agreements with the clients of the company for the purpose of protecting, aiding and assisting them be concessions, discount, advances of money and otherwise in the purchase, acquisition, repairing and making of the goods and articles forming any or several of the company's purposes, and also for the transportation of their vehicles, automobiles or trucks, in case of accident or damage, and to receive from the said clients, as consideration for such agreements, the annual payment of an amount to be fixed by the company.

15. To acquire, hold, sell, assign or lease any immoveables, lots of land and buildings required for the purpose of the company;

16. To pay for any such services, use and property hereinabove mentioned in cash or with shares duly paid up and non-assessable of the company;;

17. To issue paid-up shares of the capital stock of the company in payment or part payment for any movable or immovable properties, rights or other assets acquired by the company;

18. To sell the assets or any part thereof upon such conditions for such consideration as the company may decide and receive in payment therefor paid-up shares, debentures or other securities of companies carrying on a business in whole or in part similar to that of the company;

To do such other things as may be required for or incidental to the purposes of the company, under the name of "Corporation des Automobilistes et des Chauffeurs d'Amérique—Corpora-

"Corporation of Automobilists and Chauffeurs of America", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé cinq cents (500) actions ordinaires de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2157-o / Sous-secrétaire de la Province.

"Erin Social Club Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du cinquième jour d'avril 1938, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph-Marcel Gauthier, vendeur, Luc Roy, commis, Eugène Lefebvre, agent d'affaires, Etienne Guay, collecteur, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Promouvoir des entretiens sociaux et la bonne amitié entre ses membres;

Procurer des divertissements sociaux et autres amusements et récréations;

Fournir à ses membres tous les privilèges, avantages, commodités et accommodations dans un club;

Acquérir, louer, maintenir et administrer les établissements convenables pour les fins d'un club, et pour l'accommodation des membres et leurs amis, et acquérir ou louer l'ameublement et tous les accessoires nécessaires ou convenables pour iceux;

Procurer le logement, la nourriture et les rafraichissements aux membres et à leurs amis;

Obtenir pour le Club un permis pour la vente de la bière, du vin et autres boissons alcooliques, dont la vente est présentement ou pourra être dans l'avenir permise par les lois de cette province;

Exercer tous les pouvoirs, adopter des règlements non contraires à la loi qui peuvent être exercés par une corporation constituée sous l'empire de la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, pour l'administration des affaires de la corporation;

Aux fins ci-dessus, la corporation aura succession perpétuelle et exercera les pouvoirs, droits et privilèges appartenant aux corporations ordinaires et pourra:

- a) Avoir un sceau et le modifier à volonté;
- b) Ester en justice;
- c) Accepter, acquérir, posséder par tous les moyens reconnus par la loi des droits de biens mobiliers et immobiliers pour une somme n'excédant pas dix mille dollars;
- d) Faire des emprunts de deniers sur les garanties de la corporation;
- e) Généralement faire telles autres choses qui seront incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Erin Social Club Incorporated".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal, au No 425 Ouest rue St-Jacques.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2159-o / Sous-secrétaire de la Province.

"Corporation of Automobilists and Chauffeurs of America" with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) common shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2158 / Under Secretary of the Province.

"Erin Social Club Incorporated"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the fifth day of April 1938, to incorporate as a corporation without share-capital: Joseph Marcel Gauthier, salesman, Luc Roy, clerk, Eugène Lefebvre, business agent, Etienne Guay, collector, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To promote social intercourse and good fellowship among its members;

To provide social entertainments and other amusements and recreations;

To afford to its members all the privileges, advantages, conveniences and accommodations of a club;

To acquire, lease, maintain and manage premises suitable for the purposes of a club and for the accommodation of the members and their friends, and to acquire or lease furniture and all accessories necessary or convenient therefor;

To provide lodging, food and refreshments to its members and friends;

To obtain for the club a license for the sale of beer, wine and other alcoholic beverages, the sale of which is now or may be in future permitted by the laws of this Province;

To exercise all the powers, adopt by-laws not contrary to law which may be exercised by a corporation incorporated under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, for the management of the affairs of the corporation;

For the aforesaid purposes, the corporation shall have perpetual succession and may exercise the powers, rights and privileges appertaining to ordinary corporations and may:

- a) Have a seal and modify it at will;
- b) Ester en justice;
- c) Accept, acquire, own by all means recognized by law the rights to moveable and immoveable properties for an amount not exceeding ten thousand dollars;
- d) Borrow money on the securities of the corporation;
- e) Generally, do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects, under the name of "Erin Social Club Incorporated".

The amount to which the value of the immoveable properties which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000.00).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal, at No. 425 St. James Street West.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of April 1938.

JEAN BRUCHESI,

2160 / Under Secretary of the Province.

"Helene Bousquet Gold Mines Ltd".
(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: Edgar George Barnes, vendeur, et Helene Doherty, secrétaire et fille majeure, tous deux de la cité d'Ottawa, William J. Thaugher, médecin, de Prescott, William Cathcart Morton, homme de chantier, de Richmond, tous de la province d'Ontario, et l'Honorable Ralph Byron Horner, sénateur, de Blaine Lake, province de la Saskatchewan, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches, pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit et les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droit de préemption ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphes et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter, et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, d'obligations, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises et travaux;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce, qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi et les payer en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consent, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

10. Faire tous tels actes et opérations qui sont des accessoires à ceux ci-dessus mentionnés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Helene Bousquet Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Hull.

"Helene Bousquet Gold Mines Ltd".
(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1938, incorporating: Edgar George Barnes, salesman, and Helene Doherty, secretary and spinster, both of the City of Ottawa, William J. Thaugher, physician, of Prescott, William Cathcart Morton, Lumberman, of Richmond, all of the Province of Ontario, and the Honourable Ralph Byron Horner, Senator, of Blaine Lake, in the Province of Saskatchewan, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess and alienate, mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy, sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company, or its servants or workman;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Helene Bousquet Gold Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la Province,
ce quatorzième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2161 Sous-secrétaire de la Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this fourteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2162-o Under Secretary of the Province.

"International Frocks Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: Jack Rudner, et Maxwell A. Schwartz, avocats, et Eva Rudner, secrétaire, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Conduire et exercer généralement le commerce qui consiste à manufacturer, acheter ou autrement acquérir, et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de robes pour dames, ensembles, costumes, jupes, blouses, manteaux, vêtements, fourrures, coupons, lainages, coton à la verge ou à la pièce, toile et hardes pour dames de toutes sortes;

2. Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre les vêtements pour dames de toute description et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement aliéner, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes d'articles, effets et marchandises se rapportant au commerce de la compagnie;

3. Acheter et vendre, et en gros et en détail des robes pour dames, ensembles, costumes, jupes, blouses, manteaux, fourrures, coupons, lainages, coton à la verge ou à la pièce, toile et vêtements pour dames de toute sorte;

4. Manufacturer soit dans et sur les propriétés, tel que sus-énumérés, les produits ou effets mentionnés dans les paragraphes 1 et 3, ou les faire fabriquer et complètement ouvrir par des entrepreneurs et sous-entrepreneurs;

5. Ouvrir un magasin ou une chaîne de magasins dans le but de vendre leurs produits dans la province de Québec;

6. Construire, ériger, posséder ou autrement acquérir et exploiter, aménager et entretenir des manufactures de robes, salles d'entreposage, et les autres édifices, dépendances et outillages nécessaires à la fabrication des produits ou effets ci-dessus, dans les présentes, énoncés;

7. Louer ou arrenter un ou plusieurs édifices de ou à toute personne, firme ou corporation, pour l'une quelconque des fins précitées, et aménager et exploiter ces manufactures, édifices ou salles, avec machines à coudre et telles autres machineries qui peuvent être nécessaires pour promouvoir les objets précités;

8. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

9. Prendre ou autrement acquérir ou détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie et exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

10. Conclure des contrats avec d'autres compagnies, firmes ou corporations pour promouvoir les objets de la compagnie, et conclure des conventions de société sur une base de division avec profits avec toute autre personne, soit directe-

"International Frocks Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, S.R.Q., 1925, bearing date the twentieth day of April, 1938, incorporating: Jack Rudner and Maxwell A. Schwartz, advocates, and Eva Rudner, secretary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To conduct and carry on generally the business of manufacturing, buying or otherwise acquiring, and to sell or otherwise deal in or with ladies' dresses, dress suits, suits, skirts, blouses, cloaks, garments, furs, remnants, woollens, cottons by yard or piece, linens and women's wearing apparel of every sort;

2. To carry on the business of manufacturing, buying and selling of women's wearing apparel of every description and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise connected with the business of the company;

3. To buy and sell, both wholesale and retail ladies' dresses, dress suits, suits, skirts, blouses, cloaks, garments, furs, remnants, woollens, cottons by yard or piece, linens and women's wearing apparel of every sort;

4. To manufacture either in and on the premises, as hereinabove prayed for, the products or wares mentioned in paragraphs 1 and 3, or to give same out to be made and completely finished by contractors and sub-contractors;

5. To open up a store or chain stores for the purpose of selling their products in the Province of Quebec;

6. To construct, erect, own or otherwise acquire and operate, equip and maintain dress factories, stock rooms, and such other buildings, appurtenances and equipments necessary for the manufacture of the products or wares hereinabove set forth;

7. To lease or rent the building or buildings from or to any person, firm or corporation, for any of the above purposes, and to equip and operate these factories, buildings or rooms, with sewing machinery and such other machinery as may be necessary for the furtherance of the above objects;

8. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

9. To take or otherwise acquire or hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company and carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

10. To enter into contracts with other companies, firms or corporations, for the furtherance of the company's objects, and to enter into partnership arrangements on the basis of the division of profits with any other individual either directly

ment ou indirectement de nature à promouvoir les objets de la compagnie;

11. Engager de l'aide et des employés moyennant les termes qui seront jugés convenables par la compagnie pour promouvoir les objets de la compagnie;

12. Conclure des conventions avec les gouvernements, fédéraux, provinciaux ou municipaux, pour obtenir des franchises, privilèges et autres droits spéciaux qui peuvent être octroyés à la compagnie;

13. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et tels autres effets négociables ou transférables;

14. Demander et obtenir des prêts de tout actionnaire ou officier de la compagnie, ou de tout banquier, ou de toute banque du Canada constituée en corporation, ou d'une ou de plusieurs autres parties qui consentent à faire des prêts à la compagnie;

15. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

16. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement par la publicité par la presse ou par toutes autres méthodes, le commerce et les produits de la compagnie ou toutes autres choses dans lesquelles la compagnie pourrait être intéressée;

17. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, commissionnaires, entrepreneurs ou autrement, soit seule ou conjointement avec d'autres;

18. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

19. Conclure, exécuter et compléter des contrats d'assurance pour la protection des employés et des biens contre toute perte contre laquelle on peut s'assurer, et utiliser des agents et procureurs et faire tous actes nécessaires pour rendre profitables les objets de la compagnie;

20. Acheter, acquérir et posséder des biens immobiliers aussi bien que des terrains, aptes ou non à la construction, ainsi que les biens mobiliers au nom de la compagnie;

21. Faire des prêts et hypothéquer les biens de la corporation en garantie des prêts faits;

22. Souscrire éventuellement à forfait, souscrire, acheter ou continuellement acquérir ou posséder, soit comme mandant ou agent, et absolument comme propriétaire, ou par voie de garantie additionnelle ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement aliéner ou faire le commerce des obligations, débetures, parts, actions ou autres valeurs, et garantir par les biens de la compagnie l'émission de toutes telles obligations ou débetures en son propre nom;

23. Acheter et vendre, ériger, construire ou bâtir, louer ou arrenter, des biens ou édifices pour promouvoir les objets de la compagnie ou pour le bénéfice de la compagnie;

24. Payer toutes propriétés, réelles ou personnelles, droits, permis, privilèges, clientèle ou franchise en actions entièrement libérées de la compagnie;

25. Poursuivre et être poursuivie dans toutes les cours de la province de Québec et d'ailleurs;

or indirectly for the furtherance of the company's objects;

11. To engage help and employees under such terms as is deemed advisable by the company to further the company's objects;

12. To enter into arrangements with governments, federal, provincial or municipal, for the obtaining of franchise privileges and other special rights which may be granted to the company;

13. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and such negotiable or transferable instruments;

14. To apply for and obtain loans from any shareholder or officer of the Company, or from any banker, or from any incorporated bank of Canada, or from any other party or parties who consent to make loans to the company;

15. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

16. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular, by advertising through the mails or by any other methods the business and products of the company or in any other matters in which the company may be interested;

17. To do any or all of the above things as principals, agents, factors, contractors or otherwise, either alone or in conjunction with others;

18. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

19. To enter into, carry out and complete contracts of insurance for the protection of the employees and of the property against any loss for which insurance may be carried, and to use agents and attorneys and to do any act necessary to enhance the objects of the company;

20. To buy, acquire and hold immoveable property as well as lands, constructive or not constructive, also moveables in the name of the company;

21. To make loans and to hypothec the property of the corporation in security for the loan made;

22. To underwrite, subscribe for, purchase or continually acquire or hold, either as principal or agent, and absolutely as owner, or by way of collateral security or otherwise and to sell exchange, transfer, assign or otherwise dispose of any or deal in bonds, debentures, stocks, shares, or other securities, and to guarantee by the assets of the company the issue of any such bonds or debentures in its own name;

23. To buy and sell, erect, construct or build, lease or rent, properties or buildings to further the objects of the company or for the benefit of the company;

24. To pay for any property, real or personal, rights, permits, privileges, goodwill or franchise in fully paid-up shares of the company;

25. To sue and be sued in all the courts of the province of Quebec and elsewhere;

26. Engager des agents, sur une base de commission ou de salaire pour donner des démonstrations et vendre les robes, vêtements, manteaux et tels autres habits qui peuvent être produits et manufacturés par les requérants;

27. Adopter les règles et autres règlements qui sont permis conformément aux lois de la province de Québec, pour diriger et mener à bien tous ses objets, et avoir la permission de temps à autre d'annuler, modifier et amender l'un quelconque des règlements adoptés pour la régie de la compagnie, sous le nom de "International Frocks Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal, comté d'Hoche-laga, province de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce vingtième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2163

Sous-secrétaire de la Province.

26. To engage agents, on commission or salary basis to show, sell the dresses, garments, coats and such other apparel as may be produced and manufactured by the petitioners;

27. To adopt such rules and other by-laws which are permissible according to the laws of the province of Quebec, to direct and assist in the carrying out of all its purposes, and to be permitted from time to time to annul, alter and amend any of the by-laws adopted for the regulation of the company, under the name of "International Frocks Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, in the county of Hochelaga, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2164-o

Under Secretary of the Province.

"Kold Air Appliances Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: Robert-Bennett Hutchison, N.P., de la cité de Westmount, Zeph. Hébert et Albert Charles Archambault, marchands, Jean-Paul Hayeur, professeur, Henri Crépeau, C.R., tous quatre de la cité de Montréal, et Wilbray Gélinas, gentilhomme, de la ville de Ville-Emard, dans les buts suivants:

(a) Manufacturer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de réfrigérateurs, dispositifs, spécialités et accessoires de toutes sortes de réfrigération, et exercer les opérations de machinistes et de fondeurs;

(b) Exercer l'industrie qui consiste à miner, fondre, mouler, forger, laminier, étamer, galvaniser, émailler, glacer et plaquer les métaux et, à manufacturer, acheter, vendre, faire le commerce et passer des contrats pour la fabrication, la vente, l'achat et l'échange du métal en feuille et d'articles faits totalement ou partiellement du dit métal, les objets émaillés en feuille et autres métaux; accessoires et ornements de cuisine et domestiques faits de ou à même le métal de chacune et de toute sorte; ameublement et garnitures de maison qui consistent en effets émaillés, marqués, galvanisés et autres sur fer, acier, étain ou tout autre métal ou substance, et tous articles faits de ou à même le métal ou autres substance, y compris la vaisselle, porcelaine, les poteries et verreries, et miner, manufacturer, vendre, acheter et généralement faire le commerce de tous matériels utilisés dans la fabrication de l'un quelconque des effets sus-énumérés, ou de toute industrie semblable ou s'y rapportant;

(c) Manufacturer, acheter, vendre, louer, donner à bail et exploiter chacun et tous les appareils, machineries pour la fabrication, génération, emmagasinage, accumulation, transmission ou distribution de chacun ou tout genre de courant électrique et chacun ou tout genre de machineries, appareils, dispositifs ou accessoires électriques de toute nature ou sorte quelconque;

(c1) Manufacturer, utiliser et vendre les appareils et machineries électriques; disposer des droits pour la vente des dits appareils et

"Kold Air Appliances Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1938, incorporating: Robert Bennett Hutchison, N.P., of the city of Westmount, Zeph. Hébert and Albert Charles Archambault, merchants, Jean Paul Hayeur, professor, Henri, Crépeau, K.C., all four of the city of Montreal and Wilbray Gélinas, gentleman, of the town of Ville-Emard, for the following purposes:

(a) To manufacture, buy, sell and otherwise deal in refrigerators, refrigerating appliances, specialties and supplies of all kinds, and to carry on the business of machinists and foundrymen;

(b) To carry on the business of mining, smelting, casting, forging, rolling, tinning, galvanizing, enamelling, coating and plating of metals, and of manufacturing, buying, selling, dealing in and contracting for the manufacture, sale, purchase, and exchange of sheet metal and of articles made wholly or partly therefrom, enamelled wares on sheet and other metals; kitchen and household wares and ornaments made from and upon metal of any and every kind; household furniture and furnishings consisting of enamelled, stamped, galvanized and other wares on iron, steel, tin or any other metal or substance, and all articles made of or upon metal or other substance, including crockery, china, pottery and glassware, and to mine, manufacture, sell, buy and generally deal in all materials used in the manufacture of any of the above-described wares, or in any business similar thereto or connected therewith;

(c) To manufacture, buy, sell, lease, let and operate any and all apparatus or machinery for the manufacture, generation, storage, accumulation, transmission or distribution of any or all types of electric current and any or all manner of electric machinery, apparatus, appliances or supplies of any nature or kind whatsoever;

(c1) To manufacture, use and sell electrical apparatus and machinery; to dispose of rights for the sale of such apparatus and machinery on

machineries moyennant un droit régalien, et acheter et vendre des marchandises de toutes sortes en gros et en détail;

(d) Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, posséder, utiliser, exploiter, introduire et vendre, céder, ou autrement aliéner chacune et toutes marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives, et toutes inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport avec ou obtenus en vertu de lettres patentes ou autrement du Canada ou de tout autre pays; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir chacune et toutes telles marques de commerce, brevets, permis, concessions, procédés et choses de même nature, ou tous tels biens, droits ou renseignements acquis de cette manière, et, en vue de leur mise en opération et de leur développement, exercer toute industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira de nature à effectuer directement ou indirectement ces objets;

(e) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir, toutes propriétés réelles et personnelles que la compagnie croira nécessaires ou désirables, et vendre, embellir, administrer, développer, louer, aliéner, faire valoir et autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens de la compagnie;

(f) Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des biens et entreprises de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

(g) Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier et échanger, donner ou prendre à bail, importer ou exporter et faire le commerce de toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requis pour les fins de l'une quelconque des dites opérations ou communément fournis ou négociés par les personnes exploitant l'un quelconque des dites opérations ou qui sembleront susceptibles d'être profitablement négociés en rapport avec ceux;

(h) Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que l'industrie de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(i) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exploiter ou de nature à accroître la valeur des biens ou valeurs de la compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

(j) Emettre des actions libérées, des obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs, en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières ou autres droits, baux, commerces, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, brevets, permis ou concessions que la compagnie peut légalement acquérir et en paiement de services rendus à la compagnie, par voie de promotion ou autrement, et émettre des actions entièrement libérées, des obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel ou en

royalties, and to buy and sell merchandise of all kinds at wholesale and retail;

(d) To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of, any and all trade-marks, formulae, secret processes, trade names and distinctive marks, and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patent or otherwise, of Canada, or of any other country; and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any and all such trade-marks, patents, licenses, concessions, processes and the like, or any such property, rights, and information so acquired, and, with a view to the working and development of the same, to carry on any business whether manufacturing or otherwise, which the company may think calculated directly or indirectly to effectuate these objects;

(e) To purchase, take on lease, or in exchange, hire and otherwise acquire, any real and personal property which the company may think necessary or desirable, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account, and otherwise deal with all or any part of the company's property;

(f) To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

(g) To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, import or export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purpose of any of said business or commonly supplied or dealt in by persons engaged in any such business or which may seem capable of being profitably dealt with in connection therewith;

(h) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(i) To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in, or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(j) To issue paid-up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, for the payment either in whole or in part, of any property, real or personal, movable or immovable property, or other rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, patent, license or concession which the company may lawfully acquire and in payment of services rendered to the company, by way of promotion or otherwise, and to issue fully paid-up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, in payment or part payment of, or in exchange for shares, bonds, debentures, debenture

échange pour les actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou incident au commerce de cette compagnie;

(k) Hypothéquer, gager ou nantir pour garantir le paiement des bons, obligations, débetures et actions-débetures que la compagnie peut émettre, les propriétés mobilières et immobilières, présentes ou futures, qu'elle possède présentement ou pourra posséder dans cette province, séparément ou conjointement et en tout ou en partie;

(l) Donner, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés, à un ou plusieurs fiduciaires, pour garantir le paiement des dits bons, obligations, débetures, actions-débetures, tous actes constituant une hypothèque, un gage ou un nantissement sur les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, que la compagnie possède présentement ou pourra posséder dans la province;

(m) Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de bonis, prêts, promesse, endossement, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement toute corporation, compagnie, individu ou association, avec lesquels cette compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, corporation, individu ou association, ou par toute autre personne avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

(n) Se fusionner avec toute autre compagnie ou compagnies ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux sus-énumérés moyennant les termes qui pourront être convenus;

(o) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation, et employer, passer des contrats et pourvoir à la rémunération des courtiers, agents à commission et souscripteurs éventuels à forfait, sur toute émission d'actions, bons, débetures, actions-débetures ou autres valeurs;

(p) Acheter, se charger ou autrement acquérir comme une entreprise en exploitation, le commerce exercé présentement en la cité de Montréal, province de Québec, par "Kold Air Refrigerator Limited", et tous et chacun des biens et engagements de la dite compagnie en rapport avec le dit commerce, y compris la clientèle et l'entreprise de la dite compagnie, et tous ou chacun des droits et contrats présentement possédés par la dite compagnie, sujet aux obligations, s'il y en a, les grevant, et les payer en actions libérées de la compagnie;

(q) Payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle et toute acquisition de la compagnie en actions libérées ou partiellement en actions libérées et partiellement en deniers comptant;

(r) Faire toutes ou l'une quelconque des choses sus-énumérées comme mandants, agents ou procureurs;

(s) Faire toute autre chose qui peut être nécessaire ou utile pour la réalisation des objets sus-énumérés;

La compagnie sera administrée par un bureau de sept directeurs qui seront élus à la première assemblée générale des actionnaires, sous le nom de "Kold Air Appliances Corporation", avec un capital total de cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars (\$599,999.00), divisé en cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (599,999) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

ture stock, or other securities of any other company doing business similar or incidental to the business of this company;

(k) To hypothecate, mortgage or pledge to secure the payment of the bonds, obligations, debentures and debenture stocks which the company may issue, the movable and immovable property, present or future, it now owns or may own in this province, separately or jointly and in whole or in part;

(l) To give, through its duly authorized officers, to one or more trustees, to secure the payment of such bonds, obligations, debentures, debenture stocks, all deeds constituting a hypothec, mortgage or pledge on the movable or immovable property, present or future, which the company now owns or may own in the province;

(m) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporation, company, individual or association, with which this company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association, or by any other persons with whom the company may have business relations;

(n) To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon;

(o) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of, or incidental to the formation and organization thereof, and to employ, contract with and provide for the remuneration of brokers, commission agents and underwriters, upon any issue of shares, bonds, debentures, debenture stock, or other securities;

(p) To purchase, take over or otherwise acquire as a going concern the business carried on at the city of Montreal in the Province of Quebec by Kold Air Refrigerator Limited, and all and any of the assets and liabilities of the said company in connection therewith, with the undertaking and goodwill thereof and all or any of the rights and contracts now held by the said company, subject to the obligations, if any, affecting the same and to pay for the same in paid up shares of the company;

(q) To pay for any services rendered to the company or required by it and for any acquisition of the company with paid up shares or partly in paid-up shares and partly in cash;

(r) To do all or any of the hereinabove thing as principals, agents or attorneys;

(s) To do anything else that may be necessary or useful for the attainment of the hereinabove objects.

The company shall be managed by a board of seven directors to be elected at the first general meeting of the shareholders, under the name of "Kold Air Appliances Corporation," with a total capital stock of five hundred and ninety-nine thousand and nine hundred and ninety-nine dollars (\$599,999.00), divided into five hundred and ninety-nine thousand and nine hundred and ninety-nine (599,999) shares of one dollar (\$1.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour d'avril, 1938.

2165 JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1938.

2166-0 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

"La Grande Compagnie de Construction Saguenay, Limitée". — "The Great Saguenay Construction Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Charles Maltais et J.-Antoine Cloutier, tous deux commerçants, de la Ville de St-Joseph d'Alma, et Dame Marie Côté, de Métabetchouan, épouse séparée de biens par contrat de mariage de M. Jean-Baptiste Tremblay, ouvrier, du même lieu, de Métabetchouan, dûment autorisée par son mari, dans les buts suivants:

1. Agir comme entrepreneurs ou contracteurs généraux, ou sous-entrepreneurs ou sous-contracteurs;

2. Exécuter des travaux publics ou privés de toute description, excepté la construction de chemins de fer, notamment mais sans restreindre la généralité des termes ci-dessus, construire, reconstruire, réparer, améliorer, réparer, des ponts, édifices, chemins, trottoirs, canaux, aqueducs, quais, havres, jetées, réservoirs, irrigations, drainages, systèmes électriques, téléphoniques, télégraphiques, installations électriques, entrepôts, marchés, pavages, et autres;

3. Agir comme manufacturiers et marchands de ciment, chaux, béton, matériaux de construction;

4. Exercer l'industrie de renflouage, et remorquage dans ses spécialités;

5. Agir comme camionneurs, voituriers, agents de charroyage et d'expédition par terre et par eaux, entreposeurs de produits, matériaux et marchandises pour d'autres personnes ou compagnies ou corporations;

6. Agir comme commerçants d'automobiles, tracteurs, camions, autobus, remorqueurs et accessoires, pièces, et comme garagistes et réparateurs;

7. Faire le commerce de propriétés mobilières et immobilières, effets mobiliers, excepté les commerces prohibés par la loi;

8. Obtenir des privilèges et franchises de corporations municipales et scolaires;

9. Agir comme marchands généraux, marchands de bois, de matériaux de constructions;

10. Acquérir, détenir, des carrières, limites à bois, franchises, pouvoirs, mines, industries, avec pouvoir de faire commerce de ces choses, de les exploiter et d'en disposer;

11. Exercer les opérations d'agents d'immeubles;

12. Exercer toute autre industrie manufacturière ou autre qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie;

13. Faire toutes opérations de prêts et placements, à l'exception des affaires de banque et de fiducie et d'assurances, acquérir, détenir et disposer de toutes créances privilégiées ou chirographaires;

"La Grande Compagnie de Construction Saguenay, Limitée". — "The Great Saguenay Construction Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1938, incorporating: Charles Maltais and J. Antoine Cloutier, both traders, of the Town of St-Joseph d'Alma, and Dame Marie Côté, of Metabetchouan, wife separate as to property by marriage contract of M. Jean-Baptiste Tremblay, workman, of the same place, Metabetchouan, duly authorized by her husband, for the following purposes:

1. To act as general builders or contractors or as sub-builders and sub-contractors;

2. To carry out public or private works of every description, excepting the construction of railways, and notably, but without any restriction as to the generality of the foregoing terms, to construct, re-construct, repair, improve, repair bridges, buildings, roads, sidewalks, canals, waterworks, wharves, harbours, piers, reservoirs, irrigations, drains, electric systems, telephone, telegraph, electric installations, warehouses, markets, pavings and other works;

3. To act as cement, lime, concrete, building materials manufacturers and merchants;

4. To carry on a wrecking and salvage business in all its branches;

5. To act as truckmen, carriers, carting and shipping agents, by land and by water, warehousemen of products, materials and merchandise for other persons, companies or corporations;

6. To act as dealers in automobiles, tractors, trucks, autobuses, tugs and accessories, parts, and as garage owners and repairers;

7. To deal in moveable and immoveable property, moveable, excepting any business prohibited by law;

8. To secure privileges and franchises from municipal and school corporations;

9. To act as general merchants, lumber merchants, dealers in building materials;

10. To acquire and hold quarries, timber limits, franchises, powers, mines, industries, with power to deal in such things, exploit and dispose of the same;

11. To carry on business as real estate agents;

12. To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of the Company's property or rights;

13. To carry on any loan and investment operations, excepting banking, trust and insurance business, acquire, hold and dispose of privileged or hypothecary claims;

14. Acquérir des biens meubles, immeubles, droits, franchises, matériel, outillage, en considération en tout ou en partie de parts ou actions émises par la compagnie;

15. Acquérir et donner en paiement en tout ou en partie des parts souscrites par les requérants l'actif de la société *Saguenay Construction* formée par acte passé devant *J. Henri Fortin*, notaire, le 16 juillet 1936, numéro 1631 de ses minutes et dont les requérants sont les seuls membres en vertu d'un acte passé devant *Rosario Angers*, notaire, de *St-Joseph d'Alma*, le 8 mars 1938, numéro 2277 de ses minutes;

16. Employer les directeurs de la compagnie ou quelques-uns d'eux comme officiers ou serviteurs de la compagnie et les rémunérer;

17. Les assemblées générales de la compagnie pourront être convoquées de l'une ou de l'autre manière prescrites par l'article 85 de la loi des compagnies de *Québec* ou des deux manières à la fois;

18. Il est ordonné que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association d'un l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que l'intérêt de tel directeur ou directeurs ait été déclaré aux autres directeurs de la compagnie à une assemblée de la compagnie dûment tenue avant la signature de tel contrat ou résiliation de telle transaction;

19. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer, émettre des billets, lettres de changes, chèques, lettres de crédit, débentures et obligations et autres effets négociables et transférables;

20. Exercer l'industrie du bâtiment et de la construction dans tous les domaines de l'activité humaine;

21. Exercer tous métiers ou négoce s'y rapportant comme principal ou comme agent;

22. Exploiter dans les limites de la loi toutes terres, forêts;

23. Acquérir toute industrie similaire ou en contrôler le capital si elle est constituée en corporation;

24. Se fusionner avec d'autres corporations exerçant la même industrie ou le même négoce, pour considérations soit en argent, soit en autres biens;

25. Payer en actions libérées des services rendus, valeurs ou commissions;

26. Faire toutes choses qui permettent d'atteindre les objets ci-dessus mentionnés, sous le nom de "*La Grande Compagnie de Construction Saguenay, Limitée*" ou "*The Great Saguenay Construction Company, Limited*";

28. Jouir de tous les pouvoirs et privilèges accordés aux compagnies en vertu de la première partie de la loi des compagnies de *Québec*, (S.R. 1925, chap. 223).

29. Par règlement, la compagnie pourra par ses directeurs emprunter de l'argent sur lettres de change, billets promissoires, faits, tirés, acceptés, ou endossés par ou pour la compagnie, sous

14. To acquire any moveable and immoveable property, rights, franchises, plant, equipment, in consideration, in whole or in part, for shares or stock issued by the company;

15. To acquire and give as full or part payment for shares subscribed by the petitioners, the assets of the partnership *Saguenay Construction*, constituted by deed passed before *J. Henri Fortin*, notary, on the 16th of July, 1936, number 1631 of his minutes, and of which the petitioners are sole members in virtue of a deed passed before *Rosario Angers*, notary, of *St-Joseph d'Alma*, on the 8th of March, 1938, number 2277 of his minutes;

16. To employ as officers or servants of the company, the Directors of the company and to remunerate the same;

17. The general meetings of the company may be called in one or the other of the modes provided by article 85 of the *Quebec Companies' Act*, or in both together;

18. It is ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors or with any firm of which one or more of its Directors are members, or with any other company, corporation or association of which one or more of its Directors are shareholders, directors or officers, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such Director or Directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest of such director or directors shall be disclosed to the other Directors of the company, at a meeting of the company duly held before the signing or cancelling of such transaction;

19. To draw, make, accept, endorse, discount, pay, issue notes, bills of exchange, cheques, letters of credit, debentures and bonds and other negotiable and transferable instruments;

20. To carry on the building and construction business in every branch of human activity;

21. To carry on any trade or business connected therewith as principal or agent;

22. To exploits lands and forests within legal limits;

23. To acquire any similar business or control its capital, if such company be incorporated;

24. To amalgamate with other corporations carrying on the same trade or the same business, for consideration either of cash or other property;

25. To pay with paid-up shares, for services rendered, securities or commission;

26. To do anything conducive to the attainment of the purposes hereinabove mentioned, under the name of "*La Grande Compagnie de Construction Saguenay, Limitée*" or "*The Great Saguenay Construction Company, Limited*".

28. To enjoy all powers and privileges granted to companies under Part 1 of the *Quebec Companies' Act*, (R.S. 1925, chap. 223);

29. By a by-law, the company may, through its Directors, borrow money upon bills of exchange, promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company under

le nom de "La Grande Compagnie de Construction Saguenay, Limitée" "The Great Saguenay Construction Company, Limited", avec un capital total de dix mille deux cents dollars (\$10,200.00), divisé en mille vingt (1020) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Ville de St-Joseph d'Alma, dans le district de Roberval.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
2167-o Sous-secrétaire de la Province.

"Léopold Roy et Fils Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Horace Boutin, comptable, et Yvette Picard, fille majeure, de la cité de St-Jean, district d'Iberville, et Roger Turgeon, avocat, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(1) Exercer l'industrie, le commerce et les opérations d'entrepreneurs et constructeurs en général et toute autre industrie s'y rapportant; entreprendre pour le compte des individus, corporations publiques et privées, gouvernements ou municipalités, la construction, l'amélioration ou la préparation des quais, digues, viaducs, tunnels, chaussées, écluses, ponts, chemins de fer à vapeur, à l'électricité ou autres, aménagements hydro-électriques, lignes de télégraphe et de téléphone, lignes de transmission d'énergie électrique ou autres édifices publics ou privés aqueducs, égouts, systèmes d'éclairage, de chauffage, de transmission, travaux de pavage, macadamisation, de construction ou d'amélioration de rues, ruelles, routes, chemins et routes publics ou privés, la confection des trottoirs, les travaux de creusement et de drainage, et en général tous travaux exécutés par les entrepreneurs généraux;

(2) Manufacturer et faire le commerce de matériaux de pavage et de construction de toutes sortes, et les machineries, l'outillage, les dispositifs et appareils de toutes sortes se rapportant à l'industrie de la compagnie;

(3) Acheter, louer, contrôler, exploiter des carrières de pierre, dépôts de sable, de gravier et d'argile, la brique, le ciment, l'asphalte, le bitume et le goudron; manufacturer et vendre tous et chacun des matériaux précités;

(4) Vendre, céder et aliéner ses franchises ou ses droits, privilèges et pouvoirs conférés à la compagnie ou possédés par elle en vertu de sa charte, ainsi que la totalité ou une partie quelconque de ses entreprises à toutes personnes ou compagnies constituées en corporation ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie pour le prix et la considération et moyennant les termes et conditions qui seront jugés convenables, particulièrement pour les actions privilégiées ou ordinaires ou autres valeurs de ces dites compagnies;

(5) Obtenir et exploiter toutes concessions ou franchises quelconques;

(6) Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant aucun droit d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention quelconque qui sembleront susceptible d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou

the name of "La Grande Compagnie de Construction Saguenay, Limitée—The Great Saguenay Construction Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand two hundred dollars (\$10,200.00), divided into one thousand and twenty (1020) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the Town of St-Joseph d'Alma, in the District of Roberval.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2168 Under Secretary of the Province.

"Léopold Roy et Fils Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1938, incorporating: Horace Boutin, accountant, and Yvette Picard, spinster of the age of majority, in the city of St-Jean, district of Iberville, and Roger Turgeon, advocate, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(1) To carry on the trade, operation and business of contractors and builders in general and any other business connected therewith; to undertake for the account of individuals or public and private corporations, government or municipalities, the construction, remodelling or repair of wharves, dams, viaducts, tunnels, causeways, sluices, bridges, steam, electric or other railways, hydro-electric developments, telegraph and telephone lines, electric power transmission lines or other public or private buildings, water-works, sewerage, lighting, heating, transmission systems, work of paving, macadamising and construction or improvement of streets, lanes, highways, public or private ways and roads, making of sidewalks, digging, dredge work, and in general any work carried on by general contractors;

(2) To manufacture and deal in paving and building materials of all kinds, and the machinery, equipment, implement and apparatus of every kind relating to the business of the company;

(3) To purchase, lease, control, operate, stone quarries, sand, gravel and clay pits, brick, cement, asphalt, pitch, tar; to manufacture and sell any of the above materials;

(4) To sell, assign and alienate its franchises, or its rights, privileges and powers conferred on the company or owned by it in virtue of its Charter, also its undertakings, or any part thereof to any persons or incorporated companies having objects wholly or partly similar to those of the present Company for such price and consideration and upon such terms and conditions as may be deemed fit, particularly for preferred or common shares or other securities of such companies;

(5) To obtain and exploit any concessions or franchises whatever;

(6) To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly

dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis;

(7) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou une industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

(8) Accepter en paiement de tous travaux exécutés, services rendus, avances faites ou assistance fournie, les actions, obligations ou autres valeurs de toute corporation, municipalité, province ou gouvernement avec lesquels la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires et détenir, nantir, vendre ou autrement disposer des dites actions, obligations ou valeurs;

(9) Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(10) Vendre, louer, aliéner ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie quelconque de l'entreprise et des biens de la compagnie pour la considération et moyennant les termes et conditions que la compagnie croira convenables et plus particulièrement accepter comme considération, les actions, obligations, débetures de toute autre compagnie exerçant une industrie ou ayant des objets semblables ou en partie semblables à l'industrie ou aux objets de la compagnie;

(11) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

(12) Acheter, prendre à bail ou en échange louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations et particulièrement toute machinerie, fonds de commerce;

(13) Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

(14) Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

(15) Faire, tirer, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(16) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter et avoir la jouissance de permis, pou-

to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information acquired;

(7) To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(8) To accept in payment for any work done, services rendered, advances made or assistance furnished, the stocks, bonds or other securities of any corporation, municipality, province or government with which the company may have dealings and to hold, pledge, sell or otherwise deal in such stock, bonds or securities;

(9) To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(10) To sell, lease, alienate or otherwise dispose of the undertaking and assets of the company or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the company may deem expedient and more particularly to accept as consideration shares, bonds, debentures of any other company carrying on business or having objects similar in whole or in part to the business or objects of the company;

(11) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(12) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes and in particular any machinery, stock in trade;

(13) To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of the contracts by any such person;

(14) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, or corporation;

(15) To make, draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

(16) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy license, power,

voirs, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité ou corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter l'une quelconque des actions, obligations et biens de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(17) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement attribuer la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(18) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et désigner les personnes conformément aux lois de ce pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter pour et au nom de la compagnie assignation de tout procès ou poursuite;

(19) Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(20) Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder toutes propriétés mobilières et immobilières que la compagnie croira nécessaires ou utiles à son industrie ou à ses opérations;

(21) Organiser, exploiter, construire, louer, vendre, acheter des chalets, plages, hôtels et hôtelleries;

(22) Hypothéquer, nantir ou autrement affecter les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le remboursement des prêts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

(23) Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement intégral ou partiel de tous biens ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

(24) Hypothéquer, gager ou nantir toutes propriétés, immobilières ou mobilières, présentes ou futures, dans le but de garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que la compagnie est légalement autorisée à émettre;

(25) Vendre, nantir, gager, hypothéquer, aliéner, louer ou autrement disposer de toutes ou chacune des propriétés, mobilières et immobilières possédées par la compagnie ou dont elle a la jouissance, moyennant les termes et conditions que cette compagnie croira convenables;

(26) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

(27) Faire le commerce comme marchands en gros et en détail, dans le bois, les provisions et la ferronnerie;

(28) Faire le commerce du bois, sous toutes ses formes, bois de charpente, bois de construction, bois carré, bois d'étauconnage, bardeaux, lattes, bois à pulpe, pilotis, traverse de chemin de fer, poteaux, piquets, bois de fuseau, bois de chauffage;

(29) Acheter, vendre, importer, exporter, entreposer, fabriquer, transformer, transporter, exploiter ou autrement mettre à profit du bois, les dérivés ou sous-produits du bois; tous produits manufacturés, ouvrés ou semi-ouvrés ou à l'état brut se rapportant au commerce du bois;

(30) Exercer le commerce de tenanciers d'hôtel, restaurant, café, taverne, salle de rafraîchissements et maison de pension, épiciers licenciés, marchands de vin, de bière et de spiritueux, fabricants et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres breuvages,

authority, franchise, concessions, rights or privileges which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(17) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(18) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(19) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

(20) To purchase, lease, exchange or otherwise acquire and possess all moveable and immoveable property which the company may deem necessary or useful for its business or operation;

(21) To organize, operate, construct, lease, sell, purchase chalets, beaches, hotels and inns;

(22) To hypothecate, pledge or otherwise effect the moveable or immoveable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract, or obligations of the company;

(23) To issue, hand over and allot as fully paid, up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

(24) To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock, which the company is by law entitled to issue;

(25) To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, moveable and immoveable owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

(26) To invest and deal with the money of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

(27) To carry on the business of wholesale and retail merchants of lumber, provisions and ironware;

(28) To carry on the lumber business in all its lines, timber, lumber, squared timber, propping timber, shingles, lathes, pulp-wood, piles, ties, poles, pickets, spindle-wood, fire-wood;

(29) To buy, sell, import, export, store, manufacture, transform, ship, exploit or otherwise turn to account lumber, the derivatives or by-products of wood; all made, manufactured or semi-manufactured or raw products incidental to the lumber business;

(30) To carry on the business of hotel, restaurant, café, tavern, refreshment room and lodging house keepers, licensed victuallers, wine, beer and spirit merchants, makers and manufacturers of aerated mineral and artificial waters and other drinks, (the whole subject to the Quebec Liquor

(le tout sujet à la loi des Liqueurs Alcooliques de Québec) confiseurs, pourvoyeurs et victuailleurs en général, marchands de glace, importateurs, exportateurs, manufacturiers et négociants de toutes sortes d'effets, articles et marchandises et ce en rapport avec le commerce de la compagnie; coiffeurs, parfumeurs, chimistes, propriétaires de clubs, bains, cabinets de toilette, buanderies, salles de lecture, d'écriture et de journaux, bibliothèques, terrains et place d'amusements, récréation, sport, divertissements et instruction de toutes sortes, marchands de tabac et cigares, agents pour des compagnies de chemins de fer et de navigation et voituriers, et agents généraux, et tout autre commerce qui semblera devoir être convenablement exercé en rapport avec tous ou aucun des objets susdits;

(31) Et il est de plus ordonné et déclaré que, dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association; dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, ces contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou en aucune manière affectés par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire ait été nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de ces contrats ou transactions, pourvu toujours que l'intérêt de ce directeur ou de ces directeurs ait été déclaré aux autres directeurs de la compagnie à une assemblée de la compagnie dûment tenue avant la signature du dit contrat ou l'exécution de la dite transaction. Nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire ne seront responsables envers la compagnie ou envers l'un quelconque de ces actionnaires ou créanciers ou envers toute autre personne pour perte encourue par la compagnie en vertu ou en raison des dits contrats ou transactions, ni aucun de ce directeur ou de ces directeurs ne seront tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions;

(32) Aucun pouvoir accordé dans un paragraphe quelconque des présentes ne sera limité ou restreint par induction ou déduction de tout autre paragraphe, sous le nom de "Léopold Roy et Fils Ltée".

(33) Le capital-actions de la compagnie est divisé en quatre mille (4,000) actions ayant une valeur nominale ou au pair de (\$10.00) dix dollars et le montant du capital total avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de quarante mille dollars (\$40,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Jean, dans le district d'Iberville.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2169-o Sous-secrétaire de la Province.

Law), confectioners, purveyors and caterers generally, ice merchants, importers, exporters, manufacturers of and dealers in all kinds of goods, wares and merchandise and this in connection with the company's business; hairdressers, perfumers, chemists, proprietors of clubs, baths, dressing rooms, laundries, reading, writing and newspaper rooms, libraries, grounds and places of amusement, recreation, sport, entertainment and instruction of all kinds; tobacco and cigar merchants, agents for railway and shipping companies and carriers and general agents, and any other business which may conveniently be carried on in connection with all or any of the foregoing;

(31) And it is further ordained and declared that, in case the company enters into contracts, or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members, or with any other company, corporation or association, of which one or more of its directors are shareholders, directors or officers, such contract or transaction shall not be invalidated or in any way affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interest of the company even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall be necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided always that the interest of such director or directors shall have been disclosed to the other directors of the company at a meeting of the company duly held prior to the signing of such contract or completing of such transaction. No director or directors having such adverse interest shall be liable to the company or to any shareholders or creditors thereof or to any other person for any loss incurred by it or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon;

(32) Any power granted in any paragraph whatsoever of these presents shall in no wise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Léopold Roy et Fils Ltée."

(33) The capital stock of the company is divided into four thousand (4,000) shares having a nominal or par value of (\$10.00) ten dollars and the amount of the total capital stock with which the company shall commence its operations will be forty thousand dollars (\$40,000.00).

The head office of the company will be in Saint-Jean in the district of Iberville.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April 1938.

JEAN BRUCHESI,

2170 Under Secretary of the Province.

"Les Industries Nationales de Viandes, Limitée"—"National Meat Industries, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Rolland Langlois, gérant de bureau, Benjamin Benoit, avocat, Jean-Louis Caron,

"Les Industries Nationales de Viandes, Limitée"—"National Meat Industries, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1938, incorporating: Rolland Langlois, office manager, Benjamin Benoit, advocate, Jean-Louis Caron, clerk, and Louis-

commis et Louis-Philippe Trottier, comptable, tous de Montréal, Daniel P. Gillmor, avocat, de Westmount, dans les buts suivants:

1. Acquérir, posséder, louer, exploiter et gérer des abattoirs et des cours à bestiaux, établissements de salaison, de fertilisants, d'abatage, et des établissements pour la préparation et la mise en boîtes de viandes; fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce de fertilisants, graisse, suif, huile, peaux, cuir, laine, savon, colle, peinture, vernis, poudre à laver, condiments, liniments, couvertures, parcs, harnais clous, voitures, d'hiver, fers à cheval, charettes, et toutes sortes de véhicules, et acheter, vendre, garder, cultiver, et faire le commerce de chevaux, bétail, moutons, porcs et autres animaux vivants, et acheter, vendre et faire le commerce de beurre, fromage saindoux, œufs, volailles, peaux, viandes, provisions, légumes, fruits et toutes sortes d'aliments et de denrées alimentaires; manufacturer, extraire et produire, et faire le commerce de produits et sous-produits qui peuvent être manufacturés, extraits et produits d'aucun des articles précités;

2. Etablir, bâtir et exploiter des marchés, cours à bestiaux, fondoirs, et tous établissements ou bâtiments nécessaires ou utiles pour l'exploitation de l'industrie de la compagnie;

3. Percevoir et imposer des loyers, dépenses et honoraires pour l'emploi et l'occupation de places de marchés, ou toutes parties d'icelles, avec l'approbation des autorités municipales, et acquérir et exploiter des droits, franchises et privilèges en rapport avec aucun des objets précités;

4. Faire les opérations de voituriers, entrepreneurs, camionneurs, expéditeurs et acquérir, posséder, exploiter et disposer de barges, remorqueurs, entrepôts et matériel roulant et construire, acquérir, posséder, exploiter et disposer de réfrigérateurs, machinerie et matériel pour la fabrication de la glace;

5. D'exercer toutes autres opérations qui peuvent lui sembler susceptibles d'être exercées convenablement à l'égard de ses opérations ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur de ses biens ou de ses droits ou à les rendre profitables;

6. D'acheter ou autrement acquérir et entreprendre la totalité ou une partie de l'actif, des opérations, biens, privilèges, contrats, droits, obligations et passif de toute autre compagnie ou d'une société, firme ou personne exerçant des opérations que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens appropriés aux fins de la compagnie;

7. De demander, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, droits de brevets, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et intérêts de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser une invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, pouvant paraître susceptible d'être utilisé pour quelque une des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et d'utiliser, exercer, mettre en valeur ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis, ou d'accorder des permis à cet égard;

8. De se fusionner ou conclure des conventions pour le partage des profits, la réunion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions, réciproques ou autres, avec toute autre compagnie ou une société, firme ou personne exerçant ou entreprenant, ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou

Philippe Trottier, accountant, all of Montreal, Daniel P. Gillmor, advocate, of Westmount, for the following purposes:

1. To acquire, own, lease, operate and manage abattoirs and stock-yards, packing, fertilizing, slaughtering, plants and establishments for the preparing of canning of meat; to manufacture, purchase, sell and deal in fertilizers, grease, tallow, oil, hides, leather, wood, soap, glue, paint, varnish, washing-powder, condiments, liniments, blankets, parks, harnesses, nails, sleds, horse-shoes, carts, and any other kind of vehicles, and to purchase, sell, keep, cultivate and deal in horses, cattle, sheep, hogs and other live stock and purchase, sell and deal in butter, cheese, lard, eggs, poultry, hides, meat, provisions, vegetables, fruit and all kinds of provisions and foodstuffs; to manufacture, extract and produce and deal in any products and by-products capable of being manufactured with, extracted from and produced by any of the foregoing articles;

2. To establish, build and operate markets, stock-yards, rendering houses and any establishments or buildings necessary or useful for the carrying on of the company's business;

3. To collect and charge rentals, expenses and fees for the use and occupation of market places or any part thereof, with the consent of municipal authorities, and to acquire and exploit any rights and privileges in connection with any of the foregoing purposes;

4. To carry on the business of carters, warehousemen, draymen, forwarders and to acquire, hold, operate and dispose of barges, tugs, warehouses and rolling stock and to construct, acquire, own, operate and dispose of refrigerating plants, machinery and plant for the manufacture of ice;

5. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

6. To purchase or otherwise acquire and undertake all of any of the assets, operations, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, firm or persons carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company;

7. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents of invention, patent rights, copyrights, trade-marks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

8. To amalgamate with or enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any other company, partnership, firm or person carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or operations which the

des opérations que la compagnie est autorisée à exercer ou à entreprendre, ou une industrie ou des opérations susceptibles d'être conduites de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et de prêter des fonds à cette compagnie, société, firme ou personne, de garantir ses contrats ou autrement l'aider, et de prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute pareille compagnie, et de les vendre ou détenir ou autrement en disposer;

9. De prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, débetures ou autres titres d'une autre compagnie dont les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et de les vendre ou autrement en disposer;

10. De conclure des arrangements avec tout gouvernement ou toutes autorités, municipales, locales ou autres, qui peuvent sembler propres aux fins de la compagnie, ou à l'une quelconque de ces fins, et d'obtenir de ces gouvernements ou autorités des droits, privilèges et concessions que la compagnie peut juger opportun d'obtenir, et d'exécuter, exercer et observer ces conventions, droits, privilèges et concessions;

11. D'établir et maintenir ou d'aider à établir et à maintenir des associations, institutions, caisses, fiducies, et commodités de nature à profiter aux employés ou aux anciens employés de la compagnie ou de ses prédécesseurs en affaires, ou les individus à charge ou parents de ces personnes, et d'accorder des pensions et allocations, et d'effectuer des paiements d'assurance et de souscrire ou garantir des fonds pour fins de charité ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

12. De lancer une compagnie ou des compagnies dans le but d'acquérir ou prendre à sa charge la totalité ou partie des biens et engagements de la compagnie, ou pour toute autre fin qui peut paraître directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

13. D'acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner tous biens réels et personnels et tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de son entreprise, et en particulier les terrains, bâtiments, servitudes, machines, le matériel d'exploitation et le fonds de commerce;

14. De construire, améliorer, entretenir, mettre en service, administrer, exécuter ou diriger les chemins, voies, embranchements ou voies d'évitement, (ces deux derniers sur les propriétés de la compagnie ou sur celles dont elle a le contrôle et pour les seules fins de son commerce et de son industrie), ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, ateliers, magasins et autres ouvrages et commodités qui peuvent sembler de nature à favoriser directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et de contribuer à leur construction, amélioration, entretien, mise en service, administration, exécution ou direction, de les subventionner, ou autrement les aider ou y prendre part;

15. De prêter des fonds à toute autre compagnie, ou à une société, firme ou personne en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec qui la compagnie se propose d'entrer en relations d'affaires, ou à une autre compagnie dont la compagnie détient un certain nombre d'actions;

16. De tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres

company is authorized to carry on or engage in, or any business or operations capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such company, partnership, firm or person and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

9. To take or otherwise acquire and hold shares, debentures or other securities of any other company having purposes altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, to sell or otherwise dispose of the same;

10. To enter into any arrangements with any governments or authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such governments or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

11. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company or its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition, or for any public, general or useful object;

12. To promote any company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

13. To purchase, take or lease or in exchange lease or otherwise acquire and hold, sell or otherwise alienate any real or personal property and any rights or privileges which the company may deem necessary or suitable for the purposes of its undertaking, and in particular any lands, buildings, servitudes, machinery, plant and stock-in-trade;

14. To construct, improve, maintain, operate, manage, execute or control any roads, ways, branches or sidings, (the two latter on the properties held or controlled by the company and for the sole purposes of its business and industry), bridges, reservoirs, watercourses, wharves, factories, warehouses, electric plants, work-shops, stores, and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to promote the interests of the company, and to contribute to the construction, improvement, maintenance, operating, management, execution or control thereof, subsidize or otherwise assist or take part in the same;

15. To lend money to any other company or to any partnership, firm or person, having business dealings with the company, or with whom the company intends to engage in business dealings, or any other company in which the company holds a certain number of shares;

16. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of

de change, connaissance, mandats et autres effets négociables ou transférables;

17. De vendre ou aliéner en totalité ou en partie l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie peut juger convenable, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

18. De demander, obtenir, acquérir par subvention, disposition législative, cession, transfert, achat ou autrement, et d'exercer, exécuter et utiliser toute charte, permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droit ou privilège qu'un gouvernement ou une autorité ou une corporation ou un autre corps public peut avoir la faculté d'accorder et de payer, d'aider et de contribuer de les mettre en vigueur, et d'affecter les actions, débetures ou autres titres et actifs de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

19. De faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays ou endroit étranger, et d'y désigner des personnes, en conformité des lois de ce pays étranger, pour représenter la compagnie et recevoir la signification de toute assignation ou poursuite pour la compagnie et en son nom;

20. La compagnie peut verser une commission à toute personne qui procure ou consent à procurer des souscriptions, soit absolument, soit conditionnellement à des actions de la compagnie;

21. De rémunérer toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'actions du capital de la compagnie, ou de débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou concernant l'organisation, la formation ou le lancement de la compagnie ou la conduite de ses opérations;

22. De prélever et contribuer à prélever des fonds pour toute autre compagnie avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires ou dont des actions, débetures ou autres obligations sont détenues par la compagnie, et de l'aider au moyen de gratification, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement et de garantir l'exécution des contrats ou obligations de cette compagnie ou de toute personne avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et en particulier de garantir le paiement du principal et des intérêts des débetures ou autres titres, hypothèques et engagements de toute semblable compagnie;

23. De prendre les moyens qui peuvent paraître à propos pour faire connaître les produits de la compagnie, et en particulier par voie de publicité dans les journaux, par circulaires, par l'achat et l'exposition des œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques;

24. De vendre, améliorer, administrer, mettre en valeur, échanger, louer, aliéner ou faire valoir la totalité ou partie des biens et droits de la compagnie, ou d'en disposer autrement;

25. D'émettre et de répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital social de la compagnie en paiement total ou partie de biens réels ou personnels achetés ou autrement acquis par la compagnie ou de tous services rendus à la compagnie;

26. De partager entre les actionnaires de la compagnie, en nature, espèces ou autrement, tous biens ou actifs de la compagnie, y compris tout produit de la vente ou de l'aliénation de l'un quelconque des biens de la compagnie et en particulier d'actions, débetures, ou autres

exchange, bills of lading warrants and other negotiable or transferable instruments;

17. To sell or dispose of the whole of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

18. To apply for, secure, acquire, by subsidy, legislative enactment, assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and use any charter, license, power, authority, right, or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds or other securities and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

19. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country or place and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

20. The company may pay a commission to any person procuring or agreeing to procure subscriptions, whether absolutely or conditionally, for the shares of the company;

21. To remunerate any company or any partnership, firm or person, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

22. To raise and assist in raising money for any other company with which the company may have business dealings or the shares, debentures and other bonds of which are held by the company, and to assist the same by means of grant, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise, and to guarantee the performance of contracts or obligations of such company, or of any person with whom the company may have business dealings, and in particular to guarantee the payment of the capital and interest on debentures or other securities, hypothecs and liabilities of any such company;

23. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

24. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

25. To issue and allot fully or partly paid up shares of the capital stock of the company as whole or part payment for any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or for any services rendered to the company;

26. To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, any property or assets of the company, including any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, debentures, or other securities of or in any other

valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie d'abandonner sa charte en exécution des dispositions de la présente loi, soit que ce partage eût été licite s'il avait été effectué en espèces, sans tenir compte des dispositions du présent alinéa;

27. D'acquitter, à même les fonds de la compagnie, la totalité ou partie des frais de sa formation et de son organisation, ou qui s'y rattachent, ou que la compagnie peut considérer comme frais préliminaires;

28. D'établir des agences et des succursales;

29. De placer et négocier les deniers de la compagnie, non requis immédiatement, de la manière qui peut être déterminée au besoin;

30. De demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative qui peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et d'opposer toutes procédures ou demande qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement aux intérêts de la compagnie;

31. De prendre ou détenir des hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat, ou pour tout solde impayé du prix d'achat d'une partie quelconque des biens de la compagnie, de quelque espèce que ce soit, qu'elle a vendus, ou tous deniers dus à la compagnie par des acheteurs et autres, et de vendre ou autrement aliéner lesdits hypothèques, privilèges et charges;

32. De réaliser la totalité ou une partie des objets de la compagnie et de faire tout ou partie des choses susdites à titre de commettant, d'agent, d'entrepreneur ou autrement, et soit seule, soit conjointement avec d'autres;

33. D'accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie;

34. Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe des présentes ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

35. Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction, d'abord composé de cinq directeurs provisoires tels que désignés dans les lettres patentes, mais un nombre plus élevé pourra être élu à la première assemblée des actionnaires, sous le nom de "Les Industries Nationales de Viandes, Limitée"—"National Meat Industries, Limited".

Le capital social de la compagnie sera de 30,000 actions dont vingt mille (20,000) actions privilégiées Classe "A" et deux cents (200) actions privilégiées Classe "B", toutes d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune; et, neuf mille huit cents (9,800) actions ordinaires, sans valeur au pair ou nominales, lesquelles seront émises et réparties au prix fixé par le bureau de direction, mais ce prix ne devra pas être moins que cinq dollars et ne devra pas excéder cent dollars pour chaque action dont l'émission est autorisée par les présentes.

Les dites actions privilégiées Classe "A" comporteront un dividende annuel cumulatif de 7%.

Les dites actions privilégiées Classe "B" comporteront un dividende annuel non cumulatif de 6% à être déclaré et payé après que le dividende annuel cumulatif attaché aux actions privilégiées Classe "A" aura été payé.

Les actions ordinaires comporteront un dividende annuel non cumulatif de 6%, mais ce dividende ne pourra être déclaré et payé qu'après

company belonging to the company, or of which it may have power to dispose, whether such distribution be made to allow the company to surrender its charter for the carrying out of the provisions of the present Act, or that such distribution should have been valid if it had been effectuated in specie without regard to the provisions of the present paragraph;

27. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

28. To establish agencies and branches;

29. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

30. To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or legislative enactment which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

31. To take or hold mortgage, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers and others and to sell, or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

32. To carry out all or any of the objects of the company and to do all or any of the above things as principal, agent, contractor or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

33. To do any other things which may be incidental or conducive to the attainment of the objects of the company and the exercising of its powers;

34. The powers mentioned in any of the foregoing paragraphs shall in nowise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

35. The affairs of the company shall be managed by a Board of Directors, at first composed of five provisional Directors, as designated in the Letters Patent, but a greater number may be elected at the first meeting of the shareholders, under the name of "Les Industries Nationales de Viandes, Limited"—"National Meat Industries, Limited".

The capital stock of the company shall consist of 30,000 shares of which twenty thousand (20,000) Class "A" preferred shares and two hundred (200) Class "B" preferred shares, all of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each; and nine thousand eight hundred (9,800) common shares without par or nominal value, which shall be issued and allotted at a price fixed by the Board of Directors, but such price shall not be less than five dollars and shall not exceed one hundred dollars per each share hereby authorized to be issued.

The said Class "A" preferred shares shall bear a 7% annual cumulative dividend.

The said Class "B" preferred shares shall bear a 6% annual non-cumulative dividend, to be declared and paid after the annual cumulative dividend attached to the Class "A" preferred shares shall have been paid.

The common shares shall bear a 6% annual non-cumulative dividend but said dividend may be declared and paid only after the declaration

la déclaration et le paiement des dividendes annuels attachés aux actions privilégiées des classes "A" et "B".

Le surplus des bénéfices sera réparti également entre toutes les actions privilégiées Classe "A" et les actions ordinaires.

Les actionnaires, détenteurs d'actions privilégiées de la Classe "A", comme catégorie, n'auront aucun droit de vote relativement à la nomination et à l'élection des directeurs de la compagnie excepté au cas de l'éventualité ci-après mentionnée.

Les actionnaires, détenteurs d'actions privilégiées de la classe "B", comme catégorie, auront le droit exclusif de voter pour élire la majorité du nombre des directeurs à être élus à l'assemblée des actionnaires excepté au cas de l'éventualité ci-après mentionnée;

Les actionnaires, détenteurs d'actions ordinaires, comme catégorie, auront le droit de voter pour élire la minorité des directeurs à être élus à l'assemblée des actionnaires excepté au cas de l'éventualité ci-après mentionnée.

Les actionnaires de toutes les catégories prendront part au vote sans distinction se rapportant à l'élection des directeurs dans l'éventualité où les dividendes attachés aux actions privilégiées de la classe "A" resteraient arriérés et impayés pour une période de trois ans, et ils continueront à avoir ce droit de vote pour une période de deux ans à partir de la date du paiement du dernier dividende arriéré aux détenteurs des actions privilégiées de la Classe "A".

Les actionnaires de toutes catégories prendront part au vote sans distinction se rapportant à tous autres objets que celui de l'élection des directeurs.

Lors de la liquidation de la compagnie, pour quelque cause que ce soit, l'actif net restant après le paiement des charges sociales sera réparti dans l'ordre suivant:

1. Aux actions privilégiées, Classe "A", le montant de leurs dividendes arriérés et du capital versé.
2. Aux actions privilégiées, Classe "B" le montant du capital versé.
3. Aux actions ordinaires le montant du capital versé.
4. Le surplus sera réparti entre toutes les actions également.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de deux cent cinquante et un mille (\$251,000.00) dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, P.Q.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
2171-o Sous-secrétaire de la Province.

and payment of the annual dividends attached to the Class "A" and Class "B" preferred shares.

The residue of the profits shall be equally allotted among all the Class "A" preferred shares and the common shares.

The holders of Class "A" preferred shares, as a Class, shall not be entitled to vote in connection with the appointment and election of the Directors of the company, save in case of the occurrence hereinafter mentioned.

The holders of Class "B" preferred shares, as a Class, shall be entitled to exclusive voting right for the election of the majority of the number of Directors to be elected at the shareholders' meeting, save in case of the occurrence hereinafter mentioned.

The holders of common shares, as a Class, shall be entitled to vote for the election of the minority of the Directors to be elected at the shareholders' meeting, save in case of the occurrence hereinafter mentioned.

Shareholders of all Classes shall take part in the voting without any distinction, in connection with the election of the Directors in the occurrence where the dividends attached to the Class "A" preferred shares should remain in arrears and unpaid for a period of three years and they will continue to have such voting right for a period of two years from and after the date of payment of the last arrear dividend to the holders of the Class "A" preferred shares.

Shareholders of all Classes shall take part in the voting, without any distinction, in connection with any purposes other than that of the election of the Directors.

In the event of the liquidation of the company, for any cause whatsoever, the net assets remaining after payment of the fixed charges shall be allotted in the following order:

1. To the Class "A" preferred shares, the amount of their arrear dividends and of paid-up capital.
2. To the Class "B" preferred shares the amount of paid-up capital.
3. To the common shares the amount of paid-up capital.
4. The residue shall be equally distributed among all the shares.

The amount with which the company shall begin its operations is two hundred and fifty one thousand dollars (\$251,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, P.Q.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2172 Under Secretary of the Province.

"L'Opinion Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Albert Grondin, comptable, Adéline Thibault et Marguerite Giroux, toutes deux sténographes, filles majeures et usant de leurs droits, tous des cité et district de Hull, dans les buts suivants:

Pratiquer l'industrie et faire le commerce d'imprimeur, de libraires, de relieurs et d'éditeurs, et de publicistes;

Publier, éditer, imprimer, conduire, faire circuler, vendre, acheter des journaux, revues, papiers,

"L'Opinion Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1938, incorporating: Albert Grondin, accountant, Adéline Thibault and Marguerite Giroux, both stenographers, spinsters of age and in use of their rights, all of the City and District of Hull, for the following purposes:

To carry on the trade and business of printers, stationers, binders, editors and publishers;

To publish, edit, print, conduct, circulate, sell, purchase journals, reviews, newspapers,

nouvelles, livres circulaires, enfin tout ce qui peut faire l'objet des pouvoirs ci-haut mentionnés, directement ou indirectement;

Établir, exploiter et conduire des succursales, des entrepôts, magasins ou dépôts pour la vente de tous les articles et marchandises fabriqués par la compagnie, ou dont elle fait le commerce;

Représenter d'autres publicistes, imprimeurs, relieurs, manufacturiers, distributeurs, exportateurs ou importateurs pour toutes ou aucune des marchandises susdites;

Acheter, prendre, louer, vendre, céder, hypothéquer, échanger, transporter et autrement faire le commerce et disposer de propriétés mobilières et immobilières, soit absolument comme propriétaire ou au moyen de garantie collatérale ou autrement;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la susdite compagnie, et les détenir, vendre ou autrement en disposer;

Acquérir et assumer la totalité ou toute partie du commerce, des biens, des droits ou obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens qui conviennent aux fins de la compagnie, et se fusionner avec toute personne ou compagnie exerçant une industrie de semblable nature;

Conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération des risques conjoints ou concessions réciproques ou autres arrangements similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou poursuivant ou sur le point d'exercer ou de poursuivre toute industrie ou négoce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et faire des prêts d'argent à toute telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou leur aider autrement;

Garantir les obligations, valeurs ou dividendes de toute entreprise ou exploitation affiliée, soit pour ou sans considération pour telle garantie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et autres droits semblables, conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou tout secret ou autre renseignement s'y rapportant, et mettre en valeur, vendre, louer ou autrement négocier ces brevets, permis et concessions;

Distribuer en espèces ou autrement mais conformément à la section 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses membres et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de tous ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou des actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer tout ou aucune partie de l'actif ou du passif de cette compagnie;

Émettre, livrer et répartir comme entièrement libérées, toutes actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la présente compagnie, soit en paiement intégral ou partiel de tous biens ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie, ou des obligations, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations; et, avec le consente-

books, circulars, and every thing which may be the objects of the above powers directly or indirectly;

To establish, operate and conduct branches, warehouses, stores or depots for the sale of any articles or merchandise manufactured or dealt in by the company;

To represent other publishers, printers, binders, manufacturers, distributors, exporters or importers for all or any of the aforesaid merchandise;

To buy, take, lease, sell, assign, hypothecate, exchange, transfer and otherwise deal in and dispose of property, movable and immovable, either absolutely as owners or by way of collateral security or otherwise;

To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or in part similar to those of the above company and to hold, sell or otherwise dispose of same;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property, right and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of a property suitable for the purpose of this company, and to amalgamate with any person or company carrying on business of a similar nature;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company;

To guarantee the bonds, securities or dividends of any affiliated enterprise or undertakings either for or without consideration for such guarantee;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

To distribute in specie or otherwise, pursuant to section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To remunerate any person or company for service rendered or to be rendered by placing or assisting to place or guaranteeing the placing of the shares of the capital stock of the company or the bonds, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business; and with the consent of the shareholders

ment des actionnaires émettre pour la totalité ou partie de telle rémunération des actions acquittées, ou des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Faire tous autres actes que la compagnie jugera nécessaires ou convenables aux objets susdits ou susceptibles de les rendre profitables, sous le nom de "L'Opinion Limitée", avec un capital total de quinze mille dollars (\$15,000.00), divisé en quinze cents (1500) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Hull, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2173-o Sous-secrétaire de la Province.

to issue, for the whole or part of the said remuneration, paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To do any other acts which the company may think necessary or suitable to the aforesaid objects or capable of rendering profitable same, under the name of "L'Opinion Limitée", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Hull, in the District of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2174 Under Secretary of the Province.

"Palace Theatre Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: John G. Costis, John D. Costis et Dame Daphnee Alivizatos, tous exploitants de théâtre de la cité de Granby, district de Bedford, tous majeures et résidant dans la dite cité de Granby, la dite Dame Daphnee Alivizatos, étant épouse contractuellement séparée de biens de John D. Costis, un des requérants, partie aux présentes, et par son dit époux, étant dûment autorisée aux fins des présentes, dans les buts suivants:

1. Acquérir, acheter, louer et exploiter en entier ou en partie, toutes propriétés immobilières pour donner des démonstrations de toutes sortes, opéra, opérettes, pièces, cinéma, vaudeville, pantomimes et généralement toute démonstration ayant pour but l'enseignement, la récréation ou les divertissements;

2. Acquérir tous droits d'auteur et conclure tous les contrats nécessaires à cette fin;

3. Manufacturer, acheter, vendre, louer, échanger, distribuer, dessiner et propager des films cinématographiques de toutes sortes;

4. Manufacturer, acheter, vendre, louer et échanger tous appareils pour films phonographiques, appareils pour la reproduction des sons, de vues animées et de radio, accessoires pour la télévision et généralement tous appareils qui peuvent être requis pour exercer les opérations de cinéma, avec toutes ses dernières améliorations modernes;

5. Exercer toutes autres opérations de nature à profiter à son industrie;

6. Acheter ou autrement acquérir la totalité ou une partie des biens, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations de toutes compagnies, sociétés, firmes ou personnes exerçant toute industrie se rapportant à sa propre industrie;

7. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets d'invention, droits brevets, droits d'auteurs, marques de commerce, formules, brevets, concession, conférant aucun droit exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou procédé susceptible d'être utilisés pour les fins de ses entreprises; aussi les utiliser, les améliorer, les céder ou les transférer en tout ou en partie;

8. Conclure des contrats de toutes sortes avec toutes autres compagnies, sociétés, firmes ou personnes exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter des opérations semblables ou de nature à promouvoir l'industrie de la compagnie; faire des avances de deniers pour ces

"Palace Theatre Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1938, incorporating: John G. Costis, John D. Costis and Dame Daphnee Alivizatos, all theatrical operators of the city of Granby, district of Bedford, all of age and residing in said city of Granby, the said Dame Daphnee Alivizatos, being the wife separate as to property by marriage contract, of John D. Costis, one of the petitioners hereto present, and by her said husband, being duly authorized to the purpose hereof, for the following purposes:

1. To acquire, purchase, lease, and exploit, in whole or in part, any immovables for the giving of performances of every kind, operas, operettes, plays, cinema, vaudeville, pantomime and generally any performance intended for instruction, recreation or amusement;

2. To acquire any copyrights and to enter into any necessary contracts for such purposes;

3. To manufacture, purchase, sell, lease, exchange, distribute, design and propagate cinematographic films of all kinds;

4. To manufacture, purchase, sell, lease and exchange any phonographic film apparatus, apparatus for the reproduction of sound, moving pictures and radio, television accessories and generally any apparatus which may be required for the carrying on of a cinema business, with all its most modern improvements;

5. To carry on any other operations calculated to benefit its business;

6. To purchase or otherwise acquire the whole or part of the assets, property, privileges, contracts, rights, liabilities of any companies, partnerships, firms, or persons carrying on any business connected with its own;

7. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents of invention, patent rights, copyrights, trade-marks, formulae, patents, grants, conferring any exclusive or limited rights to the use of any invention or process capable of being used for the purposes of its undertaking; and to use, improve, assign or transfer the same, in whole or in part;

8. To enter into contracts of all kinds with any other companies, partnerships, firms or persons carrying on or engaged in, or about to carry on and engage in similar operations, or calculated to enhance the business of the company; to advance money for such purposes when required,

objets, si nécessaire, garantir les contrats, acquérir les actions et valeurs de toutes telles compagnies et les détenir, les vendre ou en disposer;

9. Acheter ou autrement acquérir les actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, les détenir, les vendre ou en disposer;

10. Conclure des conventions avec les autorités, soit fédérales, provinciales, municipales ou autres qui pourraient promouvoir l'industrie des films de la compagnie et ainsi obtenir des concessions, droits ou privilèges;

11. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

12. Acquérir et posséder des immeubles lorsque et de la manière requise, et vendre, échanger, hypothéquer ou autrement aliéner les dits immeubles;

13. Emprunter des banques ou des autres, toutes sommes d'argent que la compagnie croira utiles ou nécessaires pour les fins de la dite compagnie, et donner en garantie la totalité ou une partie des biens de la dite compagnie;

14. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables;

15. Rémunérer toutes autres compagnies ou toutes sociétés, firmes ou personnes, pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de ces dites compagnies ou leurs débetures ou autres valeurs, ou dans ou au sujet de la formation ou de l'organisation de ces dites compagnies ou de la conduite de leurs opérations;

16. Prélever et contribuer à prélever des deniers pour toutes autres compagnies ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou les actions, débetures ou autres valeurs qui sont détenues par la compagnie, ou les aider au moyen de bonis, prêts, endossements, garanties ou autrement et plus particulièrement garantir le remboursement du capital et les intérêts sur les débetures ou autres intérêts, hypothèques et obligations de toutes telles compagnies;

17. Prendre tous les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les activités de la compagnie, par voie de publicité, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, en publiant des livres et revues périodiques;

18. Vendre, hypothéquer, échanger, louer, aliéner ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie des propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie;

19. Emettre et répartir des actions, obligations, débetures ou autres valeurs du capital-actions de la compagnie, soit entièrement libérées ou autres, en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés mobilières ou immobilières acquises par la compagnie ou de tous services qui lui sont rendus, ou en échange pour les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

20. Payer à même les fonds de la compagnie, les dépenses de sa constitution en corporation ou de son organisation, et généralement toutes dépenses préliminaires;

21. Etablir des agences et succursales;

22. Solliciter tout décret législatif, ordonnance ou réglementation, de nature à promouvoir les intérêts de la compagnie; s'opposer à toutes demandes ou procédures qui pourraient être

to guarantee contracts; to acquire shares and securities in any such companies and to hold, sell or dispose of the same;

9. To buy or otherwise acquire shares, debentures, bonds or securities in any other company, to hold, sell or dispose of the same;

10. To enter into agreements with any authority, whether federal, provincial, municipal or otherwise which may be calculated to promote the film industry of the company and thus to obtain any grants, rights or privileges;

11. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

12. To acquire and own immovables as and when required, and to sell, exchange, hypothecate or otherwise dispose of the said immovables;

13. To borrow from banks or others, any sums of money which the Company may deem useful or necessary for the purposes of the said Company, and give as security the whole or part of the assets of the said Company;

14. To sell or dispose of the whole undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having a similar purpose;

15. To remunerate any other companies or any partnership, firm or person, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place guaranteeing the placing of any of the shares in the capital-stock of such compagnies or their debentures, or other securities, or in or about the formation or promotion of such companies or the conduct of their business;

16. To raise and assist in raising money for any other companies having business relations with the company or the shares, debentures or other securities of which are held by the company, to aid the same by way of bonus, loans, endorsements, guarantees or otherwise and more particularly, to guaranty the payment of capital and interest on debentures or other interest, hypothecs and liabilities of any such companies;

17. To adopt all proper means of making known the activities of the company, by way of publicity, purchase and exhibition of works of art or interest, publishing of books and periodicals;

18. To sell, hypothecate, exchange, lease, alienate or otherwise dispose of the whole or part of the company's moveable or immoveable property;

19. To issue and allot shares, bonds, debentures or other securities of the Company's capital stock, whether fully paid-up or otherwise, in full, or part payment for any moveable or immoveable property acquired by the company or for services to it rendered, or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company;

20. To pay out of the funds of the company, the expenses of its incorporation or organization, and generally all preliminary expenses;

21. To establish agencies and branches;

22. To apply for any legislative enactment, ordinance, or regulation, calculated to promote the interests of the company; to oppose any demands or procedures which may be of a kind

directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

23. Accepter et détenir tous hypothèques, privilèges, charges et gages, pour garantir le paiement de la totalité ou d'une partie quelconque du prix d'achat des biens de la compagnie, la perception des réclamations qui lui sont dues, et vendre ou autrement aliéner les dits hypothèques, privilèges, gages et charges;

24. Avec l'approbation des actionnaires, émettes et répartir comme libérées, les actions du capital-actions de la compagnie, en paiement intégral ou partiel des services rendus avant ou après la constitution en corporation de la dite compagnie, et pour le prix d'achat de toutes propriétés mobilières ou immobilières et plus particulièrement acheter, les édifices et terrains adjacents, commodités et tous ameublements, accessoires et clientèle, qui composent l'actif actuel de "Palace Theatre" à Granby, province de Québec, et en payer le prix par l'émission et la répartition, comme entièrement libérées, d'actions du capital à fonds social de la compagnie;

25. Que les actionnaires n'auront pas le droit de disposer ou de vendre, toutes ou une partie des actions actuellement souscrites par eux au capital-actions de la dite compagnie, sans permettre ou donner l'opportunité à leurs co-actionnaires, d'acheter en préférence et au même prix, toutes ou l'une quelconque des actions qu'ils désirent disposer ou qu'ils offrent en vente;

26. Faire toutes les autres choses que la compagnie croira incidentes ou appropriées aux objets précités, sous le nom de "Palace Theatre Limited", avec un capital total de soixante et quinze mille dollars (\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Granby, district de Bedford.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2175

Sous-secrétaire de la Province.

calculated, directly or indirectly, to prejudice the interests of the company;

23. To accept and hold hypothecs, privileges, charges and liens to guarantee the payment of the whole or any part of the purchase price of the company's property, the collection of claims due to it, and to sell or otherwise alienate the said hypothecs, privileges, rights and liens;

24. With the approval of the shareholders, issue and allot as paid up, the shares of the capital stock of the Company in whole or part payment for services rendered before or after the incorporation of the said Company, and for the purchase price of any moveable or immoveable property and more especially to purchase, the buildings and land adjoining, fixtures and all of the equipment, furniture and goodwill, which composes the actual assets of the "Palace Theatre" in Granby, Province of Quebec, and to pay the price thereof by the issue and allotment, as fully paid up, of shares of the joint capital stock of the Company;

25. That the shareholders will not have the right to dispose of, or sell any, or part of the shares actually subscribed by them to the capital-stock of the said company, without permitting or giving the opportunity to their co-shareholders, to purchase by preference and at the same price, any, or all of the shares which they are willing to dispose of, or are offering for sale;

26. To do all other things which the Company may deem incidental or appropriate to the foregoing objects, under the name of "Palace Theatre Limited", with a total capital stock of seventy-five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Granby, in the district of Bedford.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2176-o

Under Secretary of the Province.

"Sterling Furniture Manufacturers, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: Louis Felsky et Morris Gorelik, manufacturiers, Joseph Gorelik, exploitant, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce de marchands de meubles, commerçants et négociants généralement de meubles, garnitures de maisons et autres biens et effets mobiliers et tout autre industrie et commerce qui peut en aucune manière, dans l'opinion des directeurs être avantageusement ou convenablement exercé en même temps que les opérations précitées, y compris l'emménagement et le transport des meubles, effets domestiques et des marchandises en général;

2. Exercer les opérations qui consistent à manufacturer, faire le commerce, acheter, vendre, distribuer, en gros ou en détail, des meubles, dispositifs et accessoires de résidences, hôtels, restaurants, maisons de pension, églises, théâtres et tous autres édifices, bâtiments ou structures;

3. Acheter, vendre, manufacturer et faire le

"Sterling Furniture Manufacturers, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1938, incorporating: Louis Felsky and Morris Gorelik, manufacturers, Joseph Gorelik, operator, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of house furnishers, storekeepers and dealers generally in furniture, house furnishings, and other chattels and effects and any other trade and business which can in any way, in the opinion of the directors be advantageously or conveniently carried on in connection therewith, including, the storage, warehousing, packing, removal and carriage of furniture, household effects and merchandise generally;

2. To carry on the business of manufacturing, dealing, buying, selling, distributing, wholesale or retail, furniture, fixtures and fittings for dwelling houses, hotels, restaurants, boarding houses, churches, theatres and any other buildings, erections or structures;

3. To buy, sell, manufacture and deal in

commerce de carpettes, tapis, prélaris, nouveautés, miroirs et toutes garnitures et commodités domestiques;

4. Manufacturer, acheter, vendre et généralement agir comme agents pour toute firme, personnes ou compagnie, l'industrie de rembourrage et importer et exporter le coton, canevas, fil métallique, les ressorts et faire le commerce de toutes manières du matériel requis pour les objets des marchands et manufacturiers comme rembourreurs;

5. Importer, exporter, acheter, vendre et faire commerce de bois, peintures, vernis, matériels pour colorer et chacune et toutes les choses requises pour la fabrication des meubles, garnitures et tout ce qui est nécessaire pour l'exécution des objets de la compagnie;

6. Acquérir et se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou personnes, firme ou corporation exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens ou droits convenant aux fins de cette compagnie;

7. Distribuer l'un quelconque des biens de la compagnie entre les actionnaires en espèce par voie de dividendes déclarés légalement et à même les profits de la compagnie ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec;

8. Acheter ou autrement acquérir toute industrie semblable comme entreprise en exploitation, ou toutes autres propriétés, biens et droits et émettre des actions entièrement libérées ou partiellement libérées de la compagnie en paiement d'iceux, se fusionner avec toute compagnie, société ou personne exerçant une industrie dans toute ligne similaire à et se rapportant à l'un quelconque des objets de la compagnie;

9. Vendre, transférer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'industrie de la compagnie à toute compagnie, société ou personne et accepter en considération de la dite industrie, des actions, débetures, terrains et valeurs de toute autre compagnie;

10. Acheter, louer, arrenter, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière, toutes propriétés immobilières que la présente compagnie peut considérer nécessaires ou utiles pour l'exécution de l'un quelconque de ses objets;

11. Faire tous et chacun des actes nécessaires pour entreprendre, exercer, et exécuter l'une quelconque des opérations que la compagnie a l'autorisation d'exercer et d'exploiter, sous le nom de "Sterling Furniture Manufacturers, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2177

Sous-secrétaire de la Province.

carpets, rugs, oil cloths, novelties, mirrors and all household furnishings and commodities;

4. To manufacture, purchase, sell and generally act as agents for any firm, persons or company, the business of upholstering and to import, export cottons, canvass, wirings, springs and to deal in all manners of material requisite for the purpose of dealers and manufacturers as upholsterers;

5. To import, export, buy, sell and deal in lumber, paints, varnishes, colouring material and any and all things required for the manufacture of furniture, furnishings and all else necessary for the completion of the company's objects;

6. To acquire and take over the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or persons, firm or corporation carrying on business which the present company is authorized to carry on or possessed of any property or rights suitable for the purposes of this company;

7. To distribute any of the company's property among the shareholders in specie by way of dividends legally declared and of the net profits of the company or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act;

8. To purchase or otherwise acquire any similar business as a going concern, or any other property, assets and rights and to issue fully paid or partly paid shares of the company in payment thereof, to amalgamate with any company, partnership or person carrying on business in any line similar to and connected with any of the present company's objects;

9. To sell, transfer, or otherwise dispose of the whole or any part of the company's business to any company, partnership or person and to accept in consideration therefor shares, debentures, lands and securities of any other company;

10. To purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way, any immoveable property which the present company may consider necessary or useful for the carrying out of any of its objects;

11. To do any and all acts necessary for the undertaking, carrying on and completion of any of the business which the company is authorized to engage in and carry on, under the name of "Sterling Furniture Manufacturers, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2178-o

Under Secretary of the Province.

"T. Martineau & Cie. (Limitée)".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accoré par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Toussaint Martineau, commerçant, Adéland Racicot, gérant, Roger Messier, comptable, Jacques Brisebois, commis, et Jacques

"T. Martineau & Cie. (Limitée)".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1938, incorporating: Toussaint Martineau, trader, Adéland Racicot, manager, Roger Messier, accountant, Jacques Brisebois, clerk, and Jacques Perrault, Doctor at Law,

Perrault, docteur en droit, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre en gros et en détail des objets mobiliers de toute nature et, notamment, le café, le thé, les épices, gelées, confitures, essences, jus de fruits et toutes autres substances analogues;

(b) Manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter et faire le commerce de matériaux, substances, machinerie, outils, ustensiles, récipients et accessoires utilisés ou susceptibles d'être utilisés dans la fabrication, manufacture, emballage, emballage et préparation pour la vente d'aucun des produits ou substances mentionnées dans le paragraphe précédent;

(c) Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de matériaux, substances, articles et spécialités préparés ou fabriqués avec les objets susdits;

(d) Exercer toute industrie et négoce que les directeurs jugeront utiles et nécessaires aux intérêts de la compagnie; faire le commerce de trafiquants, importateurs, grossistes, détaillants, distributeurs de toutes les marchandises et négoce énumérés plus haut, et, à cet effet, faire toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à tel commerce ou négoce;

(e) Acquérir toute propriété mobilière ou immobilière par achat, bail ou autrement, et construire, acheter ou louer tous les bâtiments, appareils, outillages ou marchandises qu'elle jugera utiles d'avoir et d'utiliser pour son industrie, et les vendre, arrenter, aliéner ou autrement en disposer en totalité ou en partie, selon que la compagnie le jugera bon;

(f) Acheter, ou autrement acquérir la totalité ou une partie des biens, affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute personne, maison, société, association, syndicat ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou qui pourrait être utile pour les fins de la présente compagnie et les payer en deniers comptants ou en obligations ou actions acquittées en tout ou en partie, ou de toute autre manière qui pourra être convenue;

(g) Acheter, louer, vendre, en tout ou en partie des brevets, des marques de commerce, pour les fins de la susdite société;

(i) Organiser un système de transport, par camions ou autrement, pour les fins de la susdite société;

(j) Acheter ou autrement acquérir les actions, obligations, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux qui sont énumérés dans la présente charte, et les détenir, vendre, revendre, avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

(k) Vendre, arrenter ou autrement disposer des propriétés et entreprises de la compagnie ou de toute partie de son entreprise pour la compensation que la compagnie jugera acceptable, et en particulier, pour les actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

(l) Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou la fusion des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée dans toute industrie ou transaction que la présente compagnie peut exercer ou entreprendre, ou prendre ou autrement acquérir des actions ou valeurs de toute autre compagnie, et les détenir, vendre, avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

(m) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change,

advocate, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(a) To manufacture, import, export, purchase, sell, wholesale and retail, moveable effects of every kind and especially coffee, tea, spices, jellies, jams, extracts, fruit juices and other similar substances;

(b) To manufacture, buy, sell, import and export and deal in materials, substances, machinery, tools, utensils, containers and accessories used or capable of being used in the manufacture, processing, bottling, packing and preparation for sale of any of the products or substances mentioned in the preceding paragraph;

(c) To manufacture, buy, sell and deal in materials, substances, articles and specialties prepared or manufactured from the above objects;

(d) To carry on any trade and business which the Directors may deem useful and necessary in the interest of the company; to carry on business as traders, importers, wholesalers, retailers, distributors of any of the merchandise or in any business hereinabove enumerated and for such purpose to carry on any operations directly or indirectly connected with such trade or business;

(e) To acquire any moveable or immoveable property by purchase, lease or otherwise, and to build, purchase or lease any buildings, plant, equipment or merchandise which it may deem useful to have and use for its business, and to sell, lease, alienate or otherwise dispose of the same, in whole or in part, as the company may deem expedient;

(f) To purchase or otherwise acquire the whole or any part of the assets, affairs, properties, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person, firm, partnership, association, syndicate or company carrying on a business which the present company is authorized to carry on, or which may be useful for the purposes of the present company, and to pay therefor in cash or in fully or partly paid up shares, or bonds or in any other manner which may be agreed upon;

(g) To purchase, lease, sell, in whole or in part, any patents, trade-marks, for the purposes of the aforesaid company;

(i) To organize a transportation system by truck or otherwise for the purposes of the aforesaid company;

(j) To purchase or otherwise acquire the shares, bonds, debentures and other securities of any other company having purposes in whole or in part similar to those herein enumerated, and to hold, sell, re-sell, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

(k) To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem acceptable and in particular for the shares, debentures, bonds or securities of any other company;

(l) To enter into agreements for the sharing of profits or union of interest with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which the present company may carry on or engage in, or take or otherwise acquire shares or securities in any other company, and to hold, sell, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

(m) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange,

connaissances, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(n) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans toute province du Dominion, ou dans tout pays étranger, et y désigner des personnes en conformité avec les lois de ces provinces ou pays pour représenter la compagnie, et recevoir signification de toutes procédures;

(o) Placer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, sur les valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

(p) Payer à même le capital de la compagnie toutes les dépenses contractées relativement à sa constitution légale;

(q) Etablir des succursales ou agences;

(r) Réaliser tout ou partie des objets de la compagnie à titre de commettant, d'agent, d'entrepreneur, ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(s) Acheter, ériger, construire et exploiter des usines, édifices, entrepôts, machinerie et établissements pour les fins du dit commerce, et agir comme agent pour des manufacturiers et négociants dans aucun des matériaux et marchandises mentionnés dans les présentes, ou d'une nature semblable;

(t) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(u) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèces ou autrement, tel qu'il pourra être résolu, au moyen de dividendes, bonus ou de la manière prescrite dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, toute propriété ou tous biens de la compagnie ou tous procédés de la vente ou disposition de toute propriété de la compagnie et en particulier toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs ou dans toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont elle peut avoir le pouvoir de disposer;

(v) Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques;

(w) Faire tous les emprunts nécessaires ou utiles à la compagnie dans l'exercice de ses pouvoirs et déterminer les termes et conditions de tels emprunts et fournir des garanties et hypothèques;

(aa) Les pouvoirs mentionnés à chacun des paragraphes ci-dessus ne sont aucunement limités ou restreints à raison des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "T. Martineau & Cie. (Limitée)".

Le capital total de la compagnie est de dix mille dollars (\$10,000.00) divisé en mille (1,000) actions ordinaires ou communes d'une valeur nominale chacune de cinq dollars (\$5.00) (\$5,000.00), et cinq cents (500) actions privilégiées de dix dollars (\$10.00) chacune \$5,000.00).

Les dites actions privilégiées seront sujettes aux dispositions suivantes:

1. Les détenteurs des actions privilégiées auront droit à un dividende privilégiée cumulatif fixe au taux de six pour cent (6%) par année sur le capital versé sur icelles;

2. Les détenteurs des actions privilégiées

bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(n) To procure the company to be registered, licensed or recognized in any Province of the Dominion, or in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such provinces, or country, to represent the company, and to accept service of any process or suit;

(o) To invest the monies of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

(p) To pay out of the company's capital any expenses incurred with regard to its incorporation;

(q) To establish branches and agencies;

(r) To carry out all or any of the objects of the company as principal, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(s) To purchase, erect, construct and operate plants, buildings, warehouses, machinery and establishments for the purpose of the said business, and to act as agent for manufacturers and dealers in any of the materials and merchandise mentioned herein, or of a similar nature;

(t) To sell or assign the undertaking of the company or any part whatsoever of the said undertaking for such consideration as the company may deem suitable and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

(u) To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, as may be resolved, by means of dividends, bonus or in the manner prescribed in article 81 of the *Quebec Companies' Act*, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures, debenture-stock or other securities of or in any other company belonging to the company, or of which it may have the power to dispose;

(v) To adopt such means as may be deemed necessary for making known the products of the company, and in particular by advertising in the press, by circulars, by the purchase and exhibition of works of art or interest, by publication in books and periodicals;

(w) To borrow any monies which may be necessary or useful to the company in the exercising of its powers and determine the terms and conditions of such loans and furnish security and hypothecs;

(aa) The powers mentioned in each of the foregoing paragraphs shall in nowise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "T. Martineau & Cie. (Limitée)".

The capital stock of the company shall be ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1000) ordinary or common shares of a nominal value of five dollars (\$5.00) each, (\$5,000.00), and five hundred (500) preferred shares of ten dollars (\$10.00) each (\$5,000.00).

The said preferred shares shall be subject to the following provisions:

1. The holders of preferred shares shall be entitled to a six per cent (6%) per annum fixed preferred cumulative dividend on the capital paid upon such shares;

2. The holders of preferred shares shall rank,

aurent rang concernant les dividendes et le remboursement du capital en priorité sur toutes les autres actions de la compagnie;

3. Les détenteurs des dites actions privilégiées auront le droit de vote, personnellement ou par procureur, à toutes assemblées des actionnaires de la compagnie, assemblées générales ou spéciales, chaque porteur ayant droit à un vote par action;

4. La Compagnie aura le droit, quand elle le jugera à propos, de racheter la totalité ou une partie des actions privilégiées à un prix n'excédant pas la valeur nominale de chaque action, soit n'excédant pas la somme de dix dollars (\$10.00) par action.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2179—o

Sous-secrétaire de la Province.

"Winona Camp Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'avril, 1938, constituant en corporation sans capital-actions: Amy Madeline Craddock, épouse séparée de biens de William-Henry Roe, Jr., par ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, Carmen Cortez Leigh, épouse séparée de biens de John Oxley Pitt, gérant de publicité, par ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, Catherine Kay Nichol, épouse séparée de biens de William Gerald O'Sullivan, courtier, par ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, Alice Cynthia Jennings, épouse séparée de biens de Henry Edwin Chalk, ingénieur-chimiste, par ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, Margaret Adelaide Nesbitt, Eloise Fairie, Béatrice Trevelyan Taylor, et Muriel Myrle Taylor, ces quatre dernières filles majeures, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Aider et assister les filles non privilégiées, procurer les facilités pour leur hygiène, récréation, éducation et leur avancement, et à cette fin, acquérir, entretenir et exploiter des camps d'été, chalets à la campagne, bureaux et offices, sous le nom de "Winona Camp Incorporated".

La valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder sera limitée à cinquante mille dollars (\$50,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2181

Sous-secrétaire de la Province.

"York Tobacco Shop Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: Ben Angen, teneur de livres, Berthe Fontaine, fille majeure, et Edward Isaac Roll, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire sécher le tabac en feuilles, et acheter, manufacturer et vendre le tabac dans aucune et toutes ses formes, ériger, établir ou autrement acquérir et maintenir et exploiter des manufac-

as to dividends and reimbursement of capital in priority over all the other shares of the company;

3. The holders of the said preferred shares shall be entitled to vote, personally or by proxy, at all the meetings of the shareholders of the company, whether general or special meetings, each bearer being entitled to one vote per share;

4. The company shall have the right, when it deems proper, to redeem the whole or part of the preferred shares at a price not in excess of the nominal value of each share, namely, not exceeding the sum of ten dollars (\$10.00) per share.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2180

Under Secretary of the Province.

"Winona Camp Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1938, to incorporate as a corporation without share capital: Amy Madeline Craddock, wife separate as to property of William Henry Roe, Jr., by the latter hereunto duly authorized, Carmen Cortez Leigh, wife separate as to property of John Oxley Pitt, advertising manager, by the latter hereunto duly authorized, Catherine Kay Nichol, wife separate as to property of William Gerald O'Sullivan, broker, by the latter hereunto duly authorized, Alice Cynthia Jennings, wife separate as to property of Henry Edwin Chalk, chemical Engineer, by the latter hereunto duly authorized, Margaret Adelaide Nesbitt, Eloise Fairie, Beatrice Trevelyan Taylor, and Muriel Myrle Taylor, these last four spinners, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To aid and assist underprivileged girls, to provide facilities for their health, recreation, education and advancement, and for this purpose to acquire, maintain and operate summer camps, country lodges, offices and bureaus, under the name of "Winona Camp Incorporated".

The value of immovable property which the corporation may hold shall be limited to fifty thousand dollars (\$50,000.00).

The head office of the corporation will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2182—o

Under Secretary of the Province.

"York Tobacco Shop Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1938, incorporating: Ben Angen, bookkeeper, Berthe Fontaine, spinster, and Edward Isaac Roll, accountant, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To cure leaf tobacco, and to buy, manufacture and sell tobacco in any and all its forms, to erect, establish or otherwise acquire and to maintain and operate factories, warehouses,

tures, entrepôts, édifices et agences adaptés à l'emmagasinage, la préparation, le séchage et la fabrication du tabac, et pour sa vente et sa distribution, et le transporter ou le faire transporter comme un article de commerce, posséder, acquérir, maintenir et exercer et faire le commerce de négociants de cigares, cigarettes et tabac, en gros et en détail, et généralement négocier et faire le commerce de cigares, cigarettes et tabac et produits de tabac de toutes sortes et formes et articles et matériels y relatifs ou s'y rapportant en aucune manière, et particulièrement, acheter, manufacturer, vendre et faire le commerce de cigares, cigarettes et tabac de marque spéciale que la compagnie pourra à l'avenir acquérir et posséder;

2. Acheter et vendre, en gros et en détail, des journaux, magazines, livres, pamphlets, romans, reliés ou non, cartes postales et papiers de toutes sortes quelconques;

3. Acheter, louer ou faire d'autres arrangements pour occuper toute place ou endroit sur la rue publique, ou dans tout édifice public ou quai, jetée, docks, stations de chemin de fer, champs d'exposition, pistes de course, stations de tramway, hangars à canots, ou parcs d'amusements, ou ailleurs, et acheter ou louer ou faire d'autres arrangements pour occuper tous établissements quelconques, en quelque endroit qu'ils soient situés, susceptibles d'être avantageusement utilisés en rapport avec le commerce de la compagnie, et y ériger des comptoirs, boutiques, échoppes ou y placer des employés de la compagnie en aucun endroit public quelconque pour acheter, vendre ou disposer de toutes choses dont la compagnie a l'autorisation de faire le commerce;

4. Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'effets, articles et marchandises, et sans limiter la généralité des objets susdits, y compris des confiseries, biscuits, bonbons, et toutes marchandises composées en tout ou en partie de sucre et de farine, et agir comme agents, pour l'achat et la vente de tous tels articles, effets ou marchandises;

5. Pourvoir et diriger des salles de rafraîchissements, comptoirs à journaux, salles de lecture et d'écriture, cabinets de toilette, téléphones et autres commodités pour l'usage des clients et autres;

6. Accorder à d'autres personnes ou corporations le droit ou le privilège d'exercer aucun genre de commerce dans les établissements de la compagnie, à tels termes que la compagnie croira nécessaires ou convenables;

7. Manufacturer, acheter, vendre, exporter et importer des boutons-insignes en métal, drap et celluloïde, et insignes faits de tout autre matériel, celluloïde, métal, drap, papier et nouveautés faites de tout autre matériel, et nouveautés de publicité de toutes sortes, y compris la fabrication, l'importation, l'exportation, en gros et en détail, de matériels bruts dont aucun des dits articles peuvent être faits, manufacturer, acheter, vendre, et faire le commerce de montres, diamants, bijouteries, ornements et articles de fantaisie de toutes sortes et autres genres de marchandises et biens, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de quincaillerie et spécialités et nouveautés de quincaillerie de toute sortes, acheter, vendre et faire le commerce de cameras, pellicules, et autres accessoires y relatifs;

8. Diriger, promouvoir ou faire des campagnes de publicité pour tous journaux, livre, magazine ou autre périodique ou publication, exercer un commerce général d'annonce et de publicité dans toutes ses spécialités, soit comme mandats et agents, et acquérir et exploiter des franchises ou privilèges pour fins de publicité ou pour l'achat,

buildings and agencies adopted for the storing preparation, curing and manufacture of tobacco, and for its sale and distribution, and to transport or cause the same to be transported as an article of commerce, to own, acquire, maintain and carry on and conduct the business of wholesale and retail cigar and cigarette and tobacco dealers, and generally to deal in and with cigars, cigarettes and tobacco and tobacco products of all kinds and forms and articles and materials in any way related thereto or connected therewith, and particularly, to buy, manufacture, sell and deal in special brands of cigars, and cigarettes and tobaccos which the Company may hereafter acquire and own;

2. To buy and sell, wholesale and retail, newspapers, magazines, books, pamphlets, novels, bound and unbound, post cards and papers of all kinds whatsoever;

3. To purchase, rent, or otherwise arrange to occupy any place or position on the public street, or in any public building or wharf, pier, docks, railroad stations, fair-grounds, race-tracks, tramway stations, boathouses or amusements parks, or elsewhere, and to buy or rent, or otherwise arrange to occupy any premises whatsoever, wherever located, capable of advantageously being used in connection with the business of the Company, and there upon to erect stands, shops, stalls or to station employees of the company at any public place whatsoever for the purpose of buying, selling or disposing of anything the company is authorized to deal in;

4. To manufacture, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise, relating to the business of the company and without limiting the generality of the foregoing, the same shall be deemed to include confectionery, biscuits, candy, and all goods of which sugar or flour forms a part, and to act as agents for the purchase and sale of any such goods, wares or merchandise;

5. To provide and conduct refreshment rooms, newspaper rooms, reading and writing rooms, dressing rooms, telephones, and other conveniences for the use of customers and others;

6. To grant to other persons or corporations the right or privilege to carry on any kind of business on the premises of the company, on such terms as the company may deem expedient or proper;

7. To manufacture, buy, sell, export and import metal, cloth, and celluloid badges, or badges made of any other material, celluloid, metal, cloth, paper and paper novelties made of any other material, and advertising novelties of all kinds including the manufacture, importation, exportation, wholesale and retail of the raw materials of which any of the said articles may be made, to manufacture, buy, sell and deal in watches, diamonds, jewelry, ornaments and fancy articles of all kinds and other kinds of merchandise and property, to manufacture, buy, sell and deal in hardware specialties and novelties of every kind, to buy, sell and deal in cameras, films, and all supplies relating thereto;

8. To conduct, promote or carry on advertising campaigns for any newspaper, book, magazine or other periodical or publication, to carry on a general advertising and publicity business in all its branches, both as principals and agents, and to acquire and operate franchises or privileges for advertising purposes or for the buying, selling

la vente ou l'annonce de droits, franchises ou privilèges, manufacturer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de cartes à jouer, de visite, de fête, de félicitations et de fantaisie et valentins, marchands de timbres, nouveautés de toutes sortes et autres marchandises et effets s'y rapportant;

9. Diriger des librairies circulantes de livres, journaux, magazines et autres périodiques;

10. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autrement qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

11. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

12. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

13. Faire aucune convention relative à la coopération, au risque mutuel à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter ou aucun commerce ou transaction propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement garantir les actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

14. Prendre ou autrement détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

15. Conclure toutes conventions avec les autorités locales, municipales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

16. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

17. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

or advertising rights, franchises or privileges, manufacture, buy, sell, or otherwise deal in playing, visiting, festive, complimentary and fancy cards and valentines, dealers in stamps, novelties of all kinds and other goods and wares incidental thereto;

9. To conduct circulating libraries of books, paper, magazines and other periodicals;

10. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

11. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

12. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

13. To enter into co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such persons or company, and to take or otherwise assist any such person or company, and to take, or otherwise secure shares and securities of any such company, and to sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

14. To take or otherwise hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

15. To enter into any arrangement with any authorities, local, municipal or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

16. To promote any company or companies for the purpose of acquiring any or all of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

17. To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any machinery, plant, and stock-in-trade;

18. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

19. Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

20. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

21. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure, dans toute poursuite ou action;

22. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de toute licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou toute corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer, les aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

23. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

24. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seule, soit conjointement avec d'autres;

25. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "York Tobacco Shop Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2183

Sous-secrétaire de la Province.

18. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

19. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

20. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

21. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

22. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights, or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

23. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

24. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

25. To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects under the name of "York Tobacco Shop Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2184-o

Under Secretary of the Province.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Amherst Investment Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour d'avril 1938, à la compagnie "Amherst Investment Corporation", ratifiant le Règlement No 39, réduisant son capital, comme suit, à savoir:

Règlement No 39

Que la compagnie réduise son capital autorisé de \$1,000,000.00 à \$100,000.00, annulant ainsi \$900,000.00 du capital autorisé dont \$300,000.00 représenteront les actions non-émises du capital et \$600,000.00 représenteront les actions du

Supplementary Letters Patent

"Amherst Investment Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1938, to the company "Amherst Investment Corporation" ratifying By-law No. 39, reducing its capital, as follows, to wit:

By-Law No. 39

That the Company reduce its authorized capital from \$1,000,000.00 to \$100,000.00 thereby cancelling \$900,000.00 of the authorized capital of which \$300,000.00 will represent unissued capital shares and \$600,000.00 will represent

capital, émises et acquittées, qui sont perdues et qui ne représentent plus des biens disponibles; que cette réduction sera faite en réduisant, changeant et modifiant la valeur au pair des 10,000 actions du capital-actions de la compagnie de \$100.00 chacune à \$10.00 chacune, et que le Président de la Compagnie, *M. George Rabinovitch*, soit et il est par les présentes autorisé à faire une demande pour des lettres patentes supplémentaires confirmant le dit Règlement.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
2185 Sous-secrétaire de la Province.

issued and paid up capital shares lost and no longer representing available assets; that this reduction is to be effected by reducing, changing and amending the par value of the 10,000 shares of the capital stock of the Company from \$100.00 per share to \$10.00 per share, and that the President of the Company, *Mr. George Rabinovitch* be and is hereby authorized to execute an application for Supplementary Letters patent confirming the withing By-Law.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2186-o Under Secretary of the Province.

"Capitol Leather Goods Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du douzième jour d'avril 1938, à la compagnie "Capitol Leather Goods Incorporated", ratifiant le Règlement No. 23, augmentant son capital, comme suit, à savoir:

Règlement No 23

Un règlement pour augmenter le capital de la compagnie, lequel règlement devant se lire spécifiquement comme suit:—

"Que le capital autorisé de la Compagnie soit augmenté de \$20,000.00 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, à un capital autorisé de \$40,000.00, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
2187 Sous-secrétaire de la Province.

"Capitol Leather Goods Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1938, to the company "Capitol Leather Goods, Incorporated", ratifying By-law No. 23, increasing its capital, as follows, to wit:

By-Law No. 23

A By-Law to increase the capitalization of the Company, to read specifically as follows:

"The authorized capital of the Company shall be increased from \$20,000.00 divided into 200 shares of common stock of a par value of \$100.00 each, to an authorized capital of \$40,000.00, divided into 400 shares of common stock of a par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2188-o Under Secretary of the Province.

"Coopérative Familiale & Commerciale Canadienne, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47, 41 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du onzième jour d'avril 1938, à la compagnie Coopérative Familiale & Commerciale Canadienne, Limitée", ratifiant le règlement C, augmentant son capital, comme suit, savoir:

Règlement C

Attendu que la présente compagnie a été incorporée par lettres patentes du Lieutenant-Gouverneur en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, le 15 octobre 1932, avec un capital-actions de 100 parts, la compagnie devant commencer ses opérations avec \$500.00 sans valeur nominale au pair;

Attendu que ce capital ne convient plus aux opérations de la compagnie et qu'il est dans l'intérêt de la dite compagnie d'augmenter son capital au moyen d'une nouvelle émission;

Attendu que tout le capital de la compagnie a été souscrit et versé;

Il est résolu à l'unanimité qu'une nouvelle émission de 15,800 parts privilégiées-cumulatives-participantes soit accordée et autorisée par le

"Coopérative Familiale & Commerciale Canadienne, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47, 41 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1938, to the company "Coopérative Familiale & Commerciale Canadienne, Limitée", ratifying by-law C, increasing its capital stock, as follows, to wit:

By-law C

Whereas the present company was incorporated by Letters Patent of the Lieutenant-Governor under Part I of the Quebec Companies' Act, on the 15th of October, 1932, with a capital stock of 100 shares, the company to commence its operations with \$500.00 without nominal or par value;

Whereas the said capital stock is no longer suitable for the operations of the company and it is in the interest of the said company to increase its capital stock by means of a new issue of stock;

Whereas all the capital stock of the company has been subscribed for and paid;

It is unanimously resolved that a new issue of 15,800 preferred-cumulative-participating shares be made and authorized by the present Board

présent bureau de direction, et approuvée suivant la loi, par le Lieutenant-Gouverneur, au moyen de lettres patentes supplémentaires;

2. Que les dites parts privilégiées-cumulatives-participantes soient divisées en trois classes A, B et C;

LA CLASSE A comprenant 15,000 parts de valeur nominale au pair de \$1.00 chacune;

LA CLASSE B comprenant 600 parts d'une valeur de \$5.00 chacune.

LA CLASSE C comprenant 200 parts d'une valeur au pair de \$10.00 chacune.

3. Les privilèges attachés aux dites parts seront les suivants:

a) Il sera payé 5% par année sur chaque part dans le mois qui suivra l'assemblée générale annuelle du bureau de direction.

b) Les dites parts privilégiées seront cumulatives, c'est-à-dire que le dividende sera payé sur ces actions privilégiées avec tous les arrérages dus sur ce dividende, s'il y en a, pour les années précédentes, avant qu'un dividende ne soit payé sur les actions ordinaires.

c) Les dites parts seront participantes en ce que les détenteurs des dites parts inscrites dans les Registres un mois avant l'assemblée générale annuelle auront le droit à 25% des profits nets de la compagnie suivant état déclaré par le bureau de direction à son assemblée générale annuelle, le tout au *pro rata* des parts en valeurs détenues par les dits actionnaires;

d) Les détenteurs des dites parts privilégiées-cumulatives-participantes auront le droit d'assister aux assemblées du bureau de direction mais n'auront pas le droit de vote dans tout ce qui regarde l'administration de la compagnie, de même que pour l'élection des officiers ou administrateurs de la dite compagnie, non plus qu'aux assemblées des actionnaires.

e) Quant au surplus les dites parts privilégiées, seront soumises aux dispositions de la loi des compagnies, première partie, chap. 223, Statuts Refondus de Québec, 1925;

4. Le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations, s'élève à une somme de \$3,000.00;

5. Le secrétaire est autorisé à émettre les certificats d'action soit en bloc soit en particulier à tous les souscripteurs des dites actions;

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2189-0 Sous-secrétaire de la Province.

of Directors, and approved according to law, by the Lieutenant-Governor, by means of Supplementary Letters Patent;

2. That the said preferred-cumulative-participating shares be divided into three Classes, A, B and C;

CLASS A comprising 15,000 shares of the nominal par value of \$1.00 each;

CLASS B comprising 600 shares of a value of \$5.00 each;

CLASS C comprising 200 shares of a par value of \$10.00 each;

3. The privileges attached to the said shares will be the following:

a) 5% per annum will be paid on each share in the month following the annual general meeting of the Board of Directors;

b) The said preferred shares will be cumulative, that is to say that the dividends will be paid on such preferred shares with all arrears due of such dividends, if any, for the preceding years, before any dividend be paid on the common shares.

c) The said shares will be participating in so far as the holders of the said shares inscribed in the Registrars one month before the annual general meeting will have the right to 25% of the net profits of the company according to the statement declared by the Board of Directors at its annual general meeting, the whole *pro rata* to the par value of the shares held by the said shareholders;

d) The holders of the said preferred, cumulative-participating shares will be entitled to assist at the meeting of the Board of Directors but shall not be entitled to vote on all matters concerning the administration of the company, nor for the election of officers or administrators of the said company, nor at the meetings of the shareholders.

e) As to the remainder, the said preferred shares, will be subject to the provisions of the Companies Act, Part I, chap. 223, Revised Statutes of Quebec, 1925;

4. The amount with which the company may continue its operations, is increased to a sum of \$3,000.00;

5. The Secretary is authorized to issue share certificates either "en bloc" or individually to all subscribers of the said shares;

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2190 Under Secretary of the Province.

"Laval Construction Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour d'avril 1938, changeant le nom de la compagnie "Laval Construction Company Limited", en celui de "Laval Construction Inc."

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2191-0 Sous-secrétaire de la Province.

"Laval Construction Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1938, changing the name of the company "Laval Construction Company Limited", to that of "Laval Construction Inc."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2192 Under Secretary of the Province.

"Maritime Optical Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, arti-

"Maritime Optical Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and

cles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du vingtième jour d'avril 1938, à la compagnie "Maritime Optical Company, Limited", ratifiant un règlement, augmentant son capital, comme suit, savoir:

► De porter le capital-actions de la Compagnie de \$20,000.00 à \$25,000.00 par la création de 50 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2193-o Sous-secrétaire de la Province.

"Morris Lumber Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-cinquième jour d'avril 1938, changeant le nom de la compagnie "Weldon-Morris Lumber Limited", en celui de "Morris Lumber Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2195-o Sous-secrétaire de la Province.

"Pharmacies Modernes Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du vingtième jour d'avril 1938, à la compagnie "Pharmacies Modernes Inc.", modifiant les lettres patentes originaires, comme suit, savoir:

1. En remplaçant la première clause après le paragraphe 7, des lettres patentes originaires, se lisant comme suit:

Seuls les pharmaciens inscrits conformément aux dispositions de la loi de Pharmacie de Québec peuvent devenir actionnaires de la compagnie et posséder des actions.

Par la suivante:

Seuls les pharmaciens, ainsi que les médecins pratiquant en dehors des cités de Montréal et de Québec, inscrits conformément aux dispositions de la loi de Pharmacie de Québec, peuvent devenir actionnaires de la compagnie et en posséder des actions.

2. En ajoutant après le paragraphe suivant, concernant le nombre d'actions que chaque actionnaire peut posséder, le paragraphe ci-après:

Les héritiers ou ayant-droit des actionnaires, pratiquant ou non, de la compagnie, soit en vertu des Lettres Patentes originaires ou de toutes Lettres Patentes supplémentaires, peuvent conserver leurs actions et demeurer actionnaires de la compagnie et avoir tous les droits et privilèges de leurs auteurs.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2197-o Sous-secrétaire de la Province.

following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twentieth day of April, 1938, to the company "Maritime Optical Company, Limited", ratifying a by-law, increasing its capital, as follows, to wit:

To increase the Capital stock of the Company from \$20,000.00 to \$25,000.00 by the creation of 50 additional common shares of a par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2194 Under Secretary of the Province.

"Morris Lumber Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty fifth day of April, 1938, changing the name of the company "Weldon-Morris Lumber Limited" to that of "Morris Lumber Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2196 Under Secretary of the Province.

"Pharmacies Modernes Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with Article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twentieth day of April, 1938, to the company "Pharmacies Modernes Inc." modifying the original letters patent, as follows, to wit:

1. By replacing the first clause after paragraph 7, of the original letters patent, reading as follows:

Only druggists registered under the provisions of the Quebec Pharmacy Act may become shareholders of the company and hold shares.

By the following:

Only druggists, as well as physicians practising outside the cities of Montreal and Quebec, registered under the provisions of the Quebec Pharmacy Act, may become shareholders of the company and hold shares therein.

2. By adding after the following paragraph, concerning the number of shares which each shareholder may own, the following paragraph:

The heirs or assigns of shareholders, whether practising or not, of the company, whether under the provisions of the original letters patent or any supplementary letters patent, may retain their shares and remain shareholders of the company and be entitled to all the rights and privileges of their autours.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2198 Under Secretary of the Province.

"Shareholders Transfer Company Limited". "Shareholders Transfer Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41, 47 et suivants il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du treizième jour d'avril 1938, à la compagnie "Shareholders Transfer Company Limited", ratifiant le règlement XXIV, augmentant son capital, comme suit, à savoir:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 41, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1938, to the company "Shareholders Transfer Company Limited", ratifying by-law XXIV, increasing its capital, as follows, to wit:

REGLEMENT XXIV

BY-LAW XXIV

Pour augmenter le capital-actions de la compagnie.

To increase the Capital Stock of the Company

Qu'il soit décrété par règlement de la compagnie que le capital-actions autorisé de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté d'un montant de six mille quatre cents (6,400) actions ordinaires additionnelles sans valeur au pair et par la création de dix mille (10,000) actions privilégiées d'une valeur au pair de cinq dollars (\$5.00) chacune.

Be it enacted as a By-law of the Company that the authorized capital stock of the Company be and the same is hereby increased by an amount of six thousand four hundred (6,400) additional shares of no par value common stock and by creating ten thousand (10,000) preferred shares of the par value of five dollars (\$5.00) each.

Les droits, préférences et conditions, y compris le droit de vote, attachés aux dites actions privilégiées seront comme suit:

The rights, preferences and conditions, including voting, attached to the said Preferred stock shall be as follows:

(1) Les porteurs des dites actions privilégiées seront payés (de préférence) à même les profits de chaque année strictement applicables au paiement des dividendes tel et lorsque déclaré par le Bureau de direction et en autant que les dits profits permettront le paiement de dividendes privilégiés au taux de six pour cent (6%) par année sur la valeur au pair des dites actions.

(1) The holders of said Preferred shares shall be paid (by preference) out of the profits of each year properly applicable to the payment of dividends as and when declared by the Board of Directors and insofar as such profits will permit, preferential dividends at the rate of six per centum (6%) per annum on the par value of such shares.

(2) En plus du dividende privilégié les porteurs des dites actions privilégiées auront droit à recevoir *pari passu* avec les porteurs des actions ordinaires des dividendes additionnels à même le surplus des profits qui, en rapport avec chaque année, seront de temps à autre déterminés par les directeurs pour être distribués, restant après avoir payé ou pourvu au paiement du dit dividende à six pour cent (6%) sur les actions privilégiées et d'un dividende pour telle année au taux annuel de cinquante sous (50c) l'action sur l'émission des actions ordinaires alors en cours de la Compagnie;

(2) In addition to the preferential dividend the holders of said Preferred shares shall be entitled to receive *pari passu* with the holders of Common shares further dividends out of the surplus profits which in respect to each year it shall from time to time be determined by the Directors to distribute, remaining after paying or providing for the payment of the said six per centum (6%) dividend on the Preferred shares and of a dividend for such year at the annual rate of fifty cents (50c.) per share on the issue of Common shares of the Company then outstanding.

(3) Dans le cas de vente, faillite, ventilation, dissolution ou liquidation de la compagnie, les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de réclamer que le surplus et les biens de la compagnie soient appliqués au paiement du capital représenté par la valeur au pair des actions privilégiées détenues par eux respectivement. Tout surplus des biens restants sera distribué aux porteurs des actions ordinaires sans aucune participation par les porteurs des actions privilégiées.

(3) In the event of the sale, bankruptcy, winding-up, dissolution or liquidation of the Company, the holders of the said preferred shares shall be entitled to have the surplus and assets of the Company applied in paying off the capital represented by the par value of the Preferred shares held by them respectively. Any surplus assets remaining shall be distributed to the holders of the Common shares without any participation by the holders of the Preferred shares.

(4) Tous ou aucun des droits ou privilèges attachés à chacune des classes d'actions (privilégiées ou ordinaires) pourront être modifiés, commués, affectés, abrogés ou changés par un ou des règlements des directeurs, mais nul tel règlement ou règlements n'entreront en vigueur ou ne prendront effet à moins qu'ils ne soient approuvés par les votes des porteurs d'au moins les trois-quarts en valeur des actions de la classe ou des classes ainsi affectées détenues ou représentées à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée à cette fin et à moins qu'ils aient été approuvés conformément à la Loi des Compagnies de Québec et ses amendements.

(4) All or any of the rights or privileges attached to each of the above classes of shares (Preferred and Common) may be modified, commuted, affected, abrogated or dealt with by a by-law or by by-laws of the Directors, but no such by-law or by-laws shall have any force and effect unless the same has been approved of by the votes of the holders of at least three-fourths in value of the shares of the class or classes so affected held or represented at a special general meeting of Shareholders duly called for such purpose and unless the same has been approved in accordance with the Quebec Companies' Act and amending Acts.

(5) Les directeurs devront, avant de recommander aucun dividende, mettre de côté à même les profits de la compagnie, le montant qu'ils croiront nécessaire comme fonds de réserve pour

(5) The directors may, before recommending any dividend, set aside out of the profits of the Company such sum as they think proper as a reserve fund to meet contingencies, or for equal-

rencontrer toutes dépenses imprévues, ou pour égaliser des dividendes, ou pour des dividendes spéciaux ou pour réparer, améliorer et entretenir aucune des propriétés de la compagnie, et pour toutes autres fins que les directeurs croiront, à leur absolue discrétion, avantageuses aux intérêts de la compagnie; et pourront investir plusieurs montants ainsi mis de côté dans tels placements qui seront jugé convenables, et de temps à autre ils pourront attribuer et modifier tels placements et en disposer totalement ou partiellement au bénéfice de la compagnie, et ils pourront diviser le fonds de réserve en tels fonds spéciaux qui seront jugés convenables, et avec plein pouvoir d'employer les biens constituant le fonds de réserve pour le commerce de la compagnie, et sans être tenus à le garder séparé des autres biens.

(6) Le capital de la compagnie pourra être augmenté de temps à autre conformément aux dispositions de la Première Partie de la Loi des Compagnies de Québec et de ses amendements, mais nulle action ou nulles actions du dit capital augmenté ou du capital originaire ne seront émises avec des droits, privilèges ou préférences ayant droit de priorité ou *pari passu* avec les dites actions privilégiées créées par les présentes sans le consentement ou l'approbation des porteurs d'au moins les trois-quarts en valeur des actions privilégiées ainsi affectées détenues ou représentées à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée à ces fins.

(7) A toutes les assemblées des actionnaires de la compagnie, les porteurs des actions privilégiées auront droit à un vote pour chaque action privilégiée qu'ils détiennent.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
2199 Sous-secrétaire de la Province.

"The Montreal Dress & Blouse Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 20, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier jour d'avril 1938, changeant le nom de la Compagnie "The Montreal Dress Co.", en celui de "The Montreal Dress & Blouse Co."

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
2201-o Sous-secrétaire de la Province.

"Verdun Motors Limited—Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deuxième jour d'avril 1938, à la compagnie "Verdun Motors Limited—Limitée", ratifiant un règlement, augmentant son capital, comme suit, savoir:

Que le capital-actions de la compagnie soit augmenté de la somme de \$19,900.00 à \$49,900.00 par la création de 300 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
2203-o Sous-secrétaire de la Province.

izing dividends, or for special dividends or for repairing, improving, and maintaining any of the properties of the Company, and for such other purposes as the Directors shall in their absolute discretion think conducive to the interests of the Company; and may invest several sums so set aside in such investments as they may think fit, and from time to time may deal with and vary such investments and dispose of all or any part thereof for the benefit of the Company, and may divide the reserve fund into such special funds as they think fit, and with full power to employ the assets constituting the reserve fund in the business of the Company, and without being bound to keep the same separate from other assets.

(6) The capital of the Company may be increased from time to time in accordance with the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act and any amendments thereto, but no share or shares of such increased capital or of the original capital shall be issued having rights, privileges, or preferences ranking in priority to or *pari passu* with the said Preferred shares hereby created without the consent and approval of the holders of at least three-fourths in value of the Preferred shares so affected held or represented at a special general meeting of Shareholders duly called for the purpose.

(7) At all meetings of Shareholders of the Company the holders of Preferred shares shall be entitled to one vote for each share of Preferred Stock held.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2200-o Under Secretary of the Province.

"The Montreal Dress & Blouse Co."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 20, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April 1938, changing the name of the company "The Montreal Dress Co.", to that of "The Montreal Dress & Blouse Co."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2202 Under Secretary of the Province.

"Verdun Motors Limited—Limitée"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity, with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty second day of April, 1938, to the company "Verdun Motors Limited—Limitée", ratifying a by-law, increasing its capital stock, as follows, to wit:

That the capital stock of the company be increased from the sum of \$19,900.00 to \$49,900.00 by the creation of 300 additional common shares of a par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2204 Under Secretary of the Province.

Vente pour taxes municipales

Sale for municipal taxes

PROVINCE DE QUÉBEC.—COMTÉ DE LÉVIS.

PROVINCE OF QUEBEC.—COUNTY OF LEVIS.

VILLE DE LAUZON

TOWN OF LAUZON

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Levis Bourassa, secrétaire de la susdite ville, que les propriétés ci-dessous désignées, seront vendues à l'enchère publique à la salle de l'Hôtel de Ville, ville de Lauzon, comté de Lévis, P.Q., SAMEDI, le VINGT ET UNIÈME jour de MAI 1938, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et intérêts mentionnés ci-dessous et les frais qui seront subséquemment encourus, à moins que les dites taxes, intérêts et frais n'aient été payés avant la vente au bureau du Trésorier de la Ville de Lauzon, à l'Hôtel de Ville, en la ville de Lauzon, P.Q.

Public notice is hereby given by the undersigned Levis Bourassa, Secretary of the aforesaid town, that the properties hereinunder designated shall be sold by public auction in the Council room, Town Hall, in the town of Lauzon, County of Levis, P.Q., on SATURDAY, the TWENTY FIRST day of MAY 1938, at TEN o'clock in the forenoon, Daylight Saving Time, for the non-payment of municipal and school taxes and interest hereinunder mentioned and the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale at the office of the treasurer of the town of Lauzon, in the Town Hall, in the town of Lauzon, P.Q.

Propriétaires Proprietors	Cadastres—Cadastral		Taxes dues Taxes due
	No	Subdivisions	

Les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de Bienville.—The following lots according to the official cadastre for the Incorporated Village of Bienville.

1. Picard, Michel Succ.-Est.	74		\$ 129.94
2. Samson, Alcide	152a, b, c.		47.33

Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de Lauzon.—All the following lots according to the official cadastre for the incorporated village of Lauzon.

3. Langlois, Adjutor	980		649.00
4. Langlois, Arthur	974		430.06
5. Barrette, Yvonne	897	3	2.92
6. Théberge, Alfred Dame	778		33.30
7. Théberge, Alfred Dame	777		461.74
8. Cie de Construction Générale	723	43	2.37
9. Cie de Construction Générale	733	2	1.77
10. Cie de Construction Générale	724	1	1.35
11. Cie de Construction Générale	725	1	1.35
12. Cie de Construction Générale	725	4	1.35
13. Cie de Construction Générale	726	4	1.35
14. Cie de Construction Générale	727	4	1.35
15. Cie de Construction Générale	739	1	1.77
16. Cie de Construction Générale	740	2	1.77

Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour la partie est du village incorporé de Lauzon.—All the following lots according to the official cadastre for the east part of the incorporated village of Lauzon.

17. Mary Simard	206	68-69	0.54
18. Paradis, John et al	206	63	0.15
19. Levis Dry Dock Ry	204	26	3.24
20. Levis Dry Dock Ry	204	28	4.32
21. Levis Dry Dock Ry	204	147	2.70
22. Levis Dry Dock Ry	204	232a	2.70
23. Levis Dry Dock Ry	204	558a	1.35
24. Levis Dry Dock Ry	144	90a, b, c, d	0.12
25. Levis Dry Dock Ry	144	91a	0.06
26. Levis Dry Dock Ry	144	136a	4.59
27. Michaud, Arsène	206	27	0.90
28. Parking T. Bishop	206	56	0.90
29. Michaud, Arsène	206	130	0.90
30. Goodday, William A.	206	132	0.90
31. Lebel, Pascal	206	134	0.90
32. Dansereau, Edouard	206	10	0.90
33. Pelletier, François	205	63	0.45
34. Pelland, Alfred	205	66	0.90
35. Fradette, Joseph	204	17	0.90
36. Beaulieu, P. A.	204	33	0.90
37. Poire, Thomas et-and Joseph	204	41	0.90
38. Baker, Harold Albert	204	92	0.90
39. Nadeau, Joseph	204	122	0.90
40. Lanouette Ovila	204	188	2.52
41. Audet, Amédée	146	9 1	0.90
42. Roger, J. E.	206	73	197.60
43. Veilleux, Joseph	205	11	6.83
44. Bissonnette, Michel Dame	196		363.35
45. Bernard, Ernest	102		306.00

Propriétaires Proprietors	Cadastrés—Cadastral		Taxes dues Taxes due
	No	Subdivisions	

Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village de St-Joseph de Lévis.— All the following lots according to the official cadastre for the village of St. Joseph de Lévis.

46. Savard, Pierre & al	79	1	1 80
47. Schiller, Charles Mme-Mrs.	80	6	0 90
48. Lesage, Arthur	82	19-20	0 90
49. Lesage, Arthur	80	7-8	1 80
50. Lesage, Arthur	76	6	0 45
51. Lesage, Arthur	76	14-15	0 90
52. Lesage, Arthur	76	17	0 45
53. Lesage, Arthur	80	5	0 90
54. Gagnon, J. B. O. Mme-Mrs.	82	1-2	1 80
55. Gagnon, J. B. O. Mme-Mrs.	82	4	0 90
56. Gagnon, J. B. O. Mme-Mrs.	82	23-24	0 90
57. Gagnon, J. B. O. Mme-Mrs.	76	18-19	0 90
58. Gagnon, J. B. O. Mme-Mrs.	76	27	0 90
59. Bastie, J. & al	82	26	0 90
60. Richard, Paul N.	82	139-140-41-	2 70
61. Tony, Gasco	82	59	0 90
62. Gros-Louis, Charles	82	186	0 45
63. Gros-Louis, Charles	76	387	0 45
64. La Cie de Prêts Mutuels	82	231-2-3-4-5-6-7-8- 9-229-230	4 95
65. Belland, Eric	82	276	0 45
66. Larochelle, Aurélie Mlle-Miss Succ.-Est.	113	5	10 23

Les item numéros 2-17-24-48-49-51-54-56-57-60-64 pour être vendus en bloc par ordre de la cour.

Donné en la Ville de Lauzon, ce 21^{ème} jour d'avril 1938.

2091—17-2

Le secrétaire,
LEVIS BOURASSA.

Items numbers 2-17-24-48-49-51-54-56-57-60-64 to be sold "en bloc" by order of the Court.

Given in the Town of Lauzon, this 21st day of April, 1938.

2092—17-2

LEVIS BOURASSA,
Secretary.

CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES.

Avis public est par le présent donné que le PREMIER jour de JUIN 1938, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du Greffier de la cité, dans l'Hôtel de Ville, de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous mentionnés, situés dans la cité des Trois-Rivières, seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

Un terrain situé sur la rue de l'Église étant la subdivision soixante-quinze (75) du lot numéro onze cent vingt et un (1121) du cadastre de la cité des Trois-Rivières—avec bâtisse et dépendances y érigées, comme appartenant à J. Jules St. Arneault.

Un terrain situé sur la rue Hertel, étant la subdivision cinquante-cinq (55) du lot numéro dix-huit cent vingt-neuf (1829) du cadastre de la cité des Trois-Rivières—avec bâtisse et dépendances y érigées, comme appartenant à A. Barrell.

Par ordre,
Le Greffier,
(Signé) ARTHUR BÉLIVEAU.
Hôtel de Ville, Trois-Rivières, P.Q., le 3 mai 1938.
2261—18-2-o

PROVINCE DE QUÉBEC

CITÉ DE SHERBROOKE

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-après décrits situés en la cité de Sherbrooke, seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de ville, 79, nord, rue Wellington, en la cité de Sherbrooke, MARDI, le TRENTE

CORPORATION OF THE CITY OF TROIS-RIVIÈRES.

Public notice is hereby given that on the FIRST day of JUNE, 1938, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the Clerk of the City, in the City Hall, of the City of Trois-Rivières, the lands and hereditaments hereinbelow mentioned, situate in the City of Trois-Rivières, will be sold for taxes which have not been paid within the six months following the notice of the deposit of the Roll, as required by the Law, namely:

A lot of land situate on l'Église Street, being subdivision seventy five (75) of lot number eleven hundred and twenty one (1121) of the cadastre of the City of Trois-Rivières—with the buildings and dependencies thereon erected, as belonging to J. Jules St. Arneault.

A lot of land situate on Hertel Street, being subdivision fifty five (55) of lot number eighteen hundred and twenty nine (1829) of the cadastre for the City of Trois-Rivières—with the buildings and dependencies thereon erected, as belonging to A. Barrell.

By Order,
(Signed) ARTHUR BÉLIVEAU,
Clerk.
City Hall, Trois-Rivières, P.Q., May 3rd, 1938.
2262—18-2

PROVINCE OF QUEBEC

CITY OF SHERBROOKE

Public notice is hereby given that the immovables hereinafter described, situate in the City of Sherbrooke, will be sold by public auction, at the City Hall, 79 Wellington Street, North, in the City of Sherbrooke, on TUESDAY, the

ET UNIEME jour de MAI, 1938, à ONZE THIRTY-FIRST day of MAY, 1938, at ELE-
heures de l'avant-midi, pour taxes dues, intérêt VEN o'clock in the forenoon, for taxes due,
accru sur icelles et frais encourus et à encourir, interest accrued thereon and costs incurred and
à moins que le tout soit payé avant la vente. to be incurred, unless the whole be paid before
the sale.

Propriétaire Proprietor	Quartier Ward	Désignation Description
Boudreau, Edouard	Est—East	Lots numéros 178, 5, 46, 47, 55, 70 et 71 étant tous des subdivisions du lot numéro 727.—Lots numbers 178, 5, 46, 47, 55, 70 and 71 being all subdivisions of lot number 727.
Bourque, Mme—Mrs E. A. C.	Est—East	Lot numéro 91 de la subdivision du lot No 728 et les lots Nos 120, 51, 54, 58, 59, 63, 61, 64, 65, 68 et 69 de la subdivision du lot No 727.—Lot number 91 of the subdivision of lot No. 728 and lots Nos. 120, 51, 54, 58, 59, 63, 61, 64, 65, 68 and 69 of the subdivision of lot No. 727.
Tremblay, Thomas	Est—East	Le lot No 37 de la subdivision du lot No 710.—Lot No. 37 of the subdivision of lot No. 710.
Plateau Laval, Ltée	Est—East	Les lots Nos 148, 187, 188, 221, 222, 261, 262, 295, 296, 298, 299, 332, 333, 335, 336, 337 tous de la subdivision du lot No 710. Cette partie du lot No 692 comprise entre les rues Septième Avenue, Laporte, Cinquième Avenue et la ligne sud des lots Nos 28 de la subdivision du lot No 729, 16 de la subdivision du lot No 733-1, 2 à 9 inclusivement étant des subdivisions du lot No 733. Cette autre partie du lot No 692 bornée à l'ouest par la Septième Avenue, au nord par la ligne sud du lot No 58 de la subdivision du lot No 729, à l'est par la ligne ouest du lot No 726 (non subdivisé), au sud par la rue du Conseil.—Lots Nos. 148, 187, 188, 221, 222, 261, 262, 295, 296, 298, 299, 332, 333, 335, 336, 337 all of the subdivision of lot No. 710. That part of lot No. 692 comprised between Seventh Avenue, Laporte Street, Fifth Avenue and the south line of lots Nos. 28 of the subdivision of lot No. 729, 16 of the subdivision of lot No. 733-1, 2 to 9 inclusively being subdivisions of lot No. 733. That other part of lot No. 692 bounded on the west by Seventh Avenue, on the north by the south line of lot No. 58 of the subdivision of lot No. 729, on the west by the west line of lot No. 726 (unsubdivided), on the south by Du Conseil Street.
O'Donnell & Morissette Ltée	Sud—South	Ce certain morceau ou partie de terrain situé et étant dans la cité de Sherbrooke, connu et désigné comme étant partie du lot No 1239 borné comme suit: Au nord par une partie indivise du lot No 1239, appartenant à la cité de Sherbrooke, à l'est par le chemin de fer Grand Tronc, au sud par une autre partie du dit lot No 1239 (soit 1239-2) sur un plan préparé par L. O'C. Mignault, A.G. en date du 28 juillet, 1917; à l'ouest par la rue Wellington, le tout tel que montré sur le dit plan et marqué 1239-1, de dimensions irrégulière, ayant une largeur en front de 79 pieds et 8 dixièmes sur la rue Wellington et une largeur en arrière de 38 pieds le long du chemin de fer Grand Tronc et contenant une superficie de 17,576 pieds carrés plus ou moins avec bâtisses.—That certain parcel or piece of land situate and being in the City of Sherbrooke, known and designated as being part of lot No. 1239 bounded as follows: On the north by an undivided part of lot No. 1239, belonging to the City of Sherbrooke, on the east by the Grand Trunk Railway, on the south by another part of said lot No. 1239 (namely 1239-2) on a plan prepared by L. O'C. Mignault, L.S. dated the 28th July, 1917; on the west by Wellington Street, the whole as shown on the said plan and marked 1239-1, of irregular dimension, having a width on front of 79 feet and 8 tenths on Wellington street and a width in rear of 38 feet along the Grand Trunk Railway and containing an area of 17,576 square feet, more or less—with buildings.
Lévesque, Mme—Mrs Thos. P.	Ouest—West	Le lot No 324 de la subdivision du lot No 7.—Lot No. 324 of the subdivision of lot No. 7.
Rigby, Mrs H. J.	Nord—North	Le lot No 824.—Lot No. 824.

Donné en la cité de Sherbrooke, ce 3ième. Given in the City of Sherbrooke, this 3rd
jour de mai, 1938. day of May, 1938.

2271—18-2-o Le greffier de la Cité, ANT. DESLAURIERS, 2272—18-2 ANT. DESLAURIERS, City Clerk.

Canada

PROVINCE DE QUÉBEC

District de St-François

VILLE D'EAST ANGUS

Canada,

PROVINCE OF QUEBEC

District of St. Francis

TOWN OF EAST ANGUS

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, Anselme Tourigny, secrétaire-trésorier de la Ville d'East Angus, que les propriétés ci-dessous décrites et situées dans la Ville d'East Angus, seront vendues à l'enchère publique, dans la salle de l'hôtel de ville, MARDI, le TRENTE ET UNIEME jour de mois de MAI mil neuf cent trente-huit à DIX heures (10 heures A.M.) de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et inté-

Public notice is hereby given by the undersigned Anselme Tourigny, secretary-treasurer of the Town of East Angus, that the hereinafter described properties, situated in the Town of East Angus, will be sold by public auction, in the Town Hall, in the Town of East Angus, on the THIRTY-FIRST day of MAY nineteen hundred and thirty-eight at TEN (10 A.M.) o'clock in the forenoon, for the non payment of municipal and school taxes, and interests mentioned in the

rêts mentionnés au dit état et frais ultérieurs à following statement and added costs, unless moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient said taxes, interests and costs are paid before the payés avant la vente. sale.

Nom du propriétaire Name of Proprietor	No du lot No. of lot	Taxes Mun. et intérêt Mun. and interest	Scol. et int. School and int.	Total
Butler, M.-T.	12-E-23	\$ 9 28	\$ 2 00	\$ 11 28
Hall, Gordon	12-E-13	15 80	3 90	19 70
Jacques, Onésime	13-182-54	35 60	15 70	51 30
"	13-182-55	35 60	15 70	51 30
"	13-182-66	35 60	15 70	51 30
Lapointe, Adel.	13-182-48	34 40	15 90	50 30
"	13-182-49	34 20	15 90	50 10
"	13-182-74	27 40	15 90	43 30
"	13-182-75	27 40	15 90	43 30
Lazure, W.	13-91 et-and 90 Pt	131 40		131 40
Beaudoin, J.-A.	13-136	253 75	123 09	376 84
Succ.-Est. A. Rossi	14-1 Pt.	722 60	179 90	902 50
Grenier, Geo.	12-28-7 et-and 12-28-7	278 30	60 66	338 96
L.-R. Willard	13-E Pt.	7 70	13 95	21 65

Donné en la Ville d'East Angus ce 2ème jour
de mai mil neuf cent trente-huit.

Le secrétaire-trésorier,
2263-18-2-o A. TOURIGNY.

Given in the Town of East Angus, this 2nd day
of May, nineteen hundred and thirty-eight.

A. TOURIGNY,
Secretary-Treasurer.

Assurances

Insurances

AVIS DE FORMATION DE SOCIÉTÉ DE SECOURS
MUTUELS

Avis est par le présent donné que la formation
d'une société de secours mutuels sous le nom de
"A. & P. (Quebec) Mutual Benefit Society" a été
autorisée par un Ordre en Conseil portant le
No 549 et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur
le 29 avril, 1938.

Le but de la société est déclaré être: De se
mettre au moyen de contribution de la part de
ses membres, en état de secourir ceux de ses
membres (a) qui sont affligés par suite de mala-
die ou accident; (b) de promouvoir les relations
sociales parmi ses membres; (c) de propager un
esprit de loyauté envers la Great Atlantic and
Pacific Tea Company Limited, of Canada; et
(d) telles choses qui peuvent contribuer à
atteindre les objets ci-dessus.

Le siège principal de la société est déclaré
être dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du
paragraphe 5 de l'article 66 de la Loi des assu-
rances de Québec, ce troisième jour de mai, 1938.

Le Surintendant des assurances,
2227-o GEORGES LAFRANCE,
Pour le Trésorier de la Province.

NOTICE OF FORMATION OF A MUTUAL BENEFIT
ASSOCIATION

Notice is hereby given that the formation of a
mutual benefit association under the name of
"A. & P. (Quebec) Mutual Benefit Society"
has been authorized by an Order in Council No.
549, approved by the Lieutenant-Governor in
Council, on April 29th, 1938.

The purposes of the said Association are
stated to be (a) by means of contributions from
its members of making provision for those of
its members who are afflicted by sickness or
accident; (b) to promote social intercourse
among its members; (c) to propagate a spirit of
loyalty to the Great Atlantic & Pacific Tea
Company, Limited, of Canada; and (d) to do all
such things as are incidental or conducive to the
attainment of the above objects.

The Head Office of the said Association is
fixed in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of subsection
5 of section 66 of the Quebec Insurance Act,
this third day of May 1938.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
2228-o For the Treasurer of the Province.

AVIS DE FORMATION DE COMPAGNIE D'ASSURANCE
MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la Compa-
gnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse
de St-Bruno, dans le comté de Lac St-
Jean, dans la province de Québec, a satisfait
aux dispositions de l'article 59 du chapitre 243
des Statuts refondus de Québec, 1925, et que
42 personnes dûment qualifiées ont signé leurs
noms sur le livre de souscriptions et se sont

NOTICE OF FORMATION OF A MUTUAL
FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that "La Compagnie
d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse
de St-Bruno", in the county of Lake St. John,
in the Province of Quebec, has complied with the
provisions of Article 59 of Chapter 243 of Revised
Statutes of Quebec, 1925, and that 42 duly
qualified persons have signed their names in the
subscription book and bound themselves to

engagées à prendre un montant total d'assurance de \$82,700.00.

Donné conformément au dit article 59, ce douzième jour d'avril mil neuf cent trente-huit.

Le président,
HENRI DUFOUR.

Le secrétaire,
HENRI BOUCHARD,

2229-0

effect the insurance to the total amount of \$82,700.00.

Given pursuant to the said Article 59, this twelfth day of April one thousand nine hundred and thirty-eight.

HENRI DUFOUR,
President.

HENRI BOUCHARD,
Secretary.

2230-0

Avis divers

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que l'Eglise Baptiste St-Paul, 2619, rue Charlemagne, Montréal, présentera une requête au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la Province de Québec pour lui demander sa constitution en corporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines Eglises, Chapitre 201, des Statuts Refondus de la Province de Québec 1925 et ses Amendements.

Montréal, le quatrième jour d'avril 1938.

Le procureur de la demanderesse,
HOWARD-S. ROSS.

10, rue Saint-Jacques ouest,
Montréal.

1889-15-4

BUREAU DU SECRÉTAIRE DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 30 avril 1938.

M. Philippe Harvey, président de l'élection pendante dans le district électoral de Chicoutimi, tiendra son bureau officiel au numéro 193 de la rue Racine, à Chicoutimi.

Le Secrétaire de la chancellerie,
L.-P. GEOFFRION.

2205-0

Province de Québec

CITÉ DE SAINT-LAMBERT

AVIS AUX PORTEURS DE DÉBENTURES

Avis est par les présentes donné, en vertu de la règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec, que la corporation de la cité de Saint-Lambert soumettra, conformément aux dispositions du paragraphe B de l'article 44 de la loi de la Commission municipale de Québec, à ses créanciers-obligataires, un plan de réorganisation financière, lors d'une assemblée devant avoir lieu à la Chambre 206A, nouveau Palais de Justice, 100 Est, rue Notre-Dame, Montréal, mardi, le 7 juin 1938, à 10 A.M. (heure avancée).

Les créanciers intéressés sont invités à être présents à ladite assemblée afin de déclarer leur opposition, s'il y a lieu, au plan à être soumis.

Le créancier présent, pour avoir le droit de voter lors de cette assemblée devra produire le titre de sa créance ou un certificat de dépôt de tel titre signé par une banque, une compagnie de fiducie ou un notaire. S'il est représenté, son procureur devra produire en plus de la créance ou du certificat de dépôt, mentionné ci-dessus, une procuration dûment signée par le créancier lui-même.

Le certificat de dépôt et la procuration doivent être conformes à la formule 2 de la règle de

Miscellaneous Notices

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the St. Paul's Baptist Church, 2619 Charlemagne Street, Montreal, will present a Petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 201 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, and Amendments.

Montreal, April Fourth, 1938.

HOWARD S. ROSS,
Solicitor for Petitioner.

10, Saint James Street West,
Montreal.

1890-15-4-0.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN
CHANCERY

Quebec, April 30th, 1938.

Mr. Philippe Harvey, returning-officer for the pending election in the electoral district of Chicoutimi, shall have his official office at number 193 Racine Street, at Chicoutimi.

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery.

2206-0

Province of Quebec

CITY OF ST. LAMBERT

NOTICE TO DEBENTURE HOLDERS

Notice is hereby given, that under Rule of Practice Number 3 of the Quebec Municipal Commission, that the corporation of the City of St. Lambert shall submit, in conformity with the provisions of paragraph B of Article 44 of the Quebec Municipal Commission Act, to its Debenture Holders, a plan of financial reorganization, at a meeting to be held in room 206A, New Court House, 100 Notre Dame Street, East, Montreal, Tuesday, June 7th, 1938, at 10 A.M. (Daylight Saving Time).

The creditors interested are invited to be present at the said meeting so as to declare their opposition, if they so desire, to the plan to be submitted.

The creditor present, to have the right to vote at such meeting must produce the title of his claim or a certificate of deposit of such title signed by a bank, a trust company or a notary. If he is represented, his proxy must produce besides the claim and the certificate of deposit above mentioned, a power of attorney duly signed by the creditor personally.

The certificate of deposit and the power of attorney must be according to Form 2 of the

pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec.

Les intéressés pourront obtenir une copie du plan de réorganisation financière à être soumis ainsi que des exemplaires du certificat de dépôt et de la procuration, sur demande adressée au Secrétaire de la Commission municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Daté à Saint-Lambert le 7 mai 1938.

CITÉ DE SAINT-LAMBERT,
par: DAVID M. CURRIE,
2217—o Secrétaire-trésorier.

La formation d'une société sous le nom de Syndicat des Employés de Donnacona, pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du vingt-neuf avril 1938.

Le siège principal de la société est Donnacona, comté de Portneuf, P.Q.

JEAN BRUCHESI,
2219—o Sous-secrétaire de la Province.

La formation d'une société sous le nom de Syndicat Professionnel des Instituteurs Catholiques Ruraux de l'est de la Province de Québec, pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du vingt-six avril 1938.

Le siège principal de la société est à Québec.

JEAN BRUCHESI,
2221—o Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné que par arrêté en conseil, No 609 du vingt-neuvième jour d'avril 1938, les règlements de "Quebec Gun & Skeet Club", ont été approuvés, conformément à l'article 207b de la Loi des compagnies de Québec, (chapitre 223, S.R.Q., 1925, tel qu'édité par 23 George V, chapitre 83).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mai 1938.

JEAN BRUCHESI,
2223—o Sous-secrétaire de la Province.

Québec, le 5 mai 1938.
Revision de la liste électorale de la cité de Sherbrooke.

Avis est par les présentes donné:

Que conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi électorale de Québec (1 Edouard VIII, 2ième session, chapitre 8) et par l'arrêté ministériel No 410, du 20 avril 1938, il a plu au Lieutenant-Gouverneur de nommer M. Edouard Bourbeau, notaire, et Mre Dalma Landry, avocat, tous deux de la cité de Sherbrooke, membres de la Commission de revision de Sherbrooke.

Que conformément aux mêmes dispositions de la Loi électorale de Québec, ces deux reviseurs ont nommé Monsieur Armand Fisette, contre-maître, résidant au numéro 27 rue St-Pierre, Sherbrooke, pour agir comme troisième membre de la dite Commission.

JEAN BRUCHESI,
2281—o Sous-secrétaire de la Province.

Rule of Practice No. 3 of the Quebec Municipal Commission.

The interested parties may obtain a copy of the plan of financial reorganization to be submitted as well as copies of the certificate of deposit and power of attorney, on request to the secretary of the Quebec Municipal Commission, Parliament Buildings, Quebec.

Dated at St. Lambert this 7th day of May, 1938.

CITY OF ST. LAMBERT,
Per: DAVID M. CURRIE,
2218—o Secretary-Treasurer.

The formation of an association under the name of "Syndicat des Employés de Donnacona", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary, on the twenty-ninth of April 1938.

The principal place of business of the association is in Donnacona, county of Portneuf, P.Q.

JEAN BRUCHESI,
2220 Under Secretary of the Province.

The formation of an association under the name of "Syndicat Professionnel des Instituteurs Catholiques Ruraux de l'est de la Province de Québec", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary, on the twenty-sixth of April 1938.

The principal place of business of the association is in Québec.

JEAN BRUCHESI,
2222 Under Secretary of the Province.

Notice is given that by Order-in-Council, No. 609 of the twenty-ninth day of April 1938, the by-laws of "Quebec Gun & Skeet Club", have been approved, in conformity with article 207b of the Quebec Companies' Act, (chapter 223, R.S.Q., 1925, as enacted by 23 George V, chapter 83).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of May 1938.

JEAN BRUCHESI,
2224 Under Secretary of the Province.

Québec, May 5th., 1938.
Revision of the electoral list of the City of Sherbrooke.

Notice is hereby given:

That pursuant to the provisions of article 74 of the Quebec Election Act (1 Edward VIII, 2nd Session, chapter 8) and by Order in Council No. 410, of the 20th April, 1938, His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased to appoint Mr. Edouard Bourbeau, Notary, and Mre Dalma Landry, advocate, both of the City of Sherbrooke, members of the Board of Revisors of Sherbrooke.

That in conformity with the provisions of the Quebec Election Act, these two revisers have appointed Mr. Armand Fisette, foreman, residing at Number 27 St. Pierre Street, Sherbrooke, to act as the third member of the said Board.

JEAN BRUCHESI,
2282 Under Secretary of the Province.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska, Cour Supérieure, Thetford Mines, No 2093. Dame Marie Léda Gosselin, épouse commune de biens de James Paradis, journalier, de Robertsonville, demanderesse; vs James Paradis, journalier, Robertsonville, défendeur.

Une action en séparation de biens a été produite en cette cause, le 27 mars 1938, à Arthabaska.

Ce 25 avril 1938.

Le procureur de la demanderesse,
2207-o MARCEL LEMIEUX.

Canada, Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court, Thetford Mines, No. 2093. Dame Marie Léda Gosselin, wife common as to property of James Paradis, labourer, of Robertsonville, plaintiff; vs James Paradis, labourer, Robertsonville, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on March 27th., 1938, at Arthabaska.

April 25, 1938.

2208 MARCEL LEMIEUX,
Attorney for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No B-169393. Dame Ada Van Soelen, épouse commune en biens de William Jorissen, vendeur, de la cité de Lachine, district de Montréal, dûment autorisée à *ester en justice*, demanderesse; vs Le dit William Jorissen, de la cité de Lachine, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Montréal, le 21 avril 1938.

Le procureur de la demanderesse,
2209 BERNARD-L. COHEN.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. B-169393. Dame Ada Van Soelen, wife common as to property of William Jorissen, salesman, of the City of Lachine, district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said William Jorissen, of the City of Lachine, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Montreal, April 21st., 1938.

2210-o BERNARD L. COHEN,
Attorney for Plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No D-171407. Dame Kate Stein, épouse commune en biens de Irving Freeman, marchand, de la cité d'Outremont, district de Montréal, demanderesse; vs le dit Irving Freeman, de la cité d'Outremont, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-deuxième jour d'avril, mil neuf cent trente-huit.

Montréal, le vingt-neuf avril, 1938.

Les procureurs de la demanderesse,
2211-o STEIN & STEIN.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. D-171407. Dame Kate Stein, wife common as to property of Irving Freeman, merchant, of the City of Outremont, District of Montreal, Plaintiff; vs The said Irving Freeman, of the City of Outremont, District of Montreal, Defendant.

Action for separation as to property has been instituted in this cause on the 22nd day of April, nineteen hundred and thirty-eight.

Montreal, April 29th, 1938.

2212-o STEIN & STEIN,
Attorneys for Plaintiff.

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour Supérieure, No 3594. Dame Léa Tanguay, épouse commune en biens de Armand Gaulin, plombier, des cité et district de Saint-Hyacinthe, demanderesse; vs le dit Armand Gaulin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

Saint-Hyacinthe, ce trentième jour d'avril 1938.

Le procureur de la demanderesse,
2265-o PH. POTHIER.

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe, Superior Court, No. 3594, Léa Tanguay, wife common as to property of Armand Gaulin, plumber of city and district of Saint Hyacinthe, plaintiff; vs the said Armand Gaulin, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day against the defendant.

Saint Hyacinthe this 30th day of April, 1938.

2266-o PH. POTHIER,
Attorney for Plaintiff.

Canada, province de Québec, district d'Abitibi, dans la Cour Supérieure, No 4976. Dame Eugénie Allard, de Fisher, district d'Abitibi, épouse commune en biens de Arthur Tremblay, des mêmes lieux, demanderesse; vs ledit Arthur Tremblay, prospecteur et contraître, des mêmes lieux et district, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3e jour de mai, 1938.

Amos, ce 3 mai 1938.

Le procureur de la demanderesse,
2291-o FELIX ALLARD.

Canada, Province of Quebec, District of Abitibi, In the Superior Court, No. 4976. Dame Eugénie Allard, of Fisher, district of Abitibi, wife common as to property of Arthur Tremblay, of the same place, plaintiff; vs the said Arthur Tremblay, prospector and foreman, of the same place and district, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 3rd day of May, 1938.

Amos, May 3, 1938.]

2292 FELIX ALLARD,
Attorney for the plaintiff.

Bureaux-chefs

Chief Offices

"EMERY, TALBOT LIMITÉE"

Avis est, par les présentes, donné que le principal bureau d'affaires de cette Compagnie est situé au No 4925 de la rue Rouen, à Montréal. Montréal, 27 avril 1938.

2213-o Le secrétaire-trésorier *pro tem.*,
ALBERT TALBOT.

"EMERY, TALBOT LIMITÉE"

Notice is hereby given, that the head office of the said Company is situate at No. 4925 Rouen street, in Montreal.

Montreal, April 27, 1938.

2214 ALBERT TALBOT,
Secretary-treasurer, *pro tem.*

THIBAudeau FRÈRES & CIE LtÉE

Avis est donné que la compagnie Thibaudeau Frères & Cie Ltée constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 4 janvier 1938, et ayant son bureau principal d'affaires dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 41, rue Dalhousie, en la cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce vingt-deuxième jour d'avril, 1938.

2215-o THIBAudeau FRÈRES & CIE, LtÉE,
Par Le président,
L.-G. AUDETTE.

THIBAudeau FRÈRES & CIE LtÉE

Notice is given that the company Thibaudeau Frères & Cie Ltée incorporated under Part one of the Quebec Companies' Act, by letters patent issued on January 4, 1938, and having its head office in the City of Quebec, has established its office at number 41 Dalhousie street, in the City of Quebec.

On and from the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this twenty-second day of April 1938.

2216 THIBAudeau FRÈRES & CIE, LtÉE,
Per L. G. AUDETTE,
President.

Province de Québec, district d'Abitibi, dans l'affaire de la compagnie "East Lacoma Mines, Limited", (Libre de responsabilité personnelle).

Le bureau principal de la compagnie "East Lacoma Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle) est situé en la ville de Senneterre, dans la Province de Québec.

Toronto, le 2 mai 1938.

2231 Le secrétaire,
GORDON V. DRAPER.

Province of Quebec, District of Abitibi, in the matter of East Lacoma Mines, Limited, (No Personal Liability).

The head office of East Lacoma Mines, Limited (No Personal Liability) is situated in the Town of Senneterre in the Province of Quebec.

Toronto, May 2nd, 1938.

2232-o GORDON V. DRAPER,
Secretary.

Province de Québec, district de Montréal.

COMPAGNIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE
LIMITÉE.

Avis est par les présentes donné que "Compagnie Cinématographique Canadienne Limitée", incorporée par lettres patentes accordées par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le 7 mars, 1938, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau à 637 rue Craig ouest, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 4 mai 1938.

2267- Le président,
ALBAN JANIN.

Province of Quebec, District of Montreal.

COMPAGNIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE
LIMITÉE.

Notice is hereby given that "Compagnie Cinématographique Canadienne Limitée", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 7th of March, 1938, and having its head office at the City of Montreal, has established its head office at 637 Craig Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 4th of May, 1938.

2268-o ALBAN JANIN,
President.

Avis est donné que: J.-A. Morin, Incorporé, courtier en valeurs de placements et ayant son bureau principal à 142 rue Ste-Anne, Québec, l'a transporté au numéro 56, rue St. Pierre, Québec.

2269-o Le président,
J.-A. MORIN.

Notice is hereby given that: J. A. Morin, Inc., investment dealers having its head office at 142, Ste. Ann, Street, Quebec, now located at 56 St. Peter Street, Quebec.

2270-o J. A. MORIN,
President.

Charte:—Abandon de

Charter:—Surrender of

AVIS

Conformément aux prescriptions de la loi des compagnies de Québec, la compagnie "The Triplex Press, Limited" donne avis public par les présentes qu'elle demandera à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de sa charte, à telle date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer.

Montréal, ce 29 avril, 1938.

Le secrétaire-trésorier,

2225-o

H. E. SINEL.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "The Triplex Press, Limited" hereby gives public notice that it will make application to His Honor the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for the acceptance of the surrender of its charter, on and from a day to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Montreal, this 29th day of April, 1938.

H. E. SINEL,
Secretary-treasurer.

2226-o

ERRATUM

CITÉ DE SOREL

Dans l'avis de cette soumission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 avril 1938, à la page 1511, à la septième ligne, veuillez lire: "jusqu'au premier mars 1968" au lieu de "jusqu'au premier mars 1938."

2239A-o

ERRATUM

CITY OF SOREL

In the notice of the tender published in the *Quebec Official Gazette* of April 30th, 1938, on page 1511, in the seventh line, read: "until the first of March 1968" instead of "until the first of March 1938."

2240A

Département des affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Annexion à la ville d'Asbestos, comté de Richmond.

Annexation to the Town of Asbestos, county of Richmond

A QUI LES PRÉSENTES PEUVENT CONCERNER:

TO WHOM THESE PRESENTS MAY CONCERN:

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté ministériel numéro 479, en date du vingt avril 1938, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des Cités et Villes (S.R.Q., 1925, chapitre 102), tel qu'amendé par la Loi 20 George V, chapitre 147, section 1, il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 170 de la ville d'Asbestos, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné au dit règlement et décrit ci-dessous.

Notice is hereby given that, by Order in Council Number 479, dated the twentieth of April, 1938, and in conformity with the provisions of article 43 of the Cities' and Towns' Act (R.S.Q., 1925, chapter 102), as amended by the Act 20 George V, chapter 147, section 1, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law Number 170 of the Town of Asbestos, and to enact that, on and from the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and described hereinafter.

Ce territoire est le suivant:

The said territory is as follows:

Toute cette partie du lot connu et désigné sous le numéro 7a du 2ième rang aux plans et livres de renvoi officiels pour le canton de Shipton comprise dans les limites suivantes, à savoir:

All that part of the lot known and designated under number 7a of the 2nd range of the official plan and book of reference for the township of Shipton comprised within the following limits, namely:

Partant du point d'intersection de la ligne nord-ouest du dit lot numéro 7a du 2ième rang du canton de Shipton avec le côté nord-est du chemin public entre les 2ième et 3ième rangs du dit canton; de là, en référence au cadastre officiel pour le dit canton de Shipton, passant par les lignes et démarcations suivantes: le dit côté nord-est du chemin public entre les 2ième et 3ième rangs jusqu'à la ligne sud-est du lot numéro 7a, cette dernière ligne en allant vers le nord-est sur une distance de 2646 pieds jusqu'au côté sud-ouest d'un chemin traversant le dit lot numéro 7a, le dit côté sud-ouest du dit chemin jusqu'à la ligne nord-ouest du dit lot numéro 7a et enfin cette dite ligne nord-ouest du dit lot numéro 7a en allant vers le sud-ouest jusqu'au point de départ; laquelle partie du dit lot numéro 7a est détaché de la municipalité du canton de

Starting from the point of intersection of the northwest line of said lot number 7a of the 2nd range of the township of Shipton with the northeast side of the public road between the 2nd and 3rd ranges of the said township; thence, with reference to the official cadastre for the said township of Shipton, passing by the following lines and limitations; the said northeast side of the public road between the 2nd and 3rd ranges to the southeast line of lot number 7a, this last line running northeasterly for a distance of 2646 feet to the southwest side of a road crossing the said lot 7a, the said southwest side of the said road to the northwest line of said lot number 7a and finally this said northwest line of said lot number 7a running southwesterly to the point of departure; this said part of said lot number 7a is detached from the municipality of the town-

Shipton, et est annexé à la municipalité de la ville d'Asbestos, dans le comté municipal de Richmond.

Québec, ce vingt-septième jour du mois d'avril 1938.

Le Ministre des Affaires Municipales,
de l'Industrie et du Commerce,
2235-o JOS. BILODEAU.

ship of Shipton, and is annexed to the municipality of the Town of Asbestos, in the municipal county of Richmond.

Quebec, this twenty seventh day of the month of April, 1938.

JOS. BILODEAU,
Minister of Municipal Affairs,
Trade and Commerce.
2236

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

No 523-38

Québec, le 22 avril, 1938.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "La municipalité scolaire de Beaucanton", dans le comté d'Abitibi, le territoire suivant, savoir:

Canton Clermont:

Rangs:	Lots:
10.....	1 à 33 inclusivement;

Canton Rousseau:

Rangs:	Lots:
1.....	1 à 33 inclusivement;
2, 3.....	1 à 40 inclusivement;
4, 5.....	1 à 42 inclusivement;
6, 7.....	6 à 19 inclusivement.

Canton Perron:

Rangs:	Lots:
2, 3, 4, 5.....	50 aux limites du canton.

2123-17-2-o

No 1423-37

Québec, le 22 avril, 1938.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Laferté," dans le comté d'Abitibi, le territoire suivant, savoir:

Canton Poularies:

Rangs:	Lots:
1, 2.....	50 aux limites du canton.
3, 4, 5.....	57 aux limites du canton.

Canton Privat:

Rangs:	Lots:
1.....	1 à 45 inclusivement;
2.....	1 à 45 inclusivement;
3.....	1 à 36 inclusivement;
4.....	1 à 34 inclusivement;
5.....	1 à 29 inclusivement.

Canton Destor:

Rangs:	Lots:
9, 10.....	50 aux limites du canton.

Canton Aiguebelle:

Rangs:	Lots:
9, 10.....	1 à 45 inclusivement.

2125-17-2-o

No 247-28

Québec, le 3 mai, 1938.

Il a plu à son Honneur le Lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 29 avril 1938, de dissoudre la corporation des syndics d'écoles protestantes de la municipalité scolaire d'Acton-Vale, village, dans le comté de Bagot, vu que les syndics d'écoles de cette

No. 523-38

Quebec, April 22nd, 1938.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Beaucanton", in the County of Abitibi, the following territory to wit:

Township of Clermont:

Ranges:	Lots:
10.....	1 to 33 inclusively.

Township of Rousseau:

Ranges:	Lots:
1.....	1 to 33 inclusively;
2, 3.....	1 to 40 inclusively;
4, 5.....	1 to 42 inclusively;
6, 7.....	6 to 19 inclusively.

Township of Perron:

Ranges:	Lots:
2, 3, 4, 5.....	50 to the limits of the township.

2124-17-2

No. 1423-37

Quebec, April 22nd, 1938.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Laferté", in the county of Abitibi, the following territory, to wit:

Township of Poularies:

Ranges:	Lots:
1, 2.....	50 to the limits of the township;
3, 4, 5.....	57 to the limits of the township.

Township of Privat:

Ranges:	Lots:
1.....	1 to 45 inclusively;
2.....	1 to 45 inclusively;
3.....	1 to 36 inclusively;
4.....	1 to 34 inclusively;
5.....	1 to 29 inclusively.

Township of Destor:

Ranges:	Lots:
9, 10.....	50 to the limits of the township.

Township of Aiguebelle:

Ranges:	Lots:
9, 10.....	1 to 45 inclusively.

2126-17-2

No. 247-28

Quebec, May 3rd, 1938.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated April 29th, 1938, to abolish the Corporation of Protestant School Trustees of the School Municipality of Acton-Vale, Village, in the county of Bagot seeing that the School Trustees of the latter have been

dernière ont laissé passer une année sans avoir d'école en opération dans leur municipalité scolaire, qu'ils ne mettent pas à exécution la loi scolaire et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, conformément à la Loi de l'Instruction publique.

2273-o

No 266-38

Quebec, 3 mai, 1938.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en Conseil, par arrêté ministériel, en date du 29 avril 1938 d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Rollet, dans le comté de Témiscamingue, le territoire suivant, savoir:

Dans le Canton de Desandrouins :

Rangs :

Lots :

I, II, III, IV, V, VI... 1 au Lac Barrière
VII et VIII... 1 à 31 inclusivement
IX et X... 1 à 19 inclusivement

Dans le canton Pontleroy :

Rangs :

Lots :

I à X inclusivement... du Lac Opasatica à
limite Est du canton.

2275-o

No. 230-38

Québec, 3 mai, 1938.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle* des 5 et 12 mars derniers, concernant la municipalité scolaire de St-Gilles, dans le comté d'Abitibi, dans la 1ère ligne de la description, il faut lire 34 au lieu de 45; dans la 5ème ligne, il faut lire 22 au lieu de 20; dans la 13ème ligne, il faut lire 41 au lieu de 44. Plus bas, au lieu de lire canton Paradis, il faut lire canton Lavergne. 2277-o

one year without a school in their School Municipality, that they do not carry out the provisions of the School laws and that are not taking any steps towards obtaining any schools, pursuant to the Public Instruction Act.

2274

No. 266-38

Quebec, May 3rd, 1938.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 29th of April 1938 to erect into a separate school municipality, under the name of Rollet, in the county of Témiscamingue, the following territory, to wit:

In the Township of Desandrouins :

Ranges :

Lots :

I, II, III, IV, V, VI... 1 to Lake Barrière
VII and VIII... 1 to 31 inclusively
IX and X... 1 to 19 inclusively

In the Township of Pontleroy :

Ranges :

Lots :

I to X inclusively... from Lake Opasatica
to the East limit of
the Township.

2276-o

No. 230-38

Quebec, May 3, 1938.

ERRATUM

In the notice published in the *Official Gazette* of the 5th and 12th of March last, concerning the school municipality of St-Gilles, in the county of Abitibi, in the 1st line of the description, read 34 instead of 45; in the 5th line, read 22 instead of 20; in the 13th line, read 41 instead of 44. Further down, instead of reading township of Paradis, read township of Lavergne. 2278

Liquidation—Avis de

Winding up Notice

COUR SUPRÊME D'ONTARIO

IN THE SUPREME COURT OF ONTARIO

Dans l'affaire de la "Manufacturing Lumbermen's Underwriters" et sous l'empire de la Loi des Liquidations, chapitre 213 des Statuts Refondus du Canada et ses amendements.

Vu les ordonnances de la Cour Suprême d'Ontario en date du 21ème jour de mai 1937 décrétant la liquidation de la compagnie "Manufacturing Lumbermen's Underwriters", en vertu des dispositions de la Loi des Liquidations et la référant à M. F. H. Barlow, C.R., greffier de la Cour Suprême d'Ontario et Séquestre officiel, pour entre autres choses prendre toutes les procédures nécessaires pour et relativement à la liquidation de la compagnie "Manufacturing Lumbermen's Underwriters", le soussigné, en son bureau à Osgoode Hall, rue Queen Ouest, Toronto 2, MARDI, le DIXIÈME jour de MAI 1938, à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi, (heure avancée) ou à une date ultérieure qui sera déterminée, classifiera de la manière et pour la totalité ou aucune partie des procédures en liquidation qui sembleront au soussigné être désirable ou opportunes, les intérêts des créanciers, réclamants et porteurs de polices de la compagnie "Manufacturing Lumbermen's Underwriters" et nommera et assignera un

In the matter of Manufacturing Lumbermen's Underwriters; and in the matter of the Winding-Up Act, being Chapter 213 of the Revised Statutes of Canada and amending Acts.

Pursuant to the orders of the Supreme Court of Ontario bearing date the 21st day of May, 1937 directing that Manufacturing Lumbermen's Underwriters be wound up under the provisions of The Winding-up Act and referring it to F. H. Barlow, Esquire, K.C., Master of the Supreme Court of Ontario and Official Referee, among other things to take all necessary proceedings for and in connection with the winding-up of Manufacturing Lumbermen's Underwriters, the undersigned will, at his Chambers at Osgoode Hall, Queen Street, West, Toronto 2, on TUESDAY the TENTH day of MAY, 1938, at the hour of TWO THIRTY o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time) or on such later date as may be determined, classify in such manner and for the whole or such portion of the winding-up proceedings as may to the undersigned be deemed desirable or expedient the interests of creditors, claimants and policyholders of Manufacturing Lumbermen's Underwriters, and nominate and appoint a solicitor and counsel to

avocat et procureur pour représenter chacune ou aucune de ces classes, pour les fins des procédures.

Daté de 9ème jour d'avril 1938.

F. H. BARLOW,

Greffier et séquestre officiel.

GERALD JEPHCOTT, liquidateur au Canada, a-s
P. S. ROSS & SONS, comptables agréés, Edifice
de la Banque Royale, Toronto 2.

FRASER & BEATTY, 320, rue Bay, Toronto 2,
Procureurs du liquidateur, Gerald Jephcott.
2233

represent each or any class for the purposes of the proceedings.

Dated this 9th day of April, 1938.

F. H. BARLOW,

Master and Official Referee.

GERALD JEPHCOTT, Liquidator in Canada, c-o
P. S. ROSS & SONS, Chartered Accountants,
Royal Bank Building, Toronto 2.

FRASER & BEATTY, 320 Bay Street, Toronto 2,
Solicitors for the Liquidator, Gerald Jephcott.
2234-o

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Rouville, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Conserves de St-Jean-Baptiste" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de St-Jean-Baptiste de Rouville, comté de Rouville.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 4 mai 1938.

Le sous-ministre de l'Agriculture,

2237-o

ALBERT RIOUX.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Vaudreuil, sous le nom de : "Société Coopérative Agricole de Ste-Justine de Newton" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Ste-Justine de Newton, comté de Vaudreuil.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 30ème jour d'avril 1938.

Le sous-ministre de l'Agriculture,

2239-o

ALBERT RIOUX.

Minutes de notaires

Québec, le douze avril 1938.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par M. Emile Boiteau, notaire, demeurant à Sainte-Foye et pratiquant à Québec, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Rouville, under the name of "Société Coopérative Agricole de Conserves de St. Jean-Baptiste", and that its principal place of business is in the municipality of St. Jean-Baptiste de Rouville, county of Rouville.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 4th day of May, 1938.

ALBERT RIOUX,

2238

Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Vaudreuil, under the name of "Société Coopérative Agricole de Ste-Justine de Newton", and that its principal place of business is in the municipality of Ste. Justine de Newton, county of Vaudreuil.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this thirtieth day of April, 1938.

ALBERT RIOUX,

2240

Deputy Minister of Agriculture.

Notarial Minutes

Quebec, April 12th., 1938.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Emile Boiteau, notary, residing in Sainte Foye and practising in Quebec, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late notary Georges P.

Georges-P. Châteauvert, en son vivant de Québec, même district.

JEAN BRUCHESI,
1851-15-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par M. Joseph-Ephrem Déziel, notaire, demeurant et pratiquant à Grand'Mère, district judiciaire de Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph-Hildège Desroches, en son vivant notaire pratiquant autrefois à Grand'Mère, district judiciaire de Trois-Rivières, et lors de son décès à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 14 avril 1938.
JEAN BRUCHESI,
1871-15-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 29 avril 1938, d'accorder à M. Maurice Cloutier, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Ours, district judiciaire de Richelieu, la transmission des minutes, répertoire et index de feu le notaire Antonio Désorey, en son vivant de Saint-Ours, district judiciaire de Richelieu.

Québec, le trois mai 1938.
JEAN BRUCHESI,
2241-o Sous-secrétaire de la Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 29 avril 1938, d'accorder à M. Bernard Foisy, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index du notaire Arthur Courtois, de Montréal, et des minutes, répertoire et index de feu Emmanuel L'Archevêque, en son vivant notaire de Montréal, dont ledit Arthur Courtois, était dépositaire.

Québec, le 3 mai 1938.
JEAN BRUCHESI,
2243-o Sous-secrétaire de la Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 29 avril 1938, d'accorder à M. Jules Gauthier, notaire, demeurant et pratiquant à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Patrick Villeneuve, en son vivant notaire de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, le trois mai 1938.
JEAN BRUCHESI,
2245-o Sous-secrétaire de la Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 29 avril 1938, d'accorder à M. Louis Lavoie, notaire, demeurant et pratiquant à Québec, district judiciaire de Québec, la transmission des minutes, répertoire et index du notaire Louis Leclerc, en son vivant de Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le trois mai 1938.
JEAN BRUCHESI,
2247-o Sous-secrétaire de la Province.

Châteauvert, in his lifetime of Quebec, same district.

JEAN BRUCHESI,
1852-15-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Joseph Ephrem Déziel, notary, residing and practising in Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Joseph-Hildège Desroches, in his lifetime notary heretofore practising in Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières, and at the time of his death, in Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, April 14, 1938.
JEAN BRUCHESI,
1872-15-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated April 29th, 1938, to grant to Mr. Maurice Cloutier, Notary, residing and practising at Saint Ours, judicial District of Richelieu, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Notary Antonio Désorey, in his lifetime of Saint Ours, judicial District of Richelieu.

Québec, May third, 1938.
JEAN BRUCHESI,
2242 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated April 29, 1938, to grant in favour of Mr. Bernard Foisy, notary, residing and practising in Montreal, judicial district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Notary Arthur Courtois, of Montreal, and of the minutes, repertory and index of the late Emmanuel L'Archevêque, in his lifetime notary of Montreal, of which the said Arthur Courtois was assignee.

Québec, May 3rd., 1938.
JEAN BRUCHESI,
2244 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated April 29th, 1938, to grant to Mr. Jules Gauthier, Notary, residing and practising at Jonquière, judicial District of Chicoutimi, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Patrick Villeneuve, in his lifetime Notary, of Jonquière, judicial District of Chicoutimi.

Québec, May third, 1938.
JEAN BRUCHESI,
2246 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated April 29th, 1938, to grant to Mr. Louis Lavoie, Notary, residing and practising at Quebec, judicial District of Quebec, the transfer of the minutes, repertory and index of Notary Louis Leclerc, in his lifetime of Quebec, judicial District of Quebec.

Québec, May third, 1938.
JEAN BRUCHESI,
2248 Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 29 avril 1938, d'accorder à M. Roger McGowan, notaire, demeurant et pratiquant à Sainte-Martine (Châteauguay), district judiciaire de Beauharnois, la transmission des minutes, répertoire et index de feu le notaire J.-Claver Trudeau, en son vivant de Beauharnois, même district.

Québec, le trois mai 1938.

2249-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated April 29th, 1938, to grant to Mr. Roger McGowan, Notary, residing and practising at Sainte Martine (Châteauguay), judicial District of Beauharnois, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Notary J. Claver Trudeau, in his lifetime of Beauharnois, said District.

Quebec, May third, 1938.

2250 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Nominations

No. 728-El

Québec, le 3 mai, 1938.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 29 avril 1938, de nommer M. Albert Thibault commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Grand'Mère, dans le comté de Laviolette.

2279-o

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 27 avril 1938.

MM. David Fortin, Delphis Bouchard, (fils Ed.), et Toussaint Girard, tous trois cultivateurs, Georges Gagnon, contremaître de voirie, Walter Simard, chauffeur-mécanicien, Joseph Fortin (Emile), menuisier-charpentier, et Charles Gauthier, forgeron, tous de la paroisse de Saint-Urbain: commissaires pour tenir la Cour des commissaires de Saint-Urbain, comté de Charlevoix, district de Saguenay.

2293-o

Appointments

No. 728-El.

Quebec, May 3, 1938.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order-in-Council dated April 29, 1938, to appoint Mr. Albert Thibault, school commissioner for the school municipality of Grand'Mère, in the county of Laviolette.

2280

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, April 27, 1938.

Messrs. David Fortin, Delphis Bouchard, (son of Ed.), and Toussaint Girard, all three farmers, Georges Gagnon, foreman in the Roads Department, Walter Simard, Chauffeur-mechanic, Joseph Fortin (Emile), joiner-carpenter, and Charles Gauthier, blacksmith, all of the parish of Saint-Urbain: commissioners to hold the Commissioners Court of Saint-Urbain, county of Charlevoix, district of Saguenay.

2294

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal No E.-172192. Cour Supérieure. J.-B. Broue, demandeur; vs Harry et Beatrice Broue, défendeurs, et A. Terrault, mis-en-cause.

AVIS

Avis est donné, qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant dans les cité et district de Montréal, le 28 avril 1938, dans une cause dans laquelle Jean-Baptiste Broue, agent des cité et district de Montréal est demandeur, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:—

"Un lot de terre situé sur la rue Lepailler, dans ladite cité de Montréal, connu et désignée sous le numéro quarante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix (390-48) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe avec les bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 1464, 1466 et 1468 de ladite rue Lepailler, avec toutes les servitudes attachées audit lot de terre, ainsi que tous les loyers échus au jour de la vente;"

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier

Sales by licitation

Province of Quebec, District of Montreal No. E.-172192. Superior Court. J. B. Broue, Plaintiff; vs Harry & Beatrice Broue, defendants, & A. Terrault, *Mis-en-cause*.

NOTICE

Notice is hereby given that, in virtue of a judgment rendered in the Superior Court of Montreal in the said district of Montreal, on the twenty-eight day of April 1938, in a case wherein Jean-Baptiste Broue, agent of the city and district of Montreal is plaintiff, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows:—

"A certain emplacement fronting on Lepailler street, in the city and district of Montreal, known and designated as lot number forty-eight (48) of the official subdivision of the originary lot number three hundred and ninety (390-48) on the official plan and book of reference of the Parish of Longue-Pointe, with the buildings thereon erected and bearing the civic numbers 1464, 1466 and 1468 of the said Lepailler street, and with all the servitudes attached to the said lot of land, and also with all the rent due at the date of the sale."

The hereinabove described immoveable shall be put up to auction and adjudged to the highest

enchérisseur, MERCREDI le HUITIEME jour de JUIN 1938, à DIX heures et DEMIE du matin, à la Chambre No 31 Palais de justice, ou dans toute autre chambre désignée par le juge, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Un dépôt de \$600.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 3 mai 1938.

Les procureurs du demandeur,
2259—18-2-o HETU & ROBERT.

and last bidder on WEDNESDAY, the EIGHTH day of JUNE 1938, at HALF PAST TEN in the morning, in Room 31, at the Court House, in the City of Montreal, or in any other room that the judge may suggest, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Superior Court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Superior Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions with the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of \$600.00 for the immovable shall be required from the purchaser.

Montreal, May the 3rd, 1938.

HETU & ROBERT,
2260—18-2-o Attorneys for Plaintiff.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

ABITIBI

SHERIFFS' SALES

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi
No 4849 } LA COMMISSION DU PRET
} AGRICOLE CANADIEN,
corporation existant en vertu d'une loi fédérale et ayant, en vertu de cette loi, son siège social pour la province de Québec, en la cité de Québec, demanderesse; vs PHILIAS BERNIER, de Belcourt, P.Q., défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, les lots de terre portant les Nos six (6) sept (7) et neuf (9) du rang No neuf (9) du cadastre officiel pour le canton de Senneterre, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Belcourt, MERCREDI le VINGT-CINQUIEME jour de MAI 1938, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU,
Amos, le 11 avril 1938. 1733-15-2-o
[Première publication, 16 avril 1938]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Abitibi
No. 4849 } THE CANADIAN FARM LOAN
} BOARD, a corporation exist-
ing under a Federal Act and having, in virtue of the said Act, its head office for the Province of Quebec, in the city of Quebec, plaintiff; vs PHILIAS BERNIER, of Belcourt, P.Q., defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, the lots of land bearing Nos. six (6) seven (7) and nine (9) of range No. nine (9) of the official cadastre for the township of Senneterre—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Belcourt, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH day of MAY, 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BOURBEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, April 11, 1938. 1734-15-2
[First publication, April 16th 1938]

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.
No 4893. } LA COMMISSION DU
} PRET AGRICOLE
CANADIEN, corps politique et incorporé par une loi du parlement du Canada, et dont le bureau principal pour la Province de Québec, est dans la cité de Québec, demanderesse; vs JEAN HACHÉ, de Dupuy, comté d'Abitibi, défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur les lots de terre portant les Nos cinquante-neuf (59) et soixante (60) du rang No huit (8) du cadastre officiel pour le canton La Reine—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de

Superior Court.—District of Abitibi.
No. 4893. } THE CANADIAN FARM
} LOAN BOARD, a body
politic and corporate duly incorporated by an Act of the Parliament of Canada, and having its head office for the Province of Quebec, in the City of Quebec, Plaintiff; vs JEAN HACHE, of Dupuy, County of Abitibi, defendant, to wit:

As belonging to the said defendant the lots of land bearing Numbers fifty nine (59) and sixty (60) of range Number eight (8) of the official cadastre for the township of La Reine—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Dupuy, P.Q., on TUESDAY,

Dupuy, P.Q., MARDI, le DIX-SEPTIEME the SEVENTEENTH day of MAY, 1938, at
jour de MAI 1938, à DIX heures de l'avant- TEN o'clock in the forenoon.

Le shérif,
Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU.
Amos, le 12 avril 1938. 1901-15-2-o
[Première publication, le 16 avril 1938]

ANTONIO BOURBEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, April 12th., 1938. 1902-15-2
[First publication, April 16th., 1938]

Cour Supérieure.—District d'Abitibi
No 4312 } LA COMMISSION DU
PRET AGRICOLE CA-
NADIEN, corps politique et incorporé par une
loi du parlement du Canada, et dont le bureau
principal pour la province de Québec, est dans
la cité de Québec, demanderesse; vs DONAT
GERVAIS, de Dupuy, comté d'Abitibi, défen-
deur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur le lot
No cinquante-trois (53) du septième (7) rang du
cadastre officiel pour le canton de La Reine,
Abitibi, plus un terrain mesurant une demie (1/2)
acre de largeur sur une (1) acre et demie (1/2) de
profondeur à prendre sur le côté sud est du lot
cinquante-deux (52) du septième (7) rang du
cadastre officiel du canton de La Reine, borné
au nord et à l'ouest par la balance du dit lot,
à l'est par le No cinquante-trois (53) du septième
(7) rang, appartenant à Donat Gervais et au
sud par le chemin public, avec les bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances, seront
vendus à la porte de l'église paroissiale de
Dupuy, MERCREDI, le HUITIEME jour de
JUN 1938, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif ANTONIO BOURBEAU.
Amos, 3 mai 1938. 2283-18-2-o
[Première publication, 7 mai 1938]

Superior Court—District of Abitibi
No. 4312 } THE CANADIAN
FARM LOAN BOARD,
a body politic and corporate duly incorporated
by an Act of the Parliament of Canada, and
whereof the head office for the Province of
Quebec, is in the city of Quebec, Plaintiff; vs
DONAT GERVAIS, of Dupuy, county of Abiti-
bi, Defendant, to wit:

As belonging to the said defendant lot number
fifty-three (53) of the seventh (7) range of the
official cadastre for the township of La Reine,
Abitibi, with moreover a lot of land measuring
one half (1/2) acre in width by one (1) acre and
one half (1/2) in depth to be taken on the south-
east side of lot number fifty-two (52) of the
seventh (7) range of the official cadastre of the
township of La Reine, bounded on the north
and west by the residue of said lot, on the east
by number fifty three (53) of the seventh (7)
range, belonging to Donat Gervais and on the
south by the public road—with buildings thereon
erected, circumstances and dependencies, to be
sold at the parochial church door of Dupuy, on
WEDNESDAY the EIGHTH day of JUNE,
1938, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BOURBEAU,
Sheriff's Office, Sheriff
Amos, May 3, 1938. 2284-18-2
[First publication, May 7th, 1938]

JOLIETTE

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } FELIX GUINDON,
District d'Iberville, } cultivateur, de la
No 3916. } paroisse de Saint-Ber-
nard-de-Lacolle, dans le district d'Iberville,
demandeur; contre HENRI VENNE, fils, de la
paroisse de Saint-Charles-de-Lachenaie, dans le
district de Joliette, défendeur.

Une terre portant le numéro deux cent vingt-
deux (No 222) du cadastre de la paroisse de
Lachenaie—avec les bâtisses et constructions
sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Charles de Lachenaie, le DIX-
HUITIEME jour de MAI 1938, à DIX heures
de la matinée.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. SYLVESTRE.
Joliette, le 13 avril 1938. 1895-15-2-o
[Première publication le 16 avril 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } EUGENE MOUS-
District de Joliette, } SEAU, contrac-
No 2766. } teur, de la cité et du
district de Joliette, demandeur; contre DAMIEN
RIVEST, du même lieu, défendeur.

Une terre connue et désignée comme étant les
numéros trois cent vingt-quatre et trois cent vingt-
cinq (Nos 324 et 325) aux plan et livre de renvoi
officiels du cadastre de la paroisse de Ste-Mélanie

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } FELIX GUINDON,
District of Iberville, } farmer, of the
No. 3916. } parish of Saint Bernard
de Lacolle, in the district of Iberville, plaintiff;
against HENRI VENNE, jr, of the parish of
Saint Charles de Lachenaie, in the district of
Joliette, defendant.

A farm bearing number two hundred and
twenty two (No. 222) of the cadastre for the
parish of Lachenaie—with the buildings and
construction thereon erected.

To be sold at the church door of the parish
of Saint Charles de Lachenaie, on the EIGH-
TEENTH day of MAY, 1938, at TEN o'clock
in the forenoon.

JOS. SYLVESTRE,
Sheriff's Office, Sheriff
Joliette, April 13th, 1938. 1896-15-2
[First publication, April 16th., 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } EUGENE MOUS-
District of Joliette, } SEAU, contract-
No. 2766. } or, of the city and
district of Joliette, Plaintiff; against DAMIEN
RIVEST, of the same place, defendant.

A farm known and designated as being num-
bers three hundred and twenty four and three
hundred and twenty-five (Nos. 324 and 325) on
the official cadastral plan and book of reference

avec les bâtisses y érigées; à distraire un morceau des susdits lots comprenant toute la largeur desdits lots sur une profondeur de 192 pieds à partir du lac, mesure anglaise, et ainsi borné: d'un bout au lac Soulières, à l'autre bout au reste desdits lots, d'un côté par le terrain appartenant à R. L. Guilbault, de l'autre côté, par le terrain appartenant à un nommé Gagnon.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Mélanie, le DIX-SEPTIEME jour de MAI 1938, à DIX heures de la matinée.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. SYLVESTRE, Sheriff's Office,
Joliette, 29 mars 1938. 1897-15-2-o Joliette, March 29th., 1938. 1898-15-2
[Première publication, le 16 avril 1938]

of the parish of Ste-Mélanie—with the buildings thereon erected; to be deducted a portion of the aforesaid lots comprising all the width of the said lots by a depth of 192 feet starting from the lake, English measure, and bounded as follows: at one end by Lake Soulières, at the other end by the residue of the said lots, on one side by the land belonging to R. L. Guilbault, on the other side, by the land belonging to a party named Gagnon.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Mélanie, on the SEVENTEENTH day of MAY, 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. SYLVESTRE, Sheriff.
Sheriff's Office,
Joliette, March 29th., 1938. 1898-15-2
[First publication, April 16th., 1938]

* KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure

Province de Québec } JOSEPH GUAY,
District de Kamouraska } Cultivateur de la
Rivière-du-Loup, à savoir: } paroisse de St-
No 14518 } Epiphane, deman-
deur; contre RAOUL GUAY, de la paroisse de
Notre-Dame du Portage, défendeur, district de
Kamouraska.

1. Une terre, située en la paroisse de Notre-Dame du Portage, contenant quatre arpents de front par quarante arpents de profondeur, plus ou moins, bornée au Nord au Fleuve St-Laurent, au sud aux terres de St-Alexandre, à l'ouest à Gabriel Saindon et à l'est à Joseph Gagnon, laquelle terre est connue sous les numéros cinquante-neuf et soixante (59 et 60) au cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame du Portage, dans le comté de Kamouraska, avec ensemble les bâtisses en général dessus construites."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Portage, comté de Kamouraska, district de Kamouraska, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour de mai, 1938, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, E. A. DOUCET, Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, 12 avril, 1938. 1899-15-2-o Rivière-du-Loup, April 12, 1938. 1900-15-2
[Première publication, le 16 avril 1938]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } GASTON LAVIGNE
No D-171034 } (en fidéicommiss), deman-
deur; vs DAME JENNIE JOHNSTON,
veuve de feu Robert Bennet et al, es-nom et es-qual, défendeurs.

1. Un emplacement ayant front sur la rue Canning en la cité de Montréal, et composé des lots Nos 1103 et 1104 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne, avec bâtisses dessus érigées portant les Nos 375 à 391 de la dite rue Canning.

2. Un emplacement ayant front sur la rue St-Antoine, en la cité de Montréal, mesurant 22 pieds de front, mesure anglaise ou plus ou moins, et composé de:

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court

Province of Quebec, } JOSEPH GUAY
District of Kamouraska } farmer, of the par-
Rivière-du-Loup, to wit: } ish of St. Epiphane,
No. 14518 } plaintiff; against
RAOUL GUAY, of the parish of Notre-Dame du
Portage, district of Kamouraska, defendant.

1. A farm, situate in the parish of Notre-Dame du Portage, measuring four arpents in front by forty arpents in depth, more or less, bounded on the north by the River St. Lawrence, on the south by the lands of St-Alexandre, on the west by Gabriel Saindon and on the east by Joseph Gagnon, the said farm is known under numbers fifty-nine and sixty (59 and 60) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame du Portage, in the county of Kamouraska, together with the buildings in general thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame du Portage, county of Kamouraska, district of Kamouraska, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of MAY, 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

E. A. DOUCET, Sheriff.
Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, April 12, 1938. 1900-15-2
[First Publication, April 16, 1938]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } GASTON LAVIGNE (In
No. D-171034 } trust) plaintiff; vs DAME
JENNIE JOHNSTON, widow of the late
Robert Bennet et al, es-nom and es-qual, defend-
ants.

1. An emplacement fronting on Canning street, in the city of Montreal, and composed of lots Nos. 1103 and 1104 of the official plan and book of reference for St. Ann's ward—with the buildings thereon erected, bearing Nos. 375 to 391 of said Canning street.

2. An emplacement fronting on St. Antoine street, in the city of Montreal, measuring 22 feet in front, English measure or more or less, and composed of:

a) La partie nord-est du lot numéro neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro seize cent trente-six (1636 N.E. partie 9) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, mesurant ladite partie de lot deux pieds de front, mesure anglaise, par toute la profondeur du dit lot et étant bornée en front au sud-est par la dite rue St-Antoine, à l'arrière au nord-ouest par une ruelle, sur le côté sud-ouest par la plus grande partie sud-ouest ou résidu du dit lot No 9 de la subdivision officielle du lot originaire No 1636, et sur le côté nord-est par cette partie du lot No 10 ci-après décrite:

b) La plus grande partie sud-ouest du lot No 10 de la subdivision officielle du lot originaire numéro seize cent trente-six (1636-S.O. Partie 10) aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier St-Antoine, mesurant ladite partie de lot vingt pieds de front, mesure anglaise ou plus ou moins, par toute la profondeur du dit lot, et étant bornée en front au sud-est par la dite rue St-Antoine, à l'arrière au nord-ouest par une ruelle, au côté sud-ouest par cette partie du dit lot No 9 ci-dessus décrite, et au côté nord-est par la partie nord-est ou résidu du dit lot No 10;

Le tout avec bâtisses dessus construites comprenant cette bâtisse portant les numéros civiques 1973 et 1975 de ladite rue St-Antoine, dont les murs de chaque côté sont mitoyens avec les propriétés avoisinantes, et avec droit d'usage en commun avec les autres y ayant droit dans la ruelle située à l'arrière du dit établissement.

Pour être vendus, à mon bureau en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,100. quant au premier paragraphe et de \$600. quant au deuxième paragraphe sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Décary, daté le 8 avril 1938.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 12 avril, 1938. 1637-15-2-o
[Première publication, 2 avril 1938 est nulle]

a) The northeast part of lot number nine of the official subdivision of original lot number sixteen hundred and thirty six (1636 N.E. Part 9) of the official plan and book of reference for St. Antoine ward, measuring the said part of lot two feet in front, English measure, by all the depth of the said lot and being bounded in front, on the southeast, by the said St. Antoine street, in rear, on the northwest, by a lane, on the southwest side by the greater southwestern part or residue of said lot No. 9 of the official subdivision of original lot No. 1636, and on the northeast side by that part of lot No. 10 hereinafter described.

b) The greater southwestern part of lot No. 10 of the official subdivision of original lot number sixteen hundred and thirty six (1636-S.W. Part 10) of the official plan and book of reference for said St. Antoine ward, measuring the said part of lot twenty feet in front, English measure or more or less, by the whole depth of the said lot, and being bounded in front on the southeast by said St. Antoine street, in rear on the northwest by a lane, on the southwest side by that part of said lot No. 9 hereinabove described, and on the northeast side by the northeast part or residue of said lot No. 10.

The whole with buildings thereon erected comprising that building bearing civic numbers 1973 and 1975 of said St. Antoine street, whereof the walls of each side are *mitoyens* with the adjoining properties, and with right of use, in common with others having a right thereto, in the lane situate in rear of the said premises.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,100. as to the first paragraph and of \$600. as to the second paragraph, shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Décary, dated April 8th, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 12th, 1938. 1638-15-2
[First publication, April 2nd, 1938 is null.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { MONTREAL TRUST
F-167739 { COMPANY, deman-
deresse; vs DELLE VERONICA McILHONE
et al., défendeurs, et ERNEST W. MOCKRID-
GE, curateur au délaissement.

Comme appartenant aux défendeurs mais entre les mains du curateur au délaissement.

1. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Plateau, en la cité de Montréal, comprenant:

(a) la partie du lot numéro deux cent soixante-treize (273) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Laurent, de la dite cité de Montréal, mesurant vingt-quatre (24) pieds en largeur, en front, sur la dite rue Plateau, et en arrière par toute la profondeur contenue entre la dite rue Plateau et la partie du dit lot acquis par Alcide Charest, par acte de vente passé par devant J.-A. Bordeau, notaire, le dix-septième jour de septembre, mil neuf cent onze et enregistré au Bureau d'enregistrement pour la division alors existante de Montréal-est, sous le numéro 69932, la dite partie étant bornée en front par la dite rue Plateau, en arrière par la dite partie acquise par Alcide Charest, d'un côté au nord-est par le lot numéro deux cent soixante-douze (272) aux plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { MONTREAL TRUST
F-167739 { COMPANY, plaintiff;
vs DELLE VERONICA McILHONE et al.,
defendants and ERNEST W. MOCKRIDGE,
curator to the surrender.

As belonging to the defendants but in the hands of the Curator to the surrender:

1. "That certain emplacement fronting on Plateau Street in the City of Montreal, comprising:

(a) part of Lot Number Two hundred and Seventy-three (273) on the Official Plan and Book of Reference of the St. Lawrence Ward of the said City of Montreal, measuring Twenty-four (24) feet in width in front on said Plateau Street, and in rear by the whole of the depth contained between said Plateau Street and the portion of said lot acquired by Alcide Charest by Deed of Sale passed before J. A. Bordeau, Notary, on the Seventeenth day of September, One thousand nine hundred and eleven and registered in the Registry Office for the then Registration Division of Montreal East under the Number 69932, said part being bounded in front by said Plateau Street, in rear by said portion acquired by Alcide Charest, on one side to the North East by Lot Number Two hundred

côté au sud-ouest par le lot numéro deux cent soixante-quatorze (274) aux dits plan et livre de renvoi officiels.

(b) le dit lot numéro deux cent soixante-douze (272) aux dits plan et livre de renvoi officiels; le dit emplacement avec ensemble les édifices sus-érigés et avec tous les droits, membres et dépendances y appartenant.

Pour être vendu "en bloc".

2. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Plateau, en la cité de Montréal, contenant vingt-quatre (24) pieds en largeur par quatre-vingts (80) pieds en profondeur et connu comme étant le lot numéro deux cent soixante-quatorze (274) aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier St-Laurent, avec les édifices sus-érigés et avec tous droits, membres et dépendances y appartenant y compris le droit de passage dans la ruelle commune en arrière du dit emplacement, en-commun avec les autres y ayant droit.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de MAI, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1,800.00 quant au paragraphe 1 et de \$1,300.00 quant au paragraphe 2 seront exigés de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. juge Décary, en date du 12 avril 1938.

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 12 avril 1938. 1903-15-2
[Première publication, 16 avril 1938]

Le shérif,

and seventy-two (272) on the said Official Plan and Book of Reference and on the other side to the South West by lot Number Two hundred and Seventy-four (274) on the said Official Plan and Book of Reference.

(b) the said Lot Number Two hundred and Seventy-two (272) on the said Official Plan and Book of Reference; the said emplacement together with the buildings thereon erected and with all rights, members and appurtenances thereto belonging.

To be sold as a whole "en bloc".

2. That certain emplacement fronting on Plateau Street in the City of Montreal, containing Twenty-four (24) feet in width by Eighty (80) feet in depth and known as Lot Number Two hundred and seventy-four (274) on the Official Plan and Book of Reference of the St. Lawrence Ward, with the buildings thereon erected, and with all rights, members and appurtenances thereto belonging including the right of passage in the common lane at the rear thereof in common with others having rights therein."

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the NINETEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,800.00 as to paragraph 1 and of \$1,300.00 as to paragraph 2 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Decary, dated April 12th, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 12th, 1938. 1904-15-2-o
[First publication, April 16th, 1938]

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, April 12th, 1938. 1904-15-2-o

[First publication, April 16th, 1938]

PONTIAC

Cour Supérieure.—District de Pontiac
Canada, }
Province de Québec, } DAME MARY KIL-
No 4497 } BRIGHT, veuve de
Hugh O'Reilly, en, son
vivant cultivateur du canton de North Onslow,
district de Pontiac, et CATHERINE O'REIL-
LY, épouse commune en biens de Narcisse Guer-
tin, cultivateur du canton de North Onslow, dis-
trict de Pontiac; et NARCISSE GUERTIN, cul-
tivateur, tant personnellement que pour autoriser
son épouse aux fins des présentes, de North On-
slow, district de Pontiac, étaient les demandeurs;
vs ARTHUR NOEL et EARL NOEL, autrefois
tous deux de la ville d'Eastview, province d'Onta-
rio, mais maintenant de la cité de Hull, district
de Hull, défendeurs.

Certains lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du canton de North Onslow, district de Pontiac, comme étant les lots numéros 16-A, 16-B, et 128 acres nord du lot 17, rang 12, dans le dit canton, la dite partie nord du lot 17 étant cette partie à l'ouest du ruisseau moins la partie vendue à Jules Beaudoin et les édifices sus-érigés.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement pour le comté de Pontiac, dans le village de Campbell's Bay, province de Québec, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour de MAI 1938, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, CHARLES BELEC.
Campbell's Bay, le 12 avril 1938. 1909-15-2
[Première publication, 16 avril 1938]

Le shérif,

PONTIAC

Superior Court.—District of Pontiac
Canada, }
Province of Quebec, } DAME MARY KIL-
No. 4497 } BRIGHT, widow of
Hugh O'Reilly, in his
lifetime farmer of the Township of North Onslow,
district of Pontiac, and CATHERINE O'REIL-
LY, wife common as to property of Narcisse
Guertin, farmer of the Township of North On-
slow, district of Pontiac, and NARCISSE
GUERTIN, farmer, both personally and to
authorize his wife for the purposes hereof, of
North Onslow, district of Pontiac, were the
Plaintiffs; vs ARTHUR NOEL and EARL
NOEL, heretofore both of the Town of Eastview,
Province of Ontario, but now of the City of
Hull, district of Hull, Defendants.

"Certain lots known and designated in the official plan and book of references of the township of North Onslow, district of Pontiac, as being lots numbers 16-A, 16-B, and north 128 acres of lot 17 Range 12, in said township, said north part of lot 17 being that part west of the creek less the portion sold to Jules Beaudoin and the buildings thereon erected."

To be sold at the Registrar's Office for the County of Pontiac, in the Village of Campbell's Bay, Province of Quebec, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of MAY, 1938, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES BELEC,
Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, April 12th, 1938. 1910-15-2
[First publication, April 16th, 1938]

QUÉBEC

QUEBEC

FIERI FACIAS

Cour Supérieure.

Canada, Province of Quebec, District of Québec No 36280, } EDMOND LAFOND, cultivateur, ci-devant domicilié en la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, mais actuellement domicilié en la paroisse de Gentilly, comté de Nicolet; contre OCTAVE GRIMARD, cultivateur, domicilié dans la paroisse de Saint-Jacques de Parisville, district de Québec.

1. Le lot No 531 (cinq cent trente et un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière, étant une terre située en la concession Sainte-Philomène (La Déchirures), maintenant de la paroisse de Saint-Jacques de Parisville, contenant 70 arpents et trois quarts en superficie, mesures cadastrales, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 532 (cinq cent trente-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière, étant une terre située en la concession Sainte-Philomène (La Déchirures) maintenant de la paroisse de Saint-Jacques de Parisville, contenant 65 arpents et 40 perches en superficie, mesure du cadastre, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire une petite lisière de terrain situé en bordure de la rivière aux Ormes, au nord de cette dernière, ayant une largeur d'environ 50 pieds, à partir d'environ deux ou trois pieds en arrière d'un petit chalet à venir en pointe avec ladite rivière jusqu'à la route publique où le terrain a environ 10 pieds de largeur, le tout plus ou moins et sans garantie de mesure précise.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jacques de Parisville, Comté de Lotbinière, le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin, (heure solaire).

Bureau du shérif, Québec, ce 20 avril, 1938. [Première publication, le 23 avril, 1938] Deuxième publication, le 7 mai 1938.]

Le shérif,
L. LAPIERRE.
1999-16-2-o

FIERI FACIAS

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Québec No. 36280, } EDMOND LAFOND, farmer, heretofore domiciled in the parish of Saint Pierre les Becquets, but actually domiciled in the parish of Gentilly, county of Nicolet; against OCTAVE GRIMARD, farmer, domiciled in the parish of Saint Jacques de Parisville, district of Québec.

1. Lot No. 531 (five hundred and thirty-one) of the official cadastre for the parish of Saint Jean Deschaillons, county of Lotbinière, being a farm situate in the Sainte Philomène (La Déchirures) Concession, now of the parish of Saint Jacques de Parisville, containing 70 arpents and three quarters in area, cadastral measurement—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 532 (five hundred and thirty-two) of the official cadastre for the parish of Saint-Jean-Deschaillons, county of Lotbinière, being a farm situate in the Sainte Philomène (La Déchirures) Concession, now of the parish of Saint Jacques de Parisville, containing 65 arpents and 40 perches in area, cadastral measurement—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted a small strip of land bordering on the River "Aux Ormes", north of the said river, having a width of about 50 feet, starting at about two or three feet in rear of a small cottage and coming to a point at the said river up to the public highway where the land measures 10 feet in width, the whole more or less and without warranty of exact measurement.

To be sold at the parochial church door of Saint Jacques de Parisville, county of Lotbinière, on the TWENTY-SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

Sheriff's Office, Québec, April 20, 1938. [First publication, April 23, 1938.] [Second publication, May 7, 1938]

L. LAPIERRE,
Sheriff.
2000-16-2

RICHELIEU

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Province of Québec, No 9255, } DAME ANTOINETTE CHAMPAGNE, de la cité de Sorel, district de Richelieu, épouse d'Arthur Duquette, ingénieur, du même lieu, DAME DÉLINA DEBLOIS, de la ville de Brockton, état du Massachusetts, l'un des États-Unis d'Amérique, épouse d'Alphonse Lavigne, chauffeur, du même lieu, DAME ELIZABETH DEBLOIS, de la ville d'Eastondale, dit état du Massachusetts, épouse d'Alfred Lupien, ouvrier, du même lieu, et DAME EVA DEBLOIS, de la dite ville de Brockton, épouse judiciairement divorcée d'Alfred-E. Nelson, et les dits ARTHUR DUQUETTE, ALPHONSE LAVIGNE et ALFRED LUPIEN personnellement en autant que besoin est pour autoriser leurs dites épouses, aux fins des présentes, demandeurs; vs DAME MARIE-ROSA CARON, de la cité de Sorel, dis-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Province of Québec, No. 9255. } DAME ANTOINETTE CHAMPAGNE, of the city of Sorel, district of Richelieu, wife of Arthur Duquette, engineer, of the same place, DAME DELINA DEBLOIS, of the town of Brockton, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, wife of Alphonse Lavigne, chauffeur, of the same place, DAME ELIZABETH DEBLOIS, of the town of Eastondale, in the said State of Massachusetts, wife of Alfred Lupien, workman, of the same place, and DAME EVA DEBOIS, of the said town of Brockton, legally divorced wife of Alfred E. Nelson, and the said ARTHUR DUQUETTE, ALPHONSE LAVIGNE and ALFRED LUPIEN personally in so far as is needed and to authorize their said wives, for the purposes hereof, plaintiffs; vs DAME MARIE-ROSA CARON, of the

triet de Richelieu, épouse séparée de biens de Charles Thibault, mécanicien, du même lieu et le dit CHARLES THIBAUT pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs.

city of Sorel, district of Richelieu, wife separate as to property of Charles Thibault, mechanic, of the same place and the said CHARLES THIBAUT, to authorize his wife for the purposes hereof, defendants.

1. Un terrain situé en la cité de Sorel connu comme faisant partie du lot de terre numéro cinq cent quarante-neuf (Ptie No 549), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de la contenance de trente-sept pieds de front sur la rue Augusta, sur la profondeur du dit lot, à distraire d'icelui cependant les trente-trois pieds appartenant à M. Paul Mongeau, sur laquelle largeur de trente-sept pieds quatre pieds ont été originellement pris de côté est du dit lot pour faire un passage mitoyen avec Albert Thibodeau, fils, l'un des auteurs du dit Paul Mongeau, lequel dit terrain se trouve en conséquence, ainsi borné en front, par la rue Augusta, en profondeur, par les trente-trois pieds du dit lot No 549 du dit Paul Mongeau; d'un côté vers l'est par le dit passage mitoyen; de l'autre côté, vers l'ouest, par partie du dit lot No 548 d'Albert Thibodeau, père, et autre partie du même lot No 548—avec toutes les constructions dessus érigées;

1. A lot of land situate in the city of Sorel known as forming part of the lot of land number five hundred and forty nine (Pt. No. 549), of the official cadastre for the town of Sorel, measuring thirty seven feet in front on Augusta Street, by the depth of the said lot, to be deducted therefrom however, the thirty three feet belonging to Mr. Paul Mongeau, on the said width of thirty seven feet, four feet were originally taken from the East side of the said lot to make a *mitoyen passage* with Albert Thibodeau, Jr., one of the "auteurs" of the said Paul Mongeau, the said lot of land being consequently bounded: in front, by Augusta street, in depth by the thirty three feet of said lot No. 549 of the said Paul Mongeau; on one side to the East by the said *mitoyen passage*; on the other side, to the West, by a part of the said lot No. 548 of Albert Thibodeau, Sr., and another part of the same lot No. 548—with all the buildings thereon erected.

2. Un autre terrain situé en la dite cité de Sorel, de forme irrégulière, connu comme faisant partie du lot de terre numéro cinq cent quarante-huit (Ptie No 548) du dit cadastre et renfermé dans les limites suivantes:—d'un bout vers le nord, à partie du dit lot No 548 d'Albert Thibodeau, père; à l'autre bout, vers le sud, au lot No 562; d'un côté, vers l'est, à partie du dit lot No 549 ci-dessus décrite et par partie du même lot du dit Paul Mongeau; d'autre côté, vers l'ouest, partie au No 457 de Pierre Cardin ou représentants et partie au No 546 de demoiselle Provost—avec toutes les constructions dessus érigées.

2. Another lot of land situate in the said city of Sorel, of irregular figure, known as forming part of the lot of land number five hundred and forty eight (Pt. No. 548) of the said cadastre and enclosed within the following limits:—at one end towards the North, by a part of said lot No. 548 of Albert Thibodeau, Sr.; at the other end, towards the South, by lot No. 562; on one side, towards the East, by part of said lot No 549 hereinabove described and by part of the same lot belonging to the said Paul Mongeau; on the other side, towards the West, partly by No. 457 of Pierre Cardin or representatives and partly by No. 546 of Miss Provost—with all the buildings thereon erected.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Sorel, le HUITIEME jour du mois de JUIN prochain, à ONZE heures du matin, (heure avancée).

To be sold at my office, in the city of Sorel, on the EIGHTH day of the month of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (Daylight Saving Time).

Bureau du shérif,
Sorel, le 4 mai, 1938.
[Première publication, le 7 mai 1938]

Sheriff's Office,
Sorel, May 4th, 1938.
[First publication, mai 7th., 1938]

RIMOUSKI

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Magistrat

District de Rimouski, { L'HONORABLE AU-
No 7320 { GUSTE TESSIER
et al, es-qualités vs JOSEPH LEVESQUE
savoir:

Les lots Nos cinq-cent-trente et cinq-cent-trente-et-un au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flavie.

Pour être vendus à la porte de l'église du village de Mont Joli, le DIX-SEPT MAI prochain, 1938, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif,
Rimouski, 12 avril, 1938.
[Première publication, 16 avril 1938].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Magistrate's Court

District of Rimouski, { THE HONORABLE
No. 7320 { AUGUSTE TES-
SIER et al, es-qualités, vs JOSEPH LEVESQUE
to wit:

Lots numbers five hundred and thirty and five hundred and thirty one of the official cadastre for the parish of Ste-Flavie.

To be sold at the church door of the village of Mont Joli, on the SEVENTEENTH of MAY next, 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office,
Rimouski, April 12, 1938.
[First publication, April 16th, 1938].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure

District de Rimouski, { OCTAVE MASSÉ; vs
No 5997 { ALEXIS alias
ALEX DESROSIERS, savoir:

Partie du lot deux cent huit au cadastre officiel

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court

District of Rimouski, { OCTAVE MASSÉ; vs
No. 5997 { ALEXIS alias
ALEX DESROSIERS, to wit:

Part of lot two hundred and eight, on the

de la paroisse de l'Assomption de Notre Dame, de 50 pieds de front sur la profondeur, borné au nord au fleuve St-Laurent, au sud au chemin du Roi, à l'ouest à Amable St-Laurent et à l'est à Léon Otis, avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de Baie des Sables, le SEPT JUIN prochain, 1938, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Rimouski, 3 mai, 1938.
[Première publication, 7 mai 1938]

Le shérif,
CHS. D'ANJOU.
2287-18-2-o

official cadastre for the parish of l'Assomption de Notre Dame, measuring 50 feet in width by the depth, bounded on the north by the river St. Lawrence, on the south by the King's highway, on the west by Amable St. Laurent, and on the east by Léon Otis—with buildings.

To be sold at the church door of Baie des Sables, on the SEVENTH of JUNE next, 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Rimouski, May 3rd, 1938.
[First publication, May 7, 1938]

CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Roberval.

Canada,
Province de Québec, } PHILEAS BROCHU,
No 9228 } hôtelier de la cité
de Québec, demandeur;
vs WILLIAM TREMBLAY, industriel et culti-
vateur de la paroisse de Ste-Jeanne-d'Arc, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur:

"1. Toute cette partie du lot de terre connu et désigné sous le No trente et un (ptie No 31) du sixième rang au plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dolbeau, mesurant environ soixante acres en superficie et borné originellement comme suit:—Au nord-ouest par la ligne entre le 6ème et le 7ème rang, au nord-est par le lot numéro 32, au sud-est par la ligne entre le cinquième et le sixième rang et la Rivière Petite Péribonka, et au sud-ouest par le lot No 30. Sauf à distraire du dit lot, les emplacements vendus à J.-Adélar Larouche, acte No 18574; Corporation Episcopale Catholique Romaine de Chicoutimi, actes Nos 18622 et 33648; Corporation Scolaire de Ste-Jeanne-d'Arc, acte No 24832; Joseph Dufour, actes Nos 29130 et 32626; Osias Côté, acte No 35793; Charles Larouche et Edmond Larouche, acte No 36355; Arthur Verrault, acte No 28566; Robert Lalancette, acte No 36675; La Fabrique de Ste-Jeanne-d'Arc, Acte No 33511 et le chemin public.

"2. Tout le lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-deux (No 32) du sixième rang au plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dolbeau, borné comme suit:—Au nord-ouest par la ligne entre le sixième et le septième rang, au nord-est par le lot No 33, au sud-est par la rivière Petite Péribonka et au sud-ouest par le lot No 31. Sauf à distraire du dit lot, la partie vendue à Ambroise Larouche *et al.*, acte No 18574; et le chemin public.

"3. Enfin toute cette partie du lot de terre connue et désignée sous le No vingt-neuf (Ptie No 29) du cinquième rang au plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dolbeau, mesurant environ deux acres, plus ou moins en superficie avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, le tout suivant jugement obtenu contre le demandeur Auguste Verrault dans la cause de ce dernier contre William Tremblay et enregistré sous le No 24165."

Pour être vendu séparément à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Jeanne-d'Arc, dans le district de Roberval, MARDI, le DIX-SEP-

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Roberval.

Canada,
Province of Québec, } PHILEAS BROCHU,
No. 9228. } hotelkeeper, of the
city of Québec, plaintiff;
vs WILLIAM TREMBLAY, industrialist and
farmer of the Parish of Sainte Jeanne D'Arc,
defendant.

As belonging to the said defendant:

1. All that part of the lot of land known and designated under number thirty one (Pt. No. 31) of the sixth range, on the official cadastral plan and book of reference of the Township of Dolbeau, measuring about sixty acres in area and bounded originally as follows: On the Northwest by the line between the 6th and 7th range, on the Northeast by lot number 32, on the Southeast by the line between the fifth, and sixth range and the Petite Péribonka River, and on the Southwest by lot No. 30. Save to be deducted from said lot, the emplacements sold to J. Adélar Larouche Deed No. 18574; The Roman Catholic Episcopal Corporation of Chicoutimi, Deeds Nos. 18622 and 33648; The School Corporation of Ste Jeanne D'Arc, Deed No. 24832; Joseph Dufour, Deeds Nos. 29130 and 32626; Osias Côté, Deed No. 35793; Charles Larouche and Edmond Larouche, Deed No. 36355; Arthur Verrault, Deed No. 28566; Robert Lalancette, Deed No. 36675; The Fabrique de Ste. Jeanne D'Arc, Deed No. 33511 and the Public Road.

2. All that lot of land known and designated under number thirty two (No. 32) of the sixth range on the official cadastral plan and book of reference of the Township of Dolbeau, bounded as follows: on the Northwest by the line between the sixth and seventh range, on the Northeast by lot No. 33, on the Southeast by the Petite Péribonka River and on the Southwest by lot No. 31. Save to be deducted from said lot, the part sold to Ambroise Larouche *et al.*, Deed No. 18574; and the Public Road.

3. Finally all that part of the lot of land known and designated under number twenty nine (Pt. No. 29) of the fifth range of the official cadastral plan and book of reference for the Township of Dolbeau, measuring about two acres, more or less in area—with the Buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the whole according to a judgment obtained against the plaintiff Auguste Verrault in the Case of the latter against William Tremblay and registered under No. 24165.

To be sold separately at the church door of the parish of Ste-Jeanne D'Arc, in the District of Roberval, on TUESDAY, the SEVEN-

TIEME jour de MAI (1938) à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Roberval, le 11 avril 1938.
[Première publication, le 16 avril 1938]

Le shérif,
JOS. HARVEY.

1913—15-2-o

TEENTH day of MAY, 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Roberval, April 11th., 1938.
[First publication, April 16th., 1938]

JOS. HARVEY,
Sheriff.

1914—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec,
District de Roberval,
No 9314 } DAME MARIE LA-
VOIE, de St-Gédéon,
veuve de feu Joseph
Laberge, cultivateur du
dit endroit, demanderesse; vs EUGENE GA-
GNON, fils Onésime, cultivateur de St-Gédéon,
tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur
aux enfants mineurs de son épouse décédée Dame
Hélène Tremblay, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur:—

1. Le lot de terre numéro vingt-neuf A (No 29-A) du cadastre officiel pour le quatrième rang du canton Signai, dans le comté du Lac St-Jean, avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

2. La partie sud du lot numéro vingt-neuf A (Ptie S. 29 A) du cadastre officiel pour le troisième Rang du dit canton Signai, comté du Lac St-Jean, avec aussi les bâtisses y érigées et dépendances; le dit lot borné comme suit: au nord, par la ligne du chemin de fer du C.N.R.; au sud par le Chemin des Rangs deux et trois; à l'ouest par la terre de Wilfrid Gagnon ou représentants et à l'est par la terre de Napoléon Duchesne ou représentants.

Les dits lots ci-dessus désignés pour être vendus en bloc, conformément à la loi, à la porte de l'église de la paroisse de St-Gédéon, dans le district de Roberval, MERCREDI, le HUITIEME jour du mois de JUIN (1938) à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Roberval le 3 mai 1938.
[Première publication, 7 mai 1938]

Le shérif,
JOS. HARVEY.

2289—18-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court

Canada,
Province of Quebec,
District of Roberval.
No. 9314 } DAME MARIE LA-
VOIE, of St. Gé-
dion, widow of the late
Joseph Laberge, farmer
of the said place, Plaintiff; vs EUGENE GA-
GNON, son of Onésime, farmer of St. Gédéon,
both personally and in his quality of tutor to the
minor children of his deceased wife Dame Hélène
Tremblay, Defendant.

As belonging to the said defendant:—

1. The lot of land number twenty-nine A (No. 29-A) of the official cadastre for the fourth range of the Township of Signai, in the county of Lake St. John, together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies;

2. The south part of lot number twenty nine A (S. Pt. 29-A) of the official cadastre for the third range of the said Township of Signai, county of Lake St. John, with also the buildings thereon erected and dependencies; the said lot bounded as follows: on the north, by the C.N.R. line; on the south by the second and third range road; on the West by the land of Wilfrid Gagnon or representatives and on the East by the land of Napoléon Duchesne or representatives.

The said lots hereinabove described to be sold "en bloc", according to law, at the church door of the parish of St. Gédéon in the district of Roberval, on WEDNESDAY the EIGHTH day of the month of JUNE (1938) at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Roberval, May 3, 1938.
[First publication, May 7, 1938]

JOS. HARVEY,
Sheriff.

2290—18-2

Arrêtés-en-Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 28 avril 1938 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 29 avril 1938.

Concernant la chasse aux grenouilles.

No. 568

L'honorable ministre des Mines et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 28 avril (1938), expose:—

QUE, d'après les renseignements qu'on lui a fournis, il se fait en certaines parties de la province un tel commerce de grenouilles que l'existence de ce batracien se trouverait menacée, au grand détriment de l'agriculture dont il est un des bons alliés.

Qu'il serait désirable de protéger la grenouille pendant la période d'accouplement, comme la chose se fait dans certaines provinces du Canada et certains États du pays voisin, afin d'assurer la permance d'un commerce rémunérateur;

EN CONSEQUENCE, vu le paragraphe 4a de l'article 48 du chapitre 86 des Statuts Refondus de Québec 1925, recommande qu'il soit défendu

Orders-in-Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated the 28th of April, 1938, approved by the Lieutenant-Governor the 29th of April, 1938.

Concerning the hunting of frogs.

No. 568

The Honourable Minister of Mines and Fisheries, in a memorandum dated the 28th of April, 1938, sets forth:—

THAT, according to information furnished him, in certain parts of the province a commerce of frogs is carried on and that the existence of this batrachian is menaced, to the detriment of agriculture to which it is a helpful ally.

THAT it is desirable to protect frogs during the mating season, as is done in certain Provinces of Canada and in certain States of our neighbouring country, so as to assure the permanency of a remunerative trade;

THEREFORE, in conformity with paragraph 4a of Article 48 of chapter 86 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, he recommends that it

à toute personne de tuer ou de capturer des grenouilles (*Rana catesbiana*) pour quelques fins que ce soit, si ce n'est du quinze juillet au premier septembre de chaque année. Toutefois dans les comtés de Saint-Jean et de Missisquoi, la chasse en sera complètement prohibée pour une période de deux années.

Certifié,

A. MORISSET,

2257-o Greffier du Conseil Exécutif.

be prohibited to kill or capture frogs (*Rana catesbiana*) for any purpose whatsoever, at any time other than from the fifteenth of July to the first of September of each year. However in the counties of Saint Jean and Missisquoi, the hunting of frogs will be totally prohibited for a period of two years.

Certified,

A. MORISSET,

2258 Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 27 avril 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 28 avril 1938.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated, April 27th 1938, approved by the Lieutenant-Governor on April 28th, 1938.

Concernant une convention collective de travail en rapport avec les employeurs et les artisans de Donnacona, section commerciale.

Concerning a collective labour agreement concerning the employers and the artisans of Donnacona, commercial section.

No 515

No. 515

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 27 avril (1938), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2, Geo. VI, Bill 19), "Le Syndicat des Employeurs et Artisans de Donnacona, Section commerciale" et "Le Syndicat des Employés de Donnacona, Section commerciale", lui ont conjointement présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated April 27th, (1938), sets forth:

Whereas, pursuant to the provision of Section 5 of the Collective Labour Agreements Act (1 Geo. VI, Chapter 49 amended by 2 Geo. VI, Bill 19), "Le Syndicat des Employeurs et Artisans de Donnacona, section commerciale" and "Le Syndicat des Employés de Donnacona, Section commerciale," have jointly presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

"Le Syndicat des Employeurs et Artisans de Donnacona, Section commerciale",

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat des Employeurs et Artisans de Donnacona, Section commerciale,"

ET, D'AUTRE PART:

"Le Syndicat des Employés de Donnacona, Section commerciale", soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des occupations visées:

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaires et à la durée du travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 de ladite Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

L'honorable Ministre du Travail recommande son acceptation, conformément aux dispositions de l'article 6 de ladite Loi avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes et tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 février 1938:

I. *Définitions*: Pour les fins de la présente convention, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a. Le mot "employeur" comprend et désigne toute personne de l'un ou de l'autre sexe, individu, firme, société ou corporation qui vend ou délivre toute marchandise qui ne doit pas être consommée sur place.

b. Le mot "employé" comprend et désigne toute personne de l'un ou de l'autre sexe, qui est à l'emploi d'un employeur tel que décrit au paragraphe "a" du présent article.

AND, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat des Employés de Donnacona, Section commerciale,"

be rendered obligatory for the employers and the employees of the concerned occupations;

Whereas the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour for the contemplated trades and within the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the provisions of Section 5 of the said Act have been duly followed concerning the publication of notices;

Whereas objections have been presented against the said request and that they have been submitted to the contracting parties for consideration;

The Honourable Minister of Labour recommends its approval, in conformity with the provisions of Section 6 of the said Act with however the new following provisions to be substituted to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* of the 19th of February 1938:

I. *Definitions*: For the purposes of the present agreement, the following terms shall have the hereinafter given definitions:

a. The word "employer," comprises and designates any person of either sex, individual, firm, society or corporation which sells or deliver any merchandise, not to be used on place.

b. The word "employee," comprises and designates any person of either sex, hired by an "employer" as designated in paragraph "a" of the present Section.

II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale de la présente convention comprend la ville de Donnacona et un rayon d'un mille de ses limites, sur la rive nord du fleuve St-Laurent.

III. *Horaire du travail*: a. Pour les salariés du sexe masculin, la durée hebdomadaire du travail sera de soixante (60) heures.

b. Pour les salariés du sexe féminin, la durée hebdomadaire du travail sera de cinquante-quatre (54) heures.

c. Le travail des employés se terminera, tous les jours de la semaine, à 6.00 p.m. (heure solaire).

d. Aucun travail ne pourra être imposé par l'employeur à un employé, après cette heure de fermeture quotidienne, par aucun motif de contrainte ou de sanction quelconque, sauf pour les cas prévus suivants:

i. Les vendredi et samedi de chaque semaine;

ii. La veille des jours fériés chômés et des fêtes d'obligation;

iii. Du 20 décembre au 31 décembre inclusivement, chaque année;

iv. Par consentement libre et volontaire de l'employé lui-même.

e. Les employeurs travaillant eux-mêmes, les artisans et les employés, ne travailleront pas:

i. Les fêtes d'obligation;

ii. Le jour de la St-Jean-Baptiste;

iii. Le jour de la fête du Travail;

iv. A 6.00 p.m. (heure solaire), les lundi, mardi, mercredi, jeudi, de chaque semaine, excepté si l'un de ces jours tombe la veille d'une fête d'obligation ou d'un jour férié chômé.

f. Les jours où les dits établissements seront légalement ouverts le soir, les employés ne pourront être forcés ou contraints de travailler après 11.00 p.m.

g. Les heures de travail supplémentaire hebdomadaires, à savoir: après "soixante heures" pour les salariés du sexe masculin et après "cinquante-quatre heures" pour les employés du sexe féminin, ne pourront être imposées sans le consentement libre et volontaire de l'employé et cela, sans aucune contrainte ni menace de sanction quelconque de la part de l'employeur.

h. Tout employé aura droit à une heure entière pour son repas du midi, laquelle heure devra être entièrement répartie entre 11.30 a.m. et 1.30 p.m.

i. Tout employé aura droit à une heure pour son repas du soir, laquelle heure devra être répartie entièrement entre 5.00 p.m. et 7.00 p.m. si le dit employé doit travailler dans la soirée.

j. Durant la période de l'année où l'heure légale d'été sera en force, pour les établissements qui adopteront cette heure légale d'été, les employés auront droit à une heure entière pour leur repas du soir, laquelle heure devra être répartie entièrement entre 4.30 p.m. et 6.30 p.m. (heure légale d'été).

k. Tout employé aura droit à une semaine de vacance prise en été, après un an de service, et à deux semaines, dont l'une au moins en été, après deux ans et plus de service.

IV. *Salaires*: a. Les taux minima de salaires suivants seront payés aux employés du sexe masculin:

	Par semaine
Débutants sans expérience.....	\$6.00
Après 6 mois d'expérience.....	7.00
Après 12 mois d'expérience.....	8.00
Après 18 mois d'expérience.....	9.00
Après 24 mois d'expérience.....	10.00
Après 30 mois d'expérience.....	11.00
Après 36 mois d'expérience.....	12.00

II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present agreement shall comprise the Town of Donnacona, and a radius of one mile from its limits on the North shore of the St. Lawrence River.

III. *Working hours*: a. The working week for male employees shall be of sixty (60) hours.

b. The working week for female employees shall be of fifty-four (54) hours.

c. The work shall finish every day at 6.00 p.m. (Standard time).

d. No work shall be required from an employer after this daily closing hour, by any means of constraint or sanction, except for the hereinafter cases.

i. On Friday and Saturday of each week;

ii. On the eve of non-working holidays and Holidays;

iii. From the 20th of December inclusively to the 31st of December inclusively of each year;

iv. When the employee gives his free and voluntary consent.

e. Employers working themselves, artisans and employees, shall not work:

i. On holidays;

ii. On the St. John Baptist Day;

iii. On Labour Day.

iv. At 6.00 p.m. (Standard time) on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday of each week, excepted if one of those days happens to be on the eve of a holiday or of a non-working day.

j. On the days where the said establishments are be legally opened during the evening, employees shall not be obliged to work after 11.00 p.m.

g. The weekly overtime, viz. after sixty hours for male employees and after fifty-four hours for female employees, shall not be required without the free and voluntary consent of the employee and that without any constraint or menace of sanction on the part of the employer.

h. Each employee shall be entitled to one complete hour for his noon meal which hour shall be placed between 11.30 a.m. and 1.30 p.m.

i. Each employee shall be entitled to one complete hour for his night meal, which hour shall be placed entirely between 5.00 p.m. and 7.00 p.m. if the said employee have to work in the evening.

j. During the period of the year, where the Eastern Daylight Saving Time is in effect, for the establishments accepting this legal Summer time, the employees shall be entitled to one complete hour for their night meal which hour shall be entirely between 4.30 p.m. and 6.30 p.m. (E.D.S.T.).

k. Each employee shall be entitled to a one-week vacation taken during Summer after one year of service, and to a two-week vacation one of which to be taken during Summer, after two years or more of service.

IV. *Wages*. a. The following minimum rates of wages shall be paid to male employees:

	Per week
Beginners without experience.....	\$ 6.00
After 6 months of experience.....	7.00
After 12 months of experience.....	8.00
After 18 months of experience.....	9.00
After 24 months of experience.....	10.00
After 30 months of experience.....	11.00
After 36 months of experience.....	12.00

b. Les taux minima de salaires suivants seront payés aux employés du sexe féminin:

	<i>Par semaine</i>
Débutantes sans expérience.....	\$6.00
Après 6 mois d'expérience.....	6.50
Après 12 mois d'expérience.....	7.00
Après 18 mois d'expérience.....	7.50
Après 24 mois d'expérience.....	8.00

c. Tout travail supplémentaire à 60 heures pour les employés du sexe masculin et à 54 heures pour les employés du sexe féminin, sera rémunéré à raison de salaire et demi, basé sur le taux horaire de leur salaire d'employés à tant de mois d'expérience.

d. Toute déduction est interdite aux employeurs, sur le salaire hebdomadaire fixé pour les employés, si ces derniers ne sont nullement responsables d'avoir travaillé dans la semaine moins de 60 heures pour les employés du sexe masculin et moins de 54 heures pour les employés du sexe féminin.

e. L'employeur se réserve le droit de payer à sa discrétion, une semaine de vacance à ses employés.

V. Ce décret n'affecte en rien le salaire des employés, si le premier janvier 1938, ce salaire était plus élevé que l'échelle de salaire mentionnée à l'article IV.

VI. a. Les employeurs reconnaissent les années d'expérience actuelle de leurs employés et fixent, lors de la mise en force du présent décret leur salaire hebdomadaire d'après l'expérience déjà acquise de leurs employés.

b. Les années d'expérience d'un employé sont reconnues par l'employeur, au moment de l'engagement du dit employé.

c. Tout renvoi d'un employé, pour quelque cause que ce soit, devra au préalable, être soumis au Comité Conjoint, lequel, après enquête, donnera une décision finale.

d. Tout employeur pourra, tous les jours de la semaine, excepté le dimanche, les jours fériés chômés et les fêtes d'obligation, après 6.00 p.m. (heure solaire), faire la livraison de toute marchandise vendue avant la dite heure, durant la journée.

e. Tout employeur est tenu de donner à un employé ou ex-employé qui en fait la demande, une lettre d'identité ou de référence, suivant le cas.

VII. Les restaurateurs, les tabacnistes et les pharmaciens sont régis par la présente convention sauf en ce qui touche l'heure de fermeture et les jours de fermeture. Les employés jouiront d'un congé hebdomadaire de 24 heures.

VIII. Les employés de bureau, à l'exception de ceux à l'emploi de l'industrie de la pulpe et du papier, sont aussi régis par les dispositions de cette convention, avec en plus les dispositions suivantes:

i. Ils acceptent la semaine de quarante heures.

ii. Ils sont rémunérés à raison de salaire et demi, après quarante heures hebdomadaires.

iii. Leurs taux de salaire seront de 0.15 sous de l'heure.

iv. La répartition des heures de travail est laissée à la discrétion des employeurs.

IX. Les hôteliers sont également régis par le présent décret, sauf les cas suivants:

i. Heures de fermeture;

ii. Jours de fermeture;

iii. Durée hebdomadaire du travail;

iv. Salaires des employés:

a) Cuisinières: \$25.00 par mois;

b. The following minimum rates of wages shall be paid to female employees:

	<i>Per week</i>
Beginners without experience.....	6.00
After 6 months of experience.....	6.50
After 12 months of experience.....	7.00
After 18 months of experience.....	7.50
After 24 months of experience.....	8.00

c. Overtime work viz, work exceeding 60 hours for male employees and 54 hours for female employees, shall be paid time and a half, according the hourly rates of wages in relation to their experience.

d. No employer shall be allowed to make any deduction on the wages earned by the employees if the latter are not responsible for having not worked 60 hours if he is a male employee, or 54 hours, if she is a female employee.

e. The employer reserve for himself the right to pay if he so decides, a one-week vacation to his employees.

V. This decree does not affect the salary of employees, if as at the 1st of January, 1938, their wages were higher than that of the scale of wages appearing in Section IV.

VI. a. The employers recognize the present number of years of experience of their employees and determined when the present decree is enforced, their weekly salary according to the experience already acquired.

b. The number of years of experience of an employee is recognized by the employer at the time of the hiring of the said employee.

c. Any dismissal of an employee, for any cause, shall be previously submitted to the Joint Committee, which, after investigation, shall give a final decision.

d. Any employer shall be allowed, on any day of the week, except on Sundays, or non-working days and holidays, after 6.00 p.m. (Standard time) deliver any merchandise sold before the said hour, during the day.

e. Employers are obliged to give his employee or ex-employee requesting an identification letter or a recommendation letter according to the case.

VII. Restaurant keepers, tabacnists and druggists are governed by this agreement, except inasmuch as closing hours and closing days are concerned. The employees shall be entitled to a weekly holiday of 24 hours.

VIII. Office employees with the exception of those working in the pulp and paper industry, are also governed by the provisions of this agreement, with the added following provisions:

i. They accept the 40-hour week of labour;

ii. They are paid time and a half for overtime after the forty-hour week;

iii. Their wages shall be \$0.15 per hour;

iv. The working hours are to be decided by the employers.

IX. Hotel keepers are equally governed by the present decree, except inasmuch as the following are concerned:

i. Closing hours;

ii. Closing days;

iii. Number of working hours per week;

iv. Wages of employees;

a) Female cooks: \$25.00 per month;

- b) Aides-cuisinières: \$20.00 par mois;
 c) Filles de chambre: \$20.00 par mois;
 d) Filles de table: \$16.00 par mois.

Ce salaire comprend la pension, le logement et le blanchissage.

X. Le présent décret deviendra en vigueur à compter de la date de publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel l'approuvant, jusqu'au 1er mai 1939; il pourra cependant être rappelé après un avis de 60 jours, de l'une ou l'autre des parties contractantes après entente entre les deux parties.

Certifié,

A. MORISSET,

2295-o

Greffier du Conseil Exécutif

- b) Female cook help: \$20.00 per month;
 c) Room girls: \$20.00 per month;
 d) Table girls: \$16.00 per month.

Those wages comprise the board, the rooming and the washing.

X. The present decree shall come into force on the date of publication in the *Quebec official Gazette* of the Order-in-Council approving same until the 1st of May, 1939; however, on a 60-day notice from one or the other contracting parties, it may be repealed after agreement between the two parties.

Certified,

A. MORISSET,

2296-o

Clerk of the Executive Council.

COPIE Du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 27 avril 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 28 avril 1938.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated April 27th, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on April 28th, 1938.

Concernant une modification à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur à Rouyn et Noranda.

Concerning a modification to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressers trades in Rouyn and Noranda.

No 510

No. 510

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 27 avril (1938), expose:

Attendu que conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendé par 2 Geo. VI, bill 19), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 2782 du 2 octobre 1935—convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur à Rouyn et Noranda—lui ont demandé les modifications suivantes dudit arrêté:

1. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe "d" de l'article II:

"Dans les salons de coiffure les taux minima suivants seront en vigueur:

Ondulation permanente (y compris coupe de cheveux, un shampooing et une mise en pli), pour hommes et femmes	\$3 50
Ondulation permanente pour enfants	2 50
Mise en pli	0 50
Ondulation Marcel	0 50
Ondulation Komol	0 75
Traitement à l'huile	1 00
ou six (6) traitements (payés d'avance).	5 00
Teinture de cheveux non déjà teints auparavant	5 00
Retouche de cheveux déjà teints	3 50
Travail seulement	3 50
Cheveux bouclés sur papier	1 00
Blondissement des cheveux	2 00
Rinçage des cheveux	0 25
Pack Henna	2 50
Massage	0 75
Manicure	0 50
Épilation des sourcils	0 50

Tout travail fait à domicile sera payé taux double."

2. Le paragraphe "h" suivant est ajouté à la suite du paragraphe "g" de l'article II:

"h. Tout ou toute propriétaire d'un salon de beauté aura le droit d'employer un apprenti ou une apprentie et ledit ou ladite apprenti aura le droit de donner cinq (5) permanents gratuits."

3. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe "a" de l'article III:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated April 27th, (1938), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Labour Agreements' Act, (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Bill 19) the contracting parties to the collective labour agreement declared obligatory by Order-in-Council No. 2782 of the 2nd of October 1935—collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in Rouyn and Noranda—have requested the following modifications to the said Order:

1. The following paragraph is added after paragraph "d" of Section II:

"In beauty parlors the following minimum rates of wages shall apply:

Permanent waves, (including an haircut, a shampoo and a finger wave), for men or women	\$ 3 50
Permanent waves for children	2 50
Finger waves	0 50
Marcel waves	0 50
Komol waves	0 75
Oil treatment	1 00
or six (6) treatments (paid in advance).	5 00
Dyeing of hair not previously dyed	5 00
Retouching previously dyed hair	3 50
Labour alone	3 50
Paper curls	1 00
Hair discoloration	2 00
Rinse	0 25
Henna Pack	2 50
Massage	0 75
Manicure	0 50
Plucking of eyebrows	0 50

Any work performed at home shall be paid double rate."

2. The following paragraph "h" is added after paragraph "g" of Section II:

"h.—Any male or female proprietor of a beauty parlor shall have the right to hire a male or female apprentice and the said apprentice shall be entitled to give five (5) free permanent waves."

3. The following paragraph is added after paragraph "a" of Section III:

"Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, il ne devra plus se faire d'engagement dans les salons de coiffure, pour travail après 8.00 p.m."

4. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe "b" de l'article III:

"Durant juin, juillet, août et septembre, les salons de coiffure devront fermer à midi les mercredi".

Attendu que les prescriptions de l'article 5 ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée contre ladite requête;

L'honorable Ministre du Travail recommande l'approbation de ladite requête, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi 1 Geo. VI, chapitre 49, amendé par 2 Geo. VI, bill 19.

Certifié,

A. MORISSET,

2297-o

Greffier du Conseil Exécutif.

"Notwithstanding the provision of the preceding paragraph, in beauty parlors, there shall be no more appointment taken for work to be performed after 8.00 p.m."

4. The following paragraph is added after paragraph "b" of Section III:

"During June, July, August and September, beauty parlors shall close at noon on Wednesdays."

Whereas the provisions of Section 5 have been duly followed concerning the publication of notices;

Whereas no objection has been presented against the said request;

The Honourable Minister of Labour recommends its approval in conformity with the provisions of Section 6 of the Act 1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Bill 19.

Certified,

A. MORISSET,

2298-o

Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 27 avril 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 28 avril 1938.

Concernant la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur dans la région de Victoriaville.

No 511

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 27 avril (1938), recommande que la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur dans la région de Victoriaville, déclarée obligatoire par l'arrêté ministériel No 106 du 14 janvier 1938, soit corrigée de la façon suivante:

Le paragraphe "b" de l'article VII est radié.

Certifié,

A. MORISSET,

2299-o

Greffier du Conseil Exécutif.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated April 27th, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on April 28th, 1938.

Concerning the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the district of Victoriaville.

No. 511

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated April 27th, (1938), recommends that the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the district of Victoriaville, declared obligatory by Order-in-Council No. 106 of the 14th of January 1938, be corrected in the following manner:

Paragraph "b" of Section VII is stricken out.

Certified,

A. MORISSET,

2300-o

Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 27 avril 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 28 avril 1938.

Concernant la modification de la convention collective de travail relative à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la région de Montréal.

No 512

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 27 avril (1938), recommande la correction suivante de l'arrêté ministériel du 19 mai 1937, amendant la convention collective de travail relative à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la région de Montréal, approuvé par l'arrêté ministériel No 2025 du 24 juillet 1935, modifié par l'arrêté No 342 du 5 janvier 1936:

Les mots "bloqueur... \$19.00 par semaine" apparaissant à la deuxième cédule des salaires au paragraphe a de l'article III doivent se lire:

"bloqueur... \$29.00 par semaine".

Certifié,

A. MORISSET,

2301-o

Greffier du Conseil Exécutif.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated April 27th, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on April 28th, 1938.

Concerning the modification to the collective labour agreement relating to the women's and children's millinery industry in the district of Montreal.

No. 512

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated April 27th, (1938), recommends the following correction to Order-in-Council of the 19th of May, 1937, amending the collective labour agreement relating to the women's and children's millinery industry in the district of Montreal, approved by Order in Council No. 2025 of the 24th of July 1935, modified by Order No. 342 of the 5th of January 1936:

The words "blocker... \$19.00 per week" appearing in the second schedule of wages in paragraph a of Section III should read:

"blocker... \$29.00 per week"

Certified,

A. MORISSET,

2302-o

Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 27 avril 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 28 avril 1938.

Concernant un amendement à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chaussure dans la Province.

No 513

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 27 avril (1938), recommande :

Que l'arrêté ministériel No 214A du 9 février 1938, corrigé par l'arrêté ministériel No 299 du 23 février 1938—amendant la convention collective de travail relative à l'industrie de la chaussure dans la Province—soit de nouveau corrigé de la façon suivante :

1. Les mots "Boot & Shoe Workers' Union," apparaissant à la page 765, doivent se lire immédiatement à la suite des mots "La Fédération Nationale du Cuir et de la Chaussure du Canada Incorporée."

2. Les mots "et les adhérents suivants:" doivent se lire immédiatement à la suite des mots "Big (4) Shoe Company Limited," apparaissant à la page 765 de la *Gazette officielle*.

3. Les mots "Former les empeignes crimping" doivent se lire immédiatement à la suite du premier paragraphe de la Classe 3 dans le département du taillage.

4. Les mots "Classer seulement," apparaissant à la classe 5 dans le département du cuir à semelle doivent se lire "Caisser seulement."

5. Le mot "gommer" apparaissant à la Classe 6 dans le département du cuir à semelle doit se lire "gemmer."

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

2303-o

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated April 27th, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on April 28th, 1938.

Concerning an amendment to a collective labour agreement relating to the shoe manufacturing industry in the Province.

No. 513

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated April 27th, (1938), recommends:

That Order-in-Council No. 214A of the 9th of February 1938, corrected by Order-in-Council No. 299 of the 23rd of February 1938—amending the collective labour agreement relating to the shoe industry in the Province—be again corrected in the following manner:

1. The words "Boot & Shoe Workers' Union", appearing in page 765, should be immediately after the words "La Fédération Nationale du Cuir et de la Chaussure du Canada Incorporée".

2. The words "and the following adherents" should read immediately after the words "Big (4) Shoe Company Limited", appearing in page 765 of the *Official Gazette*.

3. The word "Crimping" should read immediately after the first paragraph of Class 3 in the Cutting Room.

4. The words "Classer seulement", appearing in the French part of Class 5 in the Sole Leather Room should read "Caisser seulement".

5. The word "gommer" appearing in the French part of Class 6 in the Sole Leather Room should read "gemmer".

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

2304-o

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS

NOTICE

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), avis est par les présentes donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que les parties contractantes à la convention collective de travail déclarée obligatoire par l'arrêté ministériel No 2782 du 2 octobre 1935, amendé par l'arrêté No 510 du 28 avril 1938—décret relatif aux métiers de barbier et coiffeur à Rouyn et Noranda—lui ont demandé les modifications suivantes audit arrêté :

1. Le paragraphe "i" suivant est ajouté à la suite du paragraphe "h" de l'article II :

"i. Les apprentis coiffeurs et les apprenties coiffeuses recevront la rémunération suivante :

	<i>Par semaine</i>
1ère année, 1er 3 mois.....	gratis
1ère année, 2ième 3 mois.....	\$ 6.00
1ère année, 2ième 6 mois.....	7.00
2ième année.....	10.00
Après 2 ans.....	12.50

2. Le paragraphe "j" suivant est ajouté à la suite du paragraphe "i" de l'article II :

"j. Quand un patron coiffeur ou coiffeuse emploiera un ou plusieurs employés ou em-

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, ch. 49, amended by 2 Geo. VI, ch. 52), notice is hereby given by the Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that the contracting parties to the collective labour agreement declared obligatory by Order in Council No. 2782 of the 2nd of October 1935, amended by Order No. 510 of the 28th of April 1938—decree relating to the barber and hairdresser trades in Rouyn and Noranda—have requested the following modifications to the said Order:

1. The following paragraph "i" is added after paragraph "h" of Section II:

"i. Apprentices, barbers and hairdressers, shall receive the following remuneration:

	<i>Per week</i>
1st year, 1st 3 months.....	free
1st year, 2nd 3 months.....	\$6.00
1st year, 2nd 6 months.....	7.00
2nd year.....	10.00
After 2 years.....	12.50

2. The following paragraph "j" is added after paragraph "i" of Section II:

"j. Whenever an employer, male or female hairdresser, hires one or more male or female

ployées comme remplaçant temporairement soit en fin de semaine, ou la veille de fête, soit comme employé surnuméraire, il devra lui ou leur payer \$2.50 par jour avec en plus un bonus de 50% sur les recettes brutes de \$7.00 et plus."

3. Le paragraphe "f" suivant est ajouté à la suite du paragraphe "e" de l'article III:

"f. Après les heures de fermeture des salons de barbiers et coiffeuses, les abats-jours devront être levés de manière à permettre à l'inspecteur de voir à l'intérieur de la boutique ou du salon."

4. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article V:

"Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph, the present decree shall be in force until October 5th, 1941, and after this period, shall renew itself automatically until a new decree is declared obligatory."

Durant les trente jours qui suivent la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra toutes les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 7 mai, 1938.

2307-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), avis est par les présentes donné par l'honorable Ministre du Travail, que les parties contractantes à la convention collective de travail déclarée obligatoire par l'arrêté ministériel No 1902 du 7 juillet 1937—décret relatif aux débardeurs du Port de Sorel—lui ont demandé la modification suivante audit arrêté:

L'article XVII suivant est ajouté à la suite de l'article XVI:

"XVII. Conformément au deuxième paragraphe de l'article 16 de la Loi des conventions collectives de travail et du consentement des parties contractantes le présent décret sera administré par le Comité paritaire de l'industrie de la Construction de Sorel."

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 7 mai 1938.

2305-o

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente que l'ordonnance No 6 de l'Office des salaires raisonnables, dont le texte suit, fut approuvée par l'arrêté ministériel No 635 du 29 avril 1938 et conformément aux prescriptions de l'article 9 de la Loi des salaires raisonnables, deviendra en vigueur à compter du 15 mai 1938:

OFFICE DES SALAIRES RAISONNABLES

Ordonnance No 6

MECANICIENS DE MACHINES FIXES

L'Office des salaires raisonnables, à l'unanimité de ses membres, conformément à la Loi des

employees as temporary substitute, whether on a week end or on the eve of a holiday, whether as surnumerary employee, he shall pay him or them \$2.50 per day with a bonus of 50% on the gross receipts of \$7.00 and more."

3. The following paragraph "f" is added after paragraph "e" of Section III:

"f. In barber and hairdresser parlors, after the closing hours, the shutters shall be raised so as to allow the inspector to see the interior of the shop or parlor."

4. The following paragraph is added after Section V:

"Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph, the present decree shall be in force until October 5th, 1941, and after this period, shall renew itself automatically until a new decree is declared obligatory."

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive all objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7th, 1938.

2308-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), notice is hereby given by Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that the contracting parties to the collective labour agreement declared obligatory by Order-in-Council No. 1902 of the 7th of July, 1937—decree relating to the stevedores of the Harbour of Sorel—have requested the following modification to the said order:

The following Section XVII is added after Section XVI:

"XVII. In conformity with the second paragraph of Section 16 of the Collective Labour Agreements' Act and with the consent of the contracting parties, the present decree shall be administered by the Joint Committee of the Building Trades of Sorel."

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7th, 1938.

2306-o

Honourable William Tremblay, Minister of Labour of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance No. 6 of the Fair Wage Board, the matter of which follows, has been approved by Order-in-Council No. 635 of the 29th of April 1938, and, pursuant to the provisions of Section 9 of the Fair Wage Act, shall come into force on the 15th of May, 1938:

FAIR WAGE BOARD

Ordinance No. 6

STATIONARY ENGINEMEN

The Fair Wage Board, with the unanimous approval of its Members, in conformity with the

salaires raisonnables (1 George VI, chapitre 50, article 9), à la suite d'un rapport d'un comité de conciliation.

Ordonne et statue que les salaires minima qui doivent être payés à la catégorie d'employés ci-après désignés et que les heures et conditions de travail à observer sont ceux ci-après fixés et déterminés, savoir:

ARTICLE I

APPLICATION

1. La présente ordonnance (No 6) s'applique aux salariés visés par la Loi des salaires raisonnables qui sont des mécaniciens de machines fixes, au sens du chapitre 184 des statuts refondus de Québec, 1925;

2. Lesdits salariés sont divisés en chauffeurs (stokers) et en mécaniciens de première, de deuxième, de troisième et de quatrième classes suivant le certificat ou diplôme qui leur a été délivré selon la loi; le mot "chauffeur" désigne les aides desdits mécaniciens.

3. Elle ne s'applique qu'aux dits salariés employés dans des établissements situés dans la cité et l'île de Montréal et dans les municipalités incluses dans un rayon de cinq (5) milles autour de l'île de Montréal.

ARTICLE 2

ÉCHELLE DE SALAIRE ET HEURES DE TRAVAIL

4. *Salaires minimum*: Pour chaque heure ou autre période de travail, selon le cas, le salaire desdits employés ne devra pas être inférieur aux taux mentionnés ci-dessous:

Ingénieurs de 1^{ère} classe: deux cents dollars (\$200.00) par mois sans limite d'heures.

Ingénieurs de 2^e classe: soixante cents (60c) l'heure; trente-deux dollars 40-100 (\$32.40) par semaine;

Ingénieurs de 3^e classe: cinquante cents (50c) de l'heure; vingt-sept dollars (\$27) par semaine;

Ingénieurs de 4^e classe: quarante-cinq cents (45c) de l'heure; vingt-quatre dollars 30-100 (\$24.30) par semaine;

Chauffeurs (stokers), trente-cinq cents (35c) de l'heure; dix-huit dollars 90-100 (\$18.90) par semaine.

5. *Base de paiement*: Pour le travail de moins de 48 heures en une semaine, le salaire sera déterminé par le taux heure obtenu en divisant par 48 le montant du salaire hebdomadaire mentionné ci-dessus selon le cas. Pour le travail fait en une semaine d'au moins 48 heures et pas plus de 54 heures, le taux hebdomadaire de l'échelle ci-dessus s'appliquera. Pour le travail fait en une semaine d'au moins 55 heures et de pas plus de 60 heures, le taux heure de l'échelle ci-dessus s'appliquera.

6. *Salaires majorés*: Le salaire doit être majoré, pour le travail supplémentaire comme suit:

a) *en plus de 12 heures par jour*: si le total des heures de travail de la semaine est de moins de soixante heures: le taux heure (établi par le nombre d'heures de travail d'une semaine) augmenté d'un quart (25%); ou

b) *en plus de 60 heures par semaine*: le taux heure fixé à l'échelle ci-dessus, augmenté d'un quart (25%);

c) *pour le travail du dimanche et (ou) du jour de repos hebdomadaire*: le taux heure (établi par le nombre d'heures de travail d'une semaine) augmenté d'une demie (50%);

Fair Wage Act (1 George VI, Chapter 50, Article 9), following a report from a conciliation committee;

Orders and decrees that the minimum wages which shall be paid to the category of workers hereinafter designated and the hours and working conditions to be observed are those hereinafter fixed and determined, namely:

ARTICLE I

APPLICATION

1. The present Ordinance (No. 6) shall apply to the wage-earners contemplated by the Fair Wage Act which are stationary enginemen as determined by Chapter 184 of the Revised Statutes of Quebec, 1925;

2. The said wage-earners are divided into firemen (stokers) and first, second, third and fourth class enginemen according to the certificate or diploma handed to them in conformity with the Act; the word "firemen" means helpers of the said enginemen.

3. It shall apply only to the said wage-earners employed in the establishments situated in the City and Island of Montreal and in the municipalities included within a radius of five (5) miles around the Island of Montreal.

ARTICLE 2

SCALES OF WAGES AND HOURS OF WORK

4. *Minimum wage*: For each hour or other period of work, as the case may be, the wage of the said workers shall not be lower than the rates hereinafter mentioned:

First class enginemen: two hundred dollars (\$200) per month as to hours;

Second class enginemen: sixty cents (60c) per hour; thirty-two dollars 40-100 (\$32.40) per week;

Third class enginemen: fifty cents (50c) per hour; twenty-seven dollars (\$27) per week;

Fourth class enginemen: forty-five cents (45c) per hour; twenty-four dollars 30-100 (\$24.30) per week;

Firemen (stokers): thirty-five cents (35c) per hour; eighteen dollars 90-100 (\$18.90) per week;

5. *Basis of payment*: For the work of less than 48 hours in one week, the wage shall be determined by the hourly rate obtained by dividing by 48 the amount of the weekly salary hereinabove mentioned according to the case. For the work done in one week of at least 48 hours and not more than 54 hours, the weekly rate of the above scale shall apply. For the work done in one week of at least 55 hours and not more than 60 hours, the hourly rate of the above scale shall apply.

6. *Increase of salary*: The wage must be increased for overtime work as follows:

a) *in excess of 12 hours in one day*: if the total hours of work in the week is less than sixty: the hourly rate (fixed according to the number of hours worked in one week) increased by one quarter (25%); or

b) *in excess of 60 hours in one week*: the hourly rate fixed in the above scale, increased by one quarter (25%);

c) *for work on Sundays and on the weekly day of rest*: the hourly rate (fixed according to the number of hours worked in one week) increased by one half (50%);

d) pour l'ouvrage fait en plus du travail régulier d'une équipe des jours fériés: le taux du paragraphe précédent (c) ou: un jour de congé au cours des sept jours suivants.

d) for the work done in excess of the regular work of a shift on legal holidays: the rate of the preceding paragraph (c) or: a day off during the following seven days.

ARTICLE 3

DISPOSITIONS DIVERSES

7. *Congés*: Un mécanicien en chef qui a la charge d'un établissement de première classe aura droit à un congé pleinement payé de deux semaines par année.

8. *Jours fériés*: Les jours suivants, quant à l'application de l'Ordonnance, sont déclarés jours fériés: le premier jour de l'An, le vendredi saint, le 24 mai, le 1er juillet, le jour du travail, le jour d'actions de grâce et le jour de Noël.

9. Un mécanicien en chef en charge d'un établissement de première classe ayant des mécaniciens d'équipe sous ses ordres ne devra pas faire lui-même partie d'une équipe régulière.

10. *Nature de l'ouvrage*: Les employés seront payés les taux ci-dessus selon la classe de l'ouvrage fait et non selon le grade du certificat qu'ils détiennent.

11. *Repas*: Lorsque les repas sont servis par l'employeur dans l'établissement, il est loisible à l'employé de prendre tel repas ou non.

12. Les dispositions de l'Ordonnance No 4 de l'Office qui ne sont pas incompatibles avec celles de la présente ordonnance s'appliqueront *mutatis mutandis* aux employés visés par la présente ordonnance.

DISPOSITIONS FINALES

La présente ordonnance (No 6) sera en vigueur du quinze mai 1938 au 15 octobre 1938, et sera alors renouvelée pour une période de six mois avec augmentation de dix pour cent (10%) des taux ci-dessus à moins d'ordonnance au contraire et de décisions du Lieutenant-Gouverneur en Conseil à l'encontre d'elle.

Fait à Québec, le 30 mars 1938.

Le Président: FERDINAND ROY,
Le vice-président: GEORGE CROMP,
Commissaires: C.-H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY.

2309-o

AVIS

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente de l'approbation par l'arrêté ministériel No 507 du 28 avril 1938 du règlement B-1 de l'Office des salaires raisonnables.

Ministère du Travail,

Québec, ce 7 mai, 1938.

2311-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), avis est donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail que le Syndicat professionnel des Maîtres Barbiers de Montréal, Inc., l'Association des Maîtres Barbiers et Coiffeurs de Montréal et District, Inc., l'Association des Maîtres Barbiers Indépendants de Montréal, Inc., "The Masters Barbers and Men's Hairdressers of Montreal", la Corporation des Coiffeurs, Section des Maîtres, la Corporation des Coiffeurs, Section des Compagnons, l'Association protective des Employés Barbiers de

ARTICLE 3

GENERAL PROVISIONS

7. *Vacations*: A Chief Engineman in charge of a first class plant, shall be entitled to two weeks vacation with full pay per year.

8. *Legal holidays*: The following days, for the purpose of the application of the Ordinance, are declared to be legal holidays: the first day of the year; Good Friday, May 24th, July 1st, Labor Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

9. A Chief Engineman in charge of a first class plant with shift enginemen serving under him shall not himself be part of a regular shift.

10. *Nature of work*: Employees shall be paid the rates hereinabove mentioned according to the class of work done and not according to the grade of the certificate which they hold.

11. *Meals*: When meals are served on the premises by the employer, the taking of such meals shall be optional with the employee.

12. The provisions of Ordinance No. 4 of the Fair Wage Board which are not incompatible with those of the present Ordinance shall apply *mutatis mutandis* to the employees contemplated by the said Ordinance.

FINAL PROVISIONS

The present Ordinance (No. 6) shall be in force from May 15th, 1938, to October 15th, 1938, and shall then be renewed for another period of six months with an increase of ten per cent (10%) of the above rates unless an Ordinance is issued to the contrary and of decisions of the Lieutenant-Governor-in-Council against same.

Passed at Quebec, this 30th day of March, 1938.

FERDINAND ROY, Chairman,
GEORGES CROMP, Vice-Chairman,
2310-o THOMAS AUBRY, Members of the Board.

NOTICE

The Honourable William Tremblay, Minister of Labour of the Province of Quebec, hereby gives notice of the approval, by Order-in-Council No. 507 of April 28th, 1938, of by-law B-1 of the Fair Wage Board.

Department of Labour,

Québec, May 7th, 1938.

2312-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52), notice is given by the Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that "Le Syndicat Professionnel des Maîtres-Barbiers de Montréal, Inc.", "L'Association des Maîtres Barbiers et Coiffeurs de Montréal et District, Inc.", "L'Association des Maîtres Barbiers Indépendants de Montréal, Inc.", "The Master Barbers and Men's Hairdressers of Montreal", "La Corporation des Coiffeurs, section des Maîtres", and "La Corporation des Coiffeurs, section des Compagnons", "L'Association protective des

Montréal, Inc., l'Union internationale des Employés Barbiers d'Amérique, local 455, lui ont conjointement présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat professionnel des Maîtres Barbiers de Montréal, Inc.; L'Association des Maîtres Barbiers et Coiffeurs de Montréal et District, Inc.; L'Association des Maîtres Barbiers indépendants de Montréal, Inc.; "The Masters Barbers and Men's Hairdressers of Montreal"; La Corporation des Coiffeurs, section des Maîtres;

Et, D'AUTRE PART:

La Corporation des Coiffeurs, section des Compagnons; L'Association protective des Employés Barbiers de Montréal, Inc.; L'Union internationale des Employés Barbiers d'Amérique, local 455;

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

I. *Définitions*: Pour les fins du présent décret, les termes ci-après énumérés auront la signification suivante:

a. Les mots "barbiers-coiffeur" comprennent et désignent toute personne de l'un ou de l'autre sexe qui coupe, rase la barbe, coupe, tond, taille, arrange, rafraîchit et flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampooing, donne des frictions à la figure, embellit le visage, la peau, la chevelure, le cuir chevelu et s'occupe du soin des mains et des ongles.

b. Les mots "salon de barbier-coiffeur" comprennent et désignent tout endroit ou établissement où l'on exerce, en entier ou en partie, le métier mentionné au paragraphe "a" de cet article.

c. Les mots "tenancier barbier-coiffeur" comprennent et désignent toute personne, association ou corporation qui opère un ou plusieurs établissements reconnus comme salons de barbier-coiffeur tel que défini au paragraphe "b" de cet article et qui retient les services d'un ou plusieurs compagnons barbiers-coiffeurs exerçant, en entier ou en partie, le métier décrit au paragraphe "a" de cet article.

d. Les mots "artisan barbier-coiffeur" comprennent et désignent tout barbier-coiffeur tel que défini au paragraphe "a" de cet article qui, après avoir obtenu un certificat de compétence selon les prescriptions du présent décret, exerce son métier seul pour son propre bénéfice.

e. Les mots "compagnon barbier-coiffeur" comprennent et désignent toute personne qui, après avoir fait le stage d'apprentissage, prescrit par le présent décret, a subi avec succès les examens requis du comité paritaire et obtenu un certificat de compétence attestant qu'elle peut exercer, en entier ou en partie, le métier décrit au paragraphe "a" de cet article.

f. Les mots "compagnon barbier-coiffeur régulier" comprennent et désignent tout compagnon barbier-coiffeur travaillant un maximum de cinquante-sept (57) heures par semaine.

g. Les mots "compagnon barbier-coiffeur surnuméraire" comprennent et désignent tout compagnon barbier-coiffeur travaillant moins que cinquante sept (57) heures par semaine.

h. Les mots "apprenti barbier-coiffeur" comprennent et désignent toute personne, de l'un

Employés Barbiers de Montréal, Inc.", "L'Union internationale des Employés Barbiers d'Amérique, local 455", have jointly presented to him, this day, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat professionnel des Maîtres Barbiers de Montréal, Inc."; "L'Association des Maîtres Barbiers et Coiffeurs de Montréal et District, Inc."; "L'Association des Maîtres Barbiers indépendants de Montréal, Inc."; "The Master Barbers and Men's Hairdressers of Montreal"; "La Corporation des Coiffeurs, section des Maîtres";

And, ON THE OTHER PART:

"La Corporation des Coiffeurs, section des Compagnons"; "L'Association protective des Employés Barbiers de Montréal, Inc."; "L'Union internationale des Employés Barbiers d'Amérique, local 455";

be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions*: For the purposes of the present decree, the following terms shall have the hereinafter given definitions:

a. The words "barber-hairdresser" comprise and designate any person of either sex who shaves, cuts, clips, fixes, trims and sings hair washes the head by the method of shampooing, gives massages, manicures, facial, skin, hand and hair or scalp treatments.

b. The words "barber-hairdresser shop" comprise and designate any place or establishment where the trade mentioned in paragraph "a" of this Section is carried on, entirely or partly.

c. The words "barber-hairdresser shop holder" comprise and designate any person, association or corporation operating one or many establishments known as barber-hairdresser shops as mentioned in paragraph "b" of this Section who retains the services of one or many barber-hairdresser journeyman carrying on, entirely or partly, the trade mentioned in paragraph "a" of this Section.

d. The words "barber-hairdresser artisan" comprise and designate any barber-hairdresser as mentioned in paragraph "a" of this Section who, after having obtained a certificate of competency according to the provisions of the present decree, carries on his trade alone for his own benefit.

e. The words "barber-hairdresser journeyman" comprise and designate any person who has served his apprenticeship prescribed by the present decree, has obtained from the Joint Committee a certificate of competency proving his ability to carry on, entirely or partly, the trade defined in paragraph "a" of this Section.

f. The words "regular barber-hairdresser journeyman" comprise and designate any barber-hairdresser journeyman working less than fifty-seven (57) hours per week.

g. The words "supernumerary barber-hairdresser journeyman" comprise and designate any barber-hairdresser journeyman working less than fifty seven (57) hours per week.

h. The words "barber-hairdresser apprentice" comprise and designate any person, or either sex,

ou de l'autre sexe, qui fait un stage d'apprentissage pour exercer le métier défini au paragraphe "a" de l'article I.

i. Le mot "manucure" comprend et désigne toute personne, de l'un ou de l'autre sexe, qui a obtenu du comité paritaire l'autorisation de s'occuper exclusivement du soin des mains et des ongles.

II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend l'île de Montréal et un périmètre de dix (10) milles de rayon de ses limites.

III. *Horaire du travail*: a. Le maximum des heures de travail pour le compagnon barbier-coiffeur et l'apprenti barbier-coiffeur sera de cinquante sept (57) pour une semaine de travail.

b. Les heures de travail, dans les salons de barbiers-coiffeurs, seront réparties comme suit:

Entre 8 a.m. et 7 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi;

Entre 8 a.m. et 8 p.m. les vendredi;

Entre 8 a.m. et 10 p.m. les samedi et veilles de fêtes.

c. L'heure mentionnée ci-dessus sera l'heure légale dans chacune des municipalités visées par le présent décret, c'est-à-dire que dans les municipalités où l'avance de l'heure, pour une certaine période de l'année aura été décrétée, l'heure ainsi avancée deviendra l'heure légale pour l'application du présent décret.

d. Nonobstant la répartition des heures de travail mentionnée au paragraphe "b" de cet article, il sera permis et ce, sans violation du présent décret, de servir le ou les clients qui sera ou seront dans un salon avant l'heure de la fermeture.

e. Le tenancier d'un salon de barbier-coiffeur devra donner à son compagnon barbier-coiffeur régulier, ou à son apprenti barbier-coiffeur, au moins six (6) heures de congé au cours de chaque semaine où il n'y aura pas de fêtes. Ces heures devront être prises à même celles spécifiées au paragraphe "b" de cet article comme étant les heures de travail durant la semaine.

f. Le tenancier d'un salon de barbier-coiffeur devra allouer à son compagnon barbier-coiffeur ou à son apprenti barbier-coiffeur au moins une heure chaque jour de travail pour le repas du midi et au moins une demi-heure pour le repas du soir les vendredi, samedi et veilles de fêtes.

g. Le tenancier d'un salon de barbier-coiffeur devra retarder l'heure d'entrée du compagnon barbier-coiffeur régulier et de l'apprenti barbier-coiffeur au travail afin que ne soit jamais dépassé le maximum de cinquante sept (57) heures de travail par semaine, fixé par le présent décret.

IV. *Tarif des salaires*: a. Les salaires minima payés seront les suivants:

Pour le compagnon barbier-coiffeur régulier, \$15.00 par semaine plus une commission de 50% sur toute recettes brutes au-dessus de \$23.00 réalisées par lui au cours de chaque semaine de travail.

Pour chaque compagnon barbier-coiffeur surnuméraire, \$0.27 pour chaque heure de travail, plus une commission de 10% sur toutes recettes brutes réalisées par lui au cours de chaque semaine de travail. Si toutefois les recettes brutes excèdent \$23.00, la commission sera de 50% pour toutes recettes brutes supérieures audit montant \$23.00.

b. Les salaires mentionnés au paragraphe "a" de cet article devront être payés au moins chaque semaine.

c. Tout tenancier d'un salon de barbier-coiffeur qui loge ou nourrit son compagnon barbier-

making his apprenticeship to carry on the trade defined in paragraph "a" of Section I.

i. The word "manicure" comprises and designates any person, of either sex, who has obtained from the Joint Committee the authorization to do exclusively manicure work.

II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the Island of Montreal and a perimeter of ten (10) miles of radius from its limits.

III. *Hours of labour*: a. The maximum hours of labour for the barber-hairdresser journeyman and apprentice shall be fifty-seven (57) for a working week.

b. The hours of labour, in the barber-hairdressers shops, shall be divided as follows:

Between 8 a.m. and 7 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday;

Between 8 a.m. and 8 p.m. on Friday;

Between 8 a.m. and 10 p.m. on Saturday and eve of Holidays.

c. The hours mentioned above shall be legal in each of the municipalities governed by the present decree, i.e., in the municipalities where the advanced hour is in force for a certain period of the year; the said advanced hour becoming the legal hour for the enforcement of the present decree.

d. Notwithstanding the enumeration of working hours mentioned in paragraph "b" of this Section, it shall be allowed and this, without any violation of the present decree, to serve the client or clients having entered the shop before the closing time.

e. The barber-hairdresser shop holder shall give his barber-hairdresser journeyman or apprentice at least (6) six hours off during the week, except in the weeks in which there is a holiday. These hours shall be taken from the ones specified in paragraph "b" of this Section as being the working hours during the week.

f. The barber-hairdresser shop holder shall give his barber-hairdresser journeyman or apprentice at least one hour off, every working day, for dinner (noon meal) and at least half an hour off for supper on Friday, Saturday and Holidays eves.

g. The barber-hairdresser shop holder shall delay the hour for beginning work in such a manner that the employee shall never work more than 57 hours per week as provided by the present decree.

IV. *Rates of wages*: a. The minimum rates of wages shall be the following:

For regular barber-hairdresser journeyman, \$15.00 per week plus a commission of 50% on all gross receipts in excess of \$23.00 made by him in the course of the week.

For each extra barber-hairdresser journeyman, \$0.27 for each working hour plus a commission of 10% on all gross receipts made by him in the course of each working week. However, if the receipts exceed \$23.00, the commission shall be of 50% for all gross receipts in excess of the said amount of \$23.00.

b. The wages mentioned in paragraph "a" of this Section shall be paid at least every week.

c. Any barber-hairdresser shop holder who lodges or boards his barber-hairdresser journey-

coiffeur ou apprenti barbier-coiffeur, ne pourra exiger de ceux-ci plus de \$2.00 par semaine pour le gîte et pas plus de \$4.00 par semaine pour la nourriture.

V. *Taux à charger*: a. Tout artisan ou tenancier d'un salon de barbier-coiffeur devra exiger du public qui retient les services dudit salon de barbiers-coiffeurs au moins les taux suivants:

Coupe de cheveux, pour adultes des deux sexes les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.....	\$0.35
Coupe de cheveux, pour adultes des deux sexes les samedi et veilles du Jour de l'An et Noël.....	0.40
Coupe de cheveux pour enfants des deux sexes de moins de 15 ans, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.....	0.25
Coupe de cheveux pour enfants des deux sexes de moins de 15 ans, les samedi et veille du Jour de l'An et Noël.....	0.35
Barbe, tous les jours de la semaine.....	0.20
Flambage de cheveux.....	0.25
Shampooing.....	0.35
Massage ordinaire.....	0.35
Lotion.....	0.25
Tonique.....	0.20
Teinture de cheveux.....	3.00
Manucure.....	0.35
Aiguillage de rasoir.....	0.35
Rasage du cou.....	0.10

man or apprentice may not charge more than \$2.00 per week per room and \$4.00 for board.

V. *Rates*: a. Any barber-hairdresser shop holder or artisan shall charge to the public retaining the services of the said shop the following minimum rates:

Haircut, for men and women on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.....	\$ 0.35
Haircut, for men and women on Saturday, and New Year's Day and Christmas eves.....	0.40
Haircut, for children under 15 years, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, and Friday.....	0.25
Haircut, for children under 15 years, on Saturday and New Year's Day and Christmas eves.....	0.35
Shave, every day of the week.....	0.20
Singeing of hair.....	0.25
Shampoo.....	0.35
Ordinary massage.....	0.35
Lotion.....	0.25
Tonic.....	0.20
Dyeing of hair.....	3.00
Manicure.....	0.35
Sharpening a razor.....	0.35
Neck shave.....	0.10

b. Si parfois les taux minima pour les services énumérés au paragraphe "a" de cet article étaient amendés et n'étaient pas maintenus tel que décidé lors de la signature du présent décret, les salaires minima pour compagnon barbier-coiffeur régulier et surnuméraire tels que défini au paragraphe "a" de l'article IV de ce décret, seront nuls et sans effet.

VI. *Apprentissage*: a. Avant son entrée en apprentissage, l'apprenti barbier-coiffeur devra réclamer du comité paritaire, un carnet d'apprenti dans lequel seront inscrits les états de services de l'apprenti avec chaque tenancier.

b. L'apprenti barbier-coiffeur devra fournir au comité paritaire sa photographie dont les dimensions seront déterminées par ledit comité. Cette photographie sera fixée au carnet d'apprentissage et le sceau dudit comité y sera apposé.

c. L'apprenti barbier-coiffeur devra se présenter au comité paritaire après chaque période de six mois pour y subir un examen qui permettra de constater que ledit apprenti fait régulièrement son stage d'apprentissage.

d. Aucun apprenti barbier-coiffeur ne pourra être accepté avant d'avoir atteint sa seizième année et terminé sa sixième année du cours primaire.

e. La durée de l'apprentissage devra être de trois ans, dans un salon de barbier-coiffeur tel que défini au paragraphe "b" de l'article I de ce décret. L'apprenti devra, durant son stage d'apprentissage, suivre un cours complet d'hygiène spécial pour barbier-coiffeur et en obtenir un certificat d'étude.

f. A l'expiration des trois années déterminées par le présent décret comme stage d'apprentissage, l'apprenti barbier-coiffeur devra se présenter au comité paritaire pour subir l'examen requis pour le certificat de compagnon barbier-coiffeur. Au cas d'insuccès, il pourra obtenir un délai de six mois. Tout insuccès après cette période éliminera ledit apprenti du métier.

b. If, however, the minimum rates specified in paragraph "a" of this Section were amended and not maintained as decided at the signing of this agreement, the minimum wages for regular or extra barber-hairdresser journeyman as defined in paragraph "a" of Section IV of this decree, shall be void and have no effect.

VI. *Apprenticeship*: a. Before beginning his apprenticeship, the barber-hairdresser apprentice shall request from the Joint Committee an apprenticeship book in which shall be registered an account of his services with each barber-hairdresser shop holder.

b. The barber-hairdresser shop holder shall furnish the Joint Committee with his picture; its dimensions shall be determined by the Joint Committee. The said picture shall be affixed to the apprenticeship book together with the Joint Committee's seal.

c. The barber-hairdresser apprentice shall report to the Joint Committee after each period of six months to undergo an examination so as to prove he is regularly making his term of apprenticeship.

d. No barber-hairdresser apprentice shall be accepted before having completed his sixteenth year and having completed the sixth year elementary grade.

e. The term of apprenticeship shall be of three years in a barber-hairdresser shop as defined in paragraph "b" of Section I of this decree. The apprentice, during his term of apprenticeship, shall follow a special complete hygiene course for barber-hairdresser and obtain a study certificate.

f. At the expiration of three years of apprenticeship determined by the present decree, the barber-hairdresser apprentice shall call at the office of the Joint Committee to undergo an examination in order to obtain the barber-hairdresser journeyman's certificate. In case of failure to obtain same, he may have a delay of six months. Any failure after this period shall eliminate the said apprentice from the trade.

g. L'apprenti barbier-coiffeur qui a obtenu un certificat de compagnon barbier-coiffeur pourra conserver son carnet d'apprenti dans lequel seront inscrits ses états de services comme compagnon barbier-coiffeur. Ces renseignements serviront à établir que le compagnon barbier-coiffeur a fait le stage requis par le présent décret et que le dit compagnon est candidat à un certificat d'artisan ou de tenancier d'un salon de barbier-coiffeur.

h. Le nombre d'apprentis par salon de barbiers-coiffeurs sera le suivant:

Par salon de deux compagnons réguliers, un apprenti;

Par salon de quatre compagnons réguliers, deux apprentis.

Le tenancier d'un salon de barbier coiffeurs pourra être considéré comme compagnon barbier-coiffeur régulier s'il exerce lui-même le métier.

i. Il ne devra jamais y avoir plus de deux apprentis par salon de barbiers-coiffeurs. Les apprentis en service au moment de la mise en vigueur de la première convention, pourront parfaire leur terme de six mois d'apprentissage déjà commencé mais devront s'en tenir aux conditions du présent décret pour la période finale de leur apprentissage.

j. Le salaire de l'apprenti sera le suivant:

	Par semaine
Premier six mois.....	aucun salaire
Deuxième six mois.....	\$5 00
Troisième six mois.....	7 00
Quatrième six mois.....	9 00
Cinquième six mois.....	11 00
Sixième six mois.....	13 00

VII. *Enseignement technique*: a. Au cas où l'enseignement technique serait organisé par l'administration provinciale pendant la durée du présent décret l'apprenti devra répondre aux exigences du présent décret.

b. Les élèves dudit enseignement technique ne pourront pratiquer leur métier que sur des sujets qui leur seront recommandés par les directeurs des maisons d'hospitalisation.

c. Ledit enseignement technique devra être théorique et pratique et être réparti sur une période de pas moins de trois ans. Il devra comprendre un cours d'hygiène complet. Ledit enseignement ne sera pas soumis aux exigences de ce décret relatives à l'apprentissage dans les salons et au nombre d'apprentis par salon.

d. Aucune rémunération ne sera exigée des sujets recommandés en vertu du paragraphe "b" de cet article par les élèves, la direction de l'enseignement technique ou les professeurs.

e. Avant leur inscription aux cours d'enseignement technique, les aspirants élèves devront réclamer au comité paritaire, leur carnet d'apprenti. La direction de l'école inscrira les résultats obtenus par l'élève aux examens. Le cours terminé, l'élève devra subir l'examen du comité paritaire pour obtenir sa carte de qualification comme compagnon.

VIII. *Artisan*: a. Un certificat de barbier-coiffeur peut être émis à toute personne qui a fait un stage d'au moins trois ans comme compagnon barbier-coiffeur et qui a subi avec succès l'examen spécial prescrit par le comité paritaire.

b. Seul un artisan barbier-coiffeur porteur du certificat mentionné au paragraphe "a" de cet article, aura le droit de faire affaires comme artisan barbier-coiffeur.

g. The barber-hairdresser apprentice who has obtained a barber-hairdresser journeyman's certificate may keep his apprenticeship book in which is inscribed a statement of his services as barber-hairdresser journeyman. This information shall prove that he has made the term required by the present decree and that the said journeyman is candidate to a certificate of artisan or of barber-hairdresser shop holder.

h. The number of apprentice per barber-hairdresser shop shall be the following:

Per shop of two regular journeyman, one apprentice;

Per shop of four regular journeymen, two apprentices.

The barber-hairdresser shop holder may be considered as regular barber-hairdresser journeyman if he personally carries on the trade.

i. There shall never be more than two apprentices per barber-hairdresser shop. The apprentices employed at the time of the enforcement of the first agreement, shall terminate their six months term of apprenticeship already begun but they shall be governed by the conditions of the present decree for the final period of their apprenticeship.

j. The wages of the apprentice shall be the following:

	Per week
First six months.....	no salary
Second six months.....	\$5 00
Third six months.....	7 00
Fourth six months.....	9 00
Fifth six months.....	11 00
Sixth six months.....	13 00

VII. *Technical teaching*: a. The apprentice shall fulfill the requirements of the present decree, should the technical teaching be organized by the provincial administration during the term of the present decree.

b. Pupils of the said technical teaching shall only practice on the subjects recommended to them by the directors of the charity houses.

c. The said technical teaching shall be theoretical and practical and divided on a minimum period of three years. It shall comprise a complete hygiene course. The said teaching shall not be governed by the provisions of the present decree relating to apprenticeship in shops and to the number of apprentices per shop.

d. No remuneration shall be required from the subjects recommended, in conformity with paragraph "b" of this Section, by the pupils, the management of the technical teaching or the teachers.

e. Before their inscription to the technical teaching courses, the candidates shall ask from the Joint Committee their apprenticeship book. The school management shall register the results obtained by the pupils at the examinations. Once the course terminated, the pupil shall undergo the examination of the Joint Committee in order to obtain his certificate of competency as journeyman.

VIII. *Artisan*: a. A certificate of barber-hairdresser may be issued to any person having kept a minimum term of three years as barber-hairdresser journeyman and having passed successfully the special examination prescribed by the Joint Committee.

b. A barber-hairdresser artisan, holder of the certificate mentioned in paragraph "a" of this Section, alone shall have the right to do business as barber-hairdresser artisan.

c. Le stage de compagnon barbier-coiffeur prescrit au paragraphe "a" de cet article, sera établi par le carnet d'apprenti tel que défini au paragraphe "g" de l'article VI de ce décret. Le compagnon barbier-coiffeur possédant déjà son certificat de compétence au moment de la mise en vigueur du présent décret, pourra se procurer, du comité paritaire, un carnet de compagnonnage. Il devra prouver ses années de services par affidavit et subir l'examen requis avant d'obtenir le certificat d'artisan.

d. Un certificat de tenancier de salon de barbier-coiffeur peut être émis à toute personne, compagnie, association ou corporation désirant faire affaires comme propriétaire d'un ou plusieurs salons de barbiers-coiffeurs pourvu que ladite personne, ou qu'un ou plusieurs associés des dites compagnies, associations ou corporations soient porteurs d'un certificat d'artisan barbier coiffeur tel que défini au paragraphe "a" de cet article.

e. Chaque salon de barbiers-coiffeurs propriété d'une personne, compagnie, association ou corporation devra avoir, comme directeur actif et permanent, un compagnon porteur d'un certificat d'artisan barbier-coiffeur selon les prescriptions du paragraphe "a" de cet article.

IX. *Manucure*: a. Le travail de manucure ne pourra être exercé que dans les salons de barbiers-coiffeurs, les salons de coiffure et de beauté et sera considéré comme un service des dits endroits ou établissements.

b. Le salaire payé au manucure sera de \$12.50 pour chaque semaine de travail.

c. Les manucures seront assujettis aux heures de travail suivantes:

Quarante-huit (48) heures pour chaque semaine de travail, réparties comme suit:

Entre 9 a.m. et 7 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi;

Entre 9 a.m. et 9 p.m. les samedi et veilles de fêtes.

d. Tout établissement offrant les services d'un manucure devra exiger du public qui retient les dits services, le taux de \$0.35 pour chaque travail de manucure.

X. *Dispositions générales*: Il est interdit à tout artisan ou tenancier d'un salon de barbier-coiffeur de louer ou sous louer soit une partie de chaises ou une partie du matériel ou soit un espace composant un salon de barbier-coiffeur pour y exercer le métier désigné au paragraphe "a" de l'article I.

XI. Les compagnons qui en raison de leur âge avancé ou pour cause d'infirmité, ne sauraient donner le rendement raisonnable, pourront s'adresser au comité paritaire qui, s'il y a lieu, aura le droit de reviser l'échelle de salaires pour chacun des cas soumis à son attention.

XII. Toute rémunération devra être faite suivant les dispositions de ce décret et tout contrat à commission sera illégal, excepté s'il est supérieur aux salaires minima mentionnés dans le présent décret.

XIII. Il est interdit à tout établissement d'offrir gratuitement des services énumérés dans le présent décret et établir des combinaisons quelconques pour réduire les taux, de donner un objet quelconque en vue de diminuer les taux ou d'attirer la clientèle par des moyens tendant à les abaisser.

XIV. Il est interdit à tout artisan ou compagnon barbier-coiffeur d'exercer son métier ailleurs que dans les endroits ou établissements décrits dans le présent décret à moins de l'obtention préalable d'un permis annuel du comité paritaire.

XV. Les examens prescrits par le bureau des

c. The term of barber-hairdresser journeyman prescribed in paragraph "a" of this Section, shall be established by the apprenticeship book as defined in paragraph "g" of Section VI of this decree. The barber-hairdresser journeyman already holder of a certificate of competency at the time of the coming into force of the present decree, may get a journeyman's book from the Joint Committee. He shall prove by affidavit his years of services and undergo the required examination before obtaining the certificate of artisan.

d. A certificate of barber-hairdresser shop holder may be issued to any person, company, association or corporation intending to do business as owner of one or many barber-hairdresser shops provided the said person or one or many associates of the said companies, associations or corporations be holders of a certificate of barber-hairdresser shop artisan as defined in Section "a" of this Section.

e. Each barber-hairdresser shop owned by one person, company, association or corporation shall have, as active and permanent director, a journeyman holder of a certificate of barber-hairdresser artisan according to the prescriptions of paragraph "a" of this Section.

IX. *Manicure*: a. Manicure work shall be performed in barber-hairdresser shops, hair-dressing and beauty parlors and shall be considered as a service of the said places or establishments.

b. The wages paid to manicurists shall be \$12.50 per week of work.

c. Manicurists shall be subject to the following hours of labour:

Forty-eight (48) hours per each week of work, divided as follows:

Between 9 a.m. and 7 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday;

Between 9 a.m. and 9 p.m. on Saturday and eves of holidays.

d. Any establishment offering the services of a manicurist shall charge to the public retaining the said services, the rate of \$0.35 for each manucure work.

X. *General provisions*: No barber-hairdresser shop holder or artisan shall have the right to rent or underrent a part of chairs, material, or shop in order to carry on the trade designated in paragraph "a" of Section I.

XI. Journeymen who, due to advanced age or infirmity, are unable to give the ordinary service may have their case referred to the Joint Committee which committee may, if expedient, revise the scale of wages for each case submitted to its attention.

XII. All remunerations shall be made according to the provisions of this decree and all contract on commission shall be illegal, except if it is in excess to the minimum wages mentioned in the present decree.

XIII. No establishment shall have the right to offer, free of charge, any of the services enumerated in the present decree, to establish any combinations in order to reduce the rates, to give any object in order to reduce the rates or to attract clients.

XIV. No artisan or barber-hairdresser journeyman shall have the right to carry on his trade in other places or establishments than those described in the present decree unless he has previously obtained an annual permit issued by the Joint Committee.

XV. The examinations prescribed by the

examineurs du comité paritaire devront être théoriques et pratiques. Les examens pratiques seront soumis aux prescriptions du paragraphe "b" de l'article VII de ce décret relatif aux sujets servant de clients.

XVI. Les délégués accrédités auprès du comité paritaire chargé de l'application du présent décret pourront être rappelés en tout temps par leurs mandants, sur simple résolution de la partie intéressée. Le comité paritaire sera composé d'au plus de deux représentants de chaque organisation patronale et de salariés signataires de la convention collective.

XVII. Les services mentionnés dans le présent décret qui peuvent être exécutés indistinctement dans un salon de barbiers-coiffeurs ou dans un salon de coiffure ou de beauté devront être soumis aux taux mentionnés dans ce décret.

XVIII. Le présent décret deviendra en vigueur à compter de la date de publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté l'approuvant et demeurera en vigueur pour une période de trois ans.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 7 mai, 1938.

2313-o

Board of Examiners of the Joint Committee shall be theoretical and practical. The practical examinations shall be subject to the prescriptions of paragraph "b" of Section VII of this decree relating to subjects serving as clients.

XVI. The delegates appointed to form the Joint Committee charged with the enforcement of the present decree may be recalled, at any time, by their principals, by a simple resolution of the interested party. The Joint Committee shall not comprise more than two representatives in each organisation of employers and employees party to this collective agreement.

XVII. The services mentioned in the present decree and which may be performed indistinctly in a barber-hairdresser shop or in a hairdressing or beauty parlor shall be governed by the rates mentioned in this decree.

XVIII. The present decree shall come into force on the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council approving same and shall remain in force for a period of three years.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7th, 1938.

2314-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 18

Index of the Quebec Official Gazette, No. 18

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Allard vs Tremblay.....	1621
Gosselin vs Paradis.....	1621
Soelen vs Jorissen.....	1621
Stein vs Freeman.....	1621
Tanguay vs Gaulin.....	1621

ANNONCEURS:—AVIS AUX.....

1573

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant la chasse aux grenouilles....	1637
Concernant la modification à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la région de Montréal.....	1642
Concernant les employeurs et les artisans de Donnacona, section commerciale....	1638
Concernant les métiers de barbier et coiffeur à Rouyn et Noranda.....	1641
Concernant les métiers de barbier et coiffeur dans la région de Victoriaville....	1642
Concernant un amendement à l'industrie de la chaussure dans la Province....	1643

ASSURANCES:—

A. & P. (Quebec) Mutual Benefit Society	1618
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Bruno.....	1618

AVIS DIVERS:—

Eglise Baptiste St-Paul.....	1619
Harvey, Philippe.....	1619
Quebec Gun & Skeet Club.....	1620

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Allard vs Tremblay.....	1621
Gosselin vs Paradis.....	1621
Soelen vs Jorissen.....	1621
Stein vs Freeman.....	1621
Tanguay vs Gaulin.....	1621

ADVERTISERS:—NOTICE TO.....

1573

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Respecting the hunting of frogs.....	1637
Respecting the modification to the women's and children's millinery industry in the district of Montreal.....	1642
Respecting the employers and the artisans of Donnacona, commercial section....	1638
Respecting the barber and hairdresser trades in Rouyn and Noranda.....	1641
Respecting the barber and hairdresser trade in the district of Victoriaville....	1642
Respecting an amendment to the shoe industry in the Province.....	1643

INSURANCES:—

A. & P. (Quebec) Mutual Benefit Society	1618
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Bruno.....	1618

MISCELLANEOUS NOTICES:—

St. Paul's Baptist Church.....	1619
Harvey, Philippe.....	1619
Quebec Gun & Skeet Club.....	1620

Revision de la liste électorale de la cité de Sherbrooke	1620	Revision of the electoral list of the city of Sherbrooke.....	1620
St-Lambert, cité de	1619	St-Lambert, city of	1619
Syndicat des Employés de Donnacona ..	1620	Syndicat des Employés de Donnacona ..	1620
Syndicat Professionnel des Instituteurs Catholiques Ruraux de l'est de la province de Québec.....	1620	Syndicat Professionnel des Instituteurs Catholiques Ruraux de l'est de la province de Québec.....	1620

BUREAUX-CHEFS:—

Compagnie Cinématographique Canadienne Ltée.....	1622	Compagnie Cinématographique Canadienne Ltée.....	1622
East Lacoma Mines, Limited	1622	East Lacoma Mines, Limited	1622
Emery, Talbot Limitée.....	1622	Emery, Talbot Limitée.....	1622
J. A. Morin, Inc.....	1622	J. A. Morin, Inc.....	1622
Thibaudeau Frères & Cie Ltée.....	1622	Thibaudeau Frères & Cie Ltée.....	1622

CHIEF-OFFICES:—

CHARTRE—ABANDON DE:—

The Triplex Press, Limited	1623	The Triplex Press, Limited.....	1623
----------------------------------	------	---------------------------------	------

CHARTER—SURRENDER OF:—

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—

Asbestos, ville de.....	1623	Asbestos, town of.....	1623
-------------------------	------	------------------------	------

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Acton-Vale, syndics d'écoles protestantes du village.....	1624	Acton-Vale, protestant school trustees of the village.....	1624
Beaucanton, munic. scolaire.....	1624	Beaucanton, school munic.....	1624
Laferté, munic. scolaire.....	1624	Laferté, school munic.....	1624
Rollet, munic. scolaire.....	1625	Rollet, school munic.....	1625
St-Gilles, munic. scolaire (Erratum).....	1625	St-Gilles, school munic. (Erratum).....	1625

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

ERRATUM:—

Sorel, cité de.....	1623	Sorel, city of.....	1623
---------------------	------	---------------------	------

ERRATUM:—

LETTRES PATENTES:—

Canada Marble & Lime Co. Ltd.....	1574	Canada Marble & Lime Co. Ltd.....	1574
Club de Récréation St-Michel Inc.—St. Michel Recreation Club Inc.....	1576	Club de Récréation St-Michel Inc.—St. Michel Recreation Club Inc.....	1576
Copyright Protection Bureau, Inc.....	1577	Copyright Protection Bureau, Inc.....	1577
Corporation des Automobilistes et des Chauffeurs d'Amérique—Corporation of Automobilists and Chauffeurs of America.....	1579	Corporation des Automobilistes et des Chauffeurs d'Amérique—Corporation of Automobilists and Chauffeurs of America.....	1579
Erin Social Club Inc.....	1581	Erin Social Club Inc.....	1581
Helene Bousquet Gold Mines Ltd.....	1582	Helene Bousquet Gold Mines Ltd.....	1582
International Frocks Inc.....	1583	International Frocks Inc.....	1583
Kold Air Appliances Corporation.....	1585	Kold Air Appliances Corporation.....	1585
La Grande Compagnie de Construction Saguenay, Ltée—The Great Saguenay Construction Company, Ltd.....	1588	La Grande Compagnie de Construction Saguenay, Ltée—The Great Saguenay Construction Company, Ltd.....	1588
Léopold Roy et Fils Ltée.....	1590	Léopold Roy et Fils Ltée.....	1590
Les Industries Nationales de Viandes, Ltée—National Meat Industries, Ltd.....	1593	Les Industries Nationales de Viandes, Ltée—National Meat Industries, Ltd.....	1593
L'Opinion Limitée.....	1598	L'Opinion Limitée.....	1598
Palace Theatre Limited.....	1600	Palace Theatre Limited.....	1600
Sterling Furniture Manufacturers, Limited.....	1602	Sterling Furniture Manufacturers, Limited.....	1602
T. Martineau & Cie (Limitée).....	1603	T. Martineau & Cie (Limitée).....	1603
Winona Camp Incorporated.....	1606	Winona Camp Incorporated.....	1606
York Tobacco Shop Ltd.....	1606	York Tobacco Shop Ltd.....	1606

LETTERS PATENT:—

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Amherst Investment Corporation.....	1609	Amherst Investment Corporation.....	1609
Capitol Leather Goods Inc.....	1610	Capitol Leather Goods Inc.....	1610
Coopérative Familiale & Commerciale Canadienne, Ltée.....	1610	Coopérative Familiale & Commerciale Canadienne, Ltée.....	1610
Laval Construction Inc.....	1611	Laval Construction Inc.....	1611
Maritime Optical Co., Ltd.....	1611	Maritime Optical Co., Ltd.....	1611
Morris Lumber Limited.....	1612	Morris Lumber Limited.....	1612

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Pharmacies Modernes Inc.....	1612	Pharmacies Modernes Inc.....	1612
Shareholders Transfer Co. Ltd.....	1613	Shareholders Transfer Co. Ltd.....	1613
The Montreal Dress & Blouse Co.....	1614	The Montreal Dress & Blouse Co.....	1614
Verdun Motors Limited—Limitée.....	1614	Verdun Motors Limited—Limitée.....	1614
LIQUIDATION. AVIS DE:—		WINDING UP NOTICE:—	
Manufacturing Lumbermen's Under- writers.....	1625	Manufacturing Lumbermen's Under- writers.....	1625
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—		DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—	
Société Coopérative Agricole de Conser- ves de St-Jean-Baptiste.....	1626	Société Coopérative Agricole de Conser- ves de St-Jean-Baptiste.....	1626
Société Coopérative Agricole de Ste- Justine de Newton.....	1926	Société Coopérative Agricole de Ste- Justine de Newton.....	1626
MINISTÈRE DU TRAVAIL:—		DEPARTMENT OF LABOUR:—	
Concernant les débardeurs du Port de Sorel.....	1644	Respecting the stevedores of the Harbour of Sorel.....	1644
Concernant les métiers de barbier et coiffeur à Rouyn et Noranda.....	1643	Respecting the barber and hairdresser trades in Rouyn and Noranda.....	1643
Ordonnance No 6—Mécaniciens de ma- chines fixes.....	1644	Ordinance No. 6—Stationary enginemen	1644
Règlement B-I de l'Office des salaires raisonnables.....	1644	By-law B-I of the Fair Wage Board.....	1644
Syndicat Professionnel des Maîtres-Bar- biers de Montréal, Inc <i>et al.</i>	1646	Syndicat Professionnel des Maîtres-Bar- biers de Montréal, Inc. <i>et al.</i>	1646
MINUTES DE NOTAIRES:—		NOTARIAL MINUTES:—	
Boiteau, Emile.....	1626	Boiteau, Emile.....	1626
Cloutier, Maurice, en faveur de.....	1627	Cloutier, Maurice, in favor of.....	1627
Déziel, Joseph-Ephrem.....	1627	Déziel, Joseph-Ephrem.....	1627
Foisy, Bernard, en faveur de.....	1627	Foisy, Bernard, in favor of.....	1627
Gauthier, Jules, en faveur de.....	1627	Gauthier, Jules, in favor of.....	1627
Lavoie, Louis, en faveur de.....	1627	Lavoie, Louis, in favor of.....	1627
McGowan, Roger, en faveur de.....	1628	McGowan, Roger, in favor of.....	1628
NOMINATIONS:—		APPOINTMENTS:—	
Commissaire d'écoles.....	1628	School Commissioner.....	1628
Diverses.....	1628	Miscellaneous.....	1628
VENTE PAR LICITATION:—		SALE BY LICITATION:—	
Broue vs Broue <i>et al.</i>	1628	Broue vs Broue <i>et al.</i>	1628
VENTES POUR TAXES:—		SALES FOR TAXES:—	
East Angus, ville de.....	1617	East Angus, town of.....	1617
Lauzon, ville de.....	1615	Lauzon, town of.....	1615
Sherbrooke, cité de.....	1616	Sherbrooke, city of.....	1616
Trois-Rivières, cité de.....	1616	Trois-Rivières, city of.....	1616
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—		SHERIFFS' SALES:—	
ABITIBI:—		ABITIBI:—	
La Commission du Prêt Agricole Cana- dien vs Bernier.....	1629	The Canadian Farm Loan Board vs Bernier.....	1629
La Commission du Prêt Agricole Cana- dien vs Gervais.....	1630	The Canadian Farm Loan Board vs Gervais.....	1630
La Commission du Prêt Agricole Cana- dien vs Haché.....	1629	The Canadian Farm Loan Board vs Haché.....	1629
JOLIETTE:—		JOLIETTE:—	
Guindon vs Venne, Jr.....	1630	Guindon vs Venne, Jr.....	1630
Mousseau vs Rivest.....	1630	Mousseau vs Rivest.....	1630
KAMOURASKA:—		KAMOURASKA:—	
Guay vs Guay.....	1631	Guay vs Guay.....	1631

MONTRÉAL:—

Lavigne vs Johnston <i>et al.</i>	1631
Montreal Trust Co. vs McIlhone <i>et al.</i>	1632

PONTIAC:—

Kilbright <i>et al</i> vs Noël <i>et al.</i>	1633
--	------

QUÉBEC:—

Lafond vs Grimard	1634
-----------------------------	------

RICHELIEU:—

Champagne <i>et al</i> vs Caron <i>et vir.</i>	1634
--	------

RIMOUSKI:—

Massé vs Desrosiers	1635
Tessier <i>et al</i> vs Lévesque	1635

ROBERVAL:—

Brochu vs Tremblay	1636
Lavoie vs Gagnon	1637

MONTREAL:—

Lavigne vs Johnston <i>et al.</i>	1631
Montreal Trust Co. vs McIlhone <i>et al.</i>	1632

PONTIAC:—

Kilbright <i>et al</i> vs Noël <i>et al.</i>	1633
--	------

QUEBEC:—

Lafond vs Grimard	1634
-----------------------------	------

RICHELIEU:—

Champagne <i>et al</i> vs Caron <i>et vir.</i>	1634
--	------

RIMOUSKI:—

Massé vs Desrosiers	1635
Tessier <i>et al</i> vs Lévesque	1635

ROBERVAL:—

Brochu vs Tremblay	1636
Lavoie vs Gagnon	1637

